

Gazette
officielle
DU Québec

Partie

2

N° 49

3 décembre 2003

Lois et règlements

135^e année

Sommaire

Table des matières
Lois 2003
Règlements et autres actes
Projets de règlement
Décisions
Décrets administratifs
Erratum
Index

Dépôt légal – 1^{er} trimestre 1968
Bibliothèque nationale du Québec
© Éditeur officiel du Québec, 2003

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays.
Toute reproduction par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction,
est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.

Table des matières

Page

Lois 2003

6	Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant la perception des amendes	5109
18	Loi modifiant la Loi sur la Fondation Jean-Charles-Bonenfant	5121
	Liste des projets de loi sanctionnés (18 novembre 2003)	5107

Règlements et autres actes

1197-2003	Exploitations agricoles (Mod.)	5125
1201-2003	Protocole entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française relatif à l'Office franco-québécois pour la jeunesse, signé à Québec, le 23 mai 2003	5126
1203-2003	Tableau de chasse à l'original pour l'année 2003	5129
1212-2003	Services automobiles — Régions de Drummond et de la Mauricie (Mod.)	5129
	Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2004	5131
	Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2004	5148
	Code des professions — Diététistes — Attestations acceptées par l'Ordre professionnel aux fins de la délivrance du permis	5149
	Zone d'exploitation contrôlée Des Anses	5150

Projets de règlement

	Code des professions — Diététistes — Activités professionnelles qui peuvent être exercées par des personnes autres que des diététistes	5153
	Notaires — Conditions d'exercice, mode de règlement des différends et tarif des honoraires	5154

Décisions

7943	Producteurs de chèvres — Contribution (Mod.)	5161
	Directeur général des élections — Décision en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 30.8 de la Loi sur les élections scolaires relativement à des électeurs de la Commission scolaire des Patriotes	5161
	Directeur général des élections — Décision en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 30.8 de la Loi sur les élections scolaires relativement à l'inscription d'électeurs sur la liste électorale pour le scrutin du 16 novembre 2003	5162

Décrets administratifs

1172-2003	Exercice des fonctions du ministre des Transports	5165
1173-2003	Nomination de M ^e Claude Simard comme sous-ministre associé par intérim au ministère de la Justice	5165
1174-2003	Nomination de madame Céline Olivier comme sous-ministre adjointe au ministère des Relations internationales	5165
1175-2003	Engagement à contrat de monsieur Michel Beaudoin comme sous-ministre associé au ministère de la Sécurité publique	5165
1176-2003	Monsieur Alain Bolduc, secrétaire général associé au ministère du Conseil exécutif	5167

1177-2003	Nomination de monsieur Marc-André Fortier comme membre et président du conseil d'administration, président et directeur général de la Société immobilière du Québec	5168
1178-2003	Nomination d'un membre du Comité de retraite du régime de retraite du personnel d'encadrement	5170
1179-2003	Entente entre la municipalité régionale de comté de Papineau et le gouvernement du Canada relativement au versement d'une subvention dans le cadre du programme Initiatives régionales stratégiques	5171
1180-2003	Entente relative à l'attribution d'une subvention du gouvernement du Canada à la Ville d'Alma relativement à l'acquisition d'équipement pour l'aéroport d'Alma dans le cadre du Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires (PAIA)	5171
1181-2003	Approbation du Plan d'investissements universitaires pour la période du 1 ^{er} juin 2002 au 31 mai 2007	5172
1182-2003	Exercice de fonctions judiciaires par monsieur Roch Lefrançois, juge retraité de la Cour du Québec	5172
1183-2003	Composition et mandat de la délégation québécoise qui participera à la réunion thématique de la Conférence des ministres de la jeunesse et des Sports des pays ayant le français en partage (CONFEJES) consacrée à l'emploi des jeunes qui se tiendra à Kigali (Rwanda), les 28 et 29 novembre 2003	5173
1184-2003	Nomination de deux membres du conseil d'administration de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse	5173
1185-2003	Modification à l'accord Canada-Québec de contribution dans le cadre du programme ÉnerGuide pour les maisons (EGM)	5174
1188-2003	Nomination de monsieur George Arsenault comme vice-président par intérim de la Société de la faune et des parcs du Québec	5175
1189-2003	Acquisition par expropriation de certains immeubles, avec les biens meubles accessoires, pour la construction ou la reconstruction d'une partie de la route 185, située en la Ville de Rivière-du-Loup et en la Municipalité de la paroisse de Saint-Antonin (D 2003 68029)	5175
1190-2003	Cession d'une fabrique à glace en faveur de Usine à glace de Grande-Rivière inc.	5176
1191-2003	Nomination de monsieur Daniel Gilbert comme membre et président du conseil d'administration et directeur général de la Régie du bâtiment du Québec	5177
1202-2003	Nomination de membres québécois au Conseil d'administration de l'Office Franco-Québécois pour la jeunesse	5179

Erratum

Producteurs de volailles — Vente aux consommateurs (Mod.)	5181
---	------

PROVINCE DE QUÉBEC37^e LÉGISLATURE1^{re} SESSION

QUÉBEC, LE 18 NOVEMBRE 2003

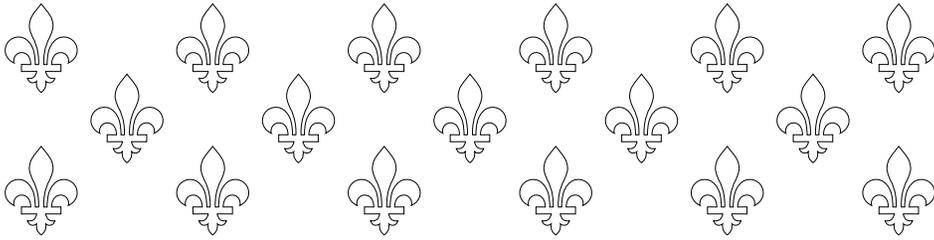
CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Québec, le 18 novembre 2003

Aujourd'hui, à seize heures sept minutes, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants :

- n^o 6 Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant la perception des amendes
- n^o 18 Loi modifiant la Loi sur la Fondation Jean-Charles-Bonenfant

La sanction royale est apposée sur ces projets de loi par Son Excellence le Lieutenant-gouverneur.



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi n° 6
(2003, chapitre 5)

**Loi modifiant le Code de la sécurité
routière et le Code de procédure pénale
concernant la perception des amendes**

**Présenté le 13 juin 2003
Principe adopté le 17 juin 2003
Adopté le 12 novembre 2003
Sanctionné le 18 novembre 2003**

**Éditeur officiel du Québec
2003**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale afin d'ajouter, aux infractions pour lesquelles un percepteur peut demander à la Société de l'assurance automobile du Québec la suspension d'un permis, toutes celles relatives au stationnement. Il prévoit aussi que la Société de l'assurance automobile du Québec doit, lorsqu'elle reçoit un avis d'un percepteur à l'effet qu'une personne a fait défaut de payer des amendes imposées à la suite d'infractions au Code de la sécurité routière ou à un règlement relatif à la circulation ou au stationnement adopté par une municipalité, interdire la mise ou la remise en circulation ainsi que la mise au rancart de tout véhicule routier immatriculé au nom de cette personne, refuser d'effectuer une nouvelle immatriculation d'un tel véhicule routier et refuser l'immatriculation de tout autre véhicule routier à son nom.

De plus, le projet de loi prévoit que nul ne peut céder, acquérir ou louer un véhicule routier lorsqu'un cocontractant fait l'objet de ces nouvelles mesures. En conséquence, il est prévu que la Société de l'assurance automobile du Québec peut communiquer à une personne les renseignements concernant les limitations au droit d'obtenir l'immatriculation d'un véhicule routier, le droit de circuler avec un véhicule routier ou la capacité de le céder, de l'acquérir, de le louer ou de le mettre au rancart.

En outre, pour couvrir les frais encourus par la Société de l'assurance automobile du Québec pour l'application des nouvelles mesures, le projet de loi prévoit que toute municipalité ou communauté autochtone ainsi que le gouvernement devront déduire du montant total des amendes perçues une somme dont le montant est établi selon la méthode fixée par le projet de loi.

Par ailleurs, le projet de loi modifie le Code de procédure pénale afin qu'une personne qui n'a pas payé les sommes dues à la suite d'infractions au Code de la sécurité routière ou à un règlement relatif à la circulation ou au stationnement adopté par une municipalité ne puisse être emprisonnée pour défaut de paiement de ces sommes. Le projet de loi crée cependant une infraction pour la personne de 18 ans ou plus qui tente de se soustraire de façon délibérée au paiement de ces sommes. Cette personne sera passible d'un emprisonnement ne pouvant excéder deux ans moins un jour et cette peine ne la libérera pas du paiement des sommes dues.

Enfin, le projet de loi comporte des mesures transitoires ainsi que des modifications de concordance.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET :

- Loi sur l'Agence métropolitaine de transport (L.R.Q., chapitre A-7.02);
 - Loi sur le bâtiment (L.R.Q., chapitre B-1.1);
 - Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);
 - Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);
 - Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2);
 - Code de procédure pénale (L.R.Q., chapitre C-25.1);
 - Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1);
 - Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.01);
 - Loi sur la Communauté métropolitaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.02);
 - Loi sur les cours municipales (L.R.Q., chapitre C-72.01);
 - Loi sur la sécurité civile (L.R.Q., chapitre S-2.3);
 - Loi sur la sécurité incendie (L.R.Q., chapitre S-3.4);
 - Loi sur les sociétés de transport en commun (L.R.Q., chapitre S-30.01);
 - Loi sur les véhicules hors route (L.R.Q., chapitre V-1.2).
- .

Projet de loi n° 6

LOI MODIFIANT LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE ET LE CODE DE PROCÉDURE PÉNALE CONCERNANT LA PERCEPTION DES AMENDES

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :
CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

1. L'article 21 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.2) est modifié par l'addition, après le dernier alinéa, du suivant :

« Nul ne peut mettre en circulation ce véhicule routier lorsqu'une décision de la Société rendue en vertu de l'article 194 est en vigueur. ».

2. L'article 39.1 de ce code est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne et après « 188, », de « 194 et ».

3. L'article 59 de ce code est modifié par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa et après les mots « contrevient au troisième », des mots « ou au quatrième ».

4. L'article 84 de ce code est abrogé.

5. L'article 92.1 de ce code est abrogé.

6. L'article 141 de ce code est modifié par la suppression de « , 92.1 ».

7. L'article 194 de ce code est remplacé par le suivant :

« **194.** Lorsque la Société reçoit, à l'égard d'une personne, l'avis prévu à l'article 364 du Code de procédure pénale (chapitre C-25.1), elle doit :

1° suspendre son permis d'apprenti-conducteur, son permis probatoire ou son permis de conduire ou, si elle n'est pas titulaire d'un de ces permis, son droit de l'obtenir ;

2° interdire de mettre ou de remettre en circulation tout véhicule routier immatriculé à son nom ;

3° interdire la mise au rancart de tout véhicule routier immatriculé à son nom ;

4° refuser d'immatriculer tout véhicule routier à son nom, sauf si le cédant ou le locateur avait obtenu, le jour de la cession ou de la location du véhicule ou dans les 10 jours précédents, conformément à l'article 611.1, la confirmation de la Société qu'il n'y avait pas d'empêchement de procéder à la cession ou à la location du véhicule en vertu du présent code;

5° lors de la cession du droit de propriété d'un véhicule routier immatriculé au nom de la personne faisant l'objet de l'avis, refuser d'effectuer une nouvelle immatriculation au nom du cessionnaire ou ses ayants cause, sauf si le cessionnaire avait obtenu, le jour de la cession ou dans les 10 jours précédents, conformément à l'article 611.1, la confirmation de la Société qu'il n'y avait pas d'empêchement de procéder à la cession du véhicule en vertu du présent code.

Les mesures prévues aux paragraphes 3°, 4° et 5° du premier alinéa prennent effet dès que la Société reçoit l'avis prévu à l'article 364 de ce code.

La Société met fin à l'application des mesures prévues au premier alinéa le jour juridique suivant la réception de l'avis prévu à l'article 365 de ce code. ».

8. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 194, des suivants :

« **194.1.** Nul ne peut céder, acquérir ou louer un véhicule routier lorsqu'un cocontractant fait l'objet des mesures prévues aux paragraphes 3°, 4° et 5° du premier alinéa de l'article 194.

« **194.2.** L'article 194.1 n'a pas pour effet d'interdire l'immatriculation d'un véhicule routier au nom d'une personne et le droit de mettre ce véhicule en circulation du fait d'une cession de propriété résultant d'un jugement, de l'application des articles 209.17 à 209.22.3 ou de l'exercice d'une réserve de propriété, d'une faculté de rachat, d'une hypothèque ou de toute autre charge ou tout autre droit grevant le véhicule.

« **194.3.** Lorsque le propriétaire d'un véhicule routier demande le remisage de son véhicule et a droit à un remboursement des droits, du droit additionnel, de la contribution d'assurance et de la contribution des automobilistes au transport en commun qu'il a payés, le montant du remboursement est imputé, le cas échéant, au paiement des amendes et des frais dus par le propriétaire selon l'ordre de réception des avis transmis à la Société en application de l'article 364 du Code de procédure pénale. ».

9. L'article 209.2 de ce code, modifié par l'article 16 du chapitre 29 des lois de 2001, est de nouveau modifié par le remplacement de ce qui suit : « , 191.2, 194, 195.2 » par ce qui suit : « ou 191.2, du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 194 ou de l'un des articles 195.2 ».

10. L'article 209.22 de ce code est modifié par l'addition, après le paragraphe 3° du premier alinéa, du paragraphe suivant :

«4° les amendes et les frais dus par celui qui était propriétaire du véhicule au moment de la saisie, selon l'ordre de réception des avis transmis à la Société en application de l'article 364 du Code de procédure pénale.».

11. L'article 598 de ce code est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, du nombre «366» par le nombre «345.2».

12. L'article 611.1 de ce code est remplacé par le suivant :

«**611.1.** La Société peut, sur paiement des frais fixés par règlement, communiquer à toute personne qui lui fournit le numéro de dossier apparaissant sur le permis ou le certificat d'immatriculation du véhicule routier d'une autre personne et qui fournit à la Société, à sa demande, le numéro de référence du permis ou le numéro du certificat d'immatriculation, les renseignements concernant la validité du permis, les limitations au droit d'obtenir l'immatriculation d'un véhicule, le droit de circuler avec un véhicule ou la capacité de céder, d'acquérir, de louer ou de mettre au rancart un véhicule.

Toutefois, cette communication ne doit pas révéler le nom et l'adresse de la personne concernée, ni les raisons pour lesquelles ces mesures ont été imposées.».

13. L'article 621 de ce code est modifié :

1° par l'addition, après le paragraphe 51°, du suivant :

«52° fixer, en fonction des coûts encourus par la Société pour l'application de l'article 194, le montant par lequel est multiplié le nombre d'avis transmis à la Société conformément à l'article 365 du Code de procédure pénale afin d'établir la somme que versent à la Société le gouvernement, toute municipalité et toute communauté autochtone conformément à l'article 648.2.» ;

2° par l'addition, après le dernier alinéa, du suivant :

«L'obligation de publication prévue à l'article 8 de la Loi sur les règlements (chapitre R-18.1) ne s'applique pas à un règlement pris en vertu du paragraphe 52° du premier alinéa. Le ministre des Transports consulte les organismes représentatifs des municipalités, notamment l'Union des municipalités du Québec et la Fédération québécoise des municipalités locales et régionales, avant de soumettre le projet de règlement au gouvernement. Il peut également faire toute autre consultation qu'il estime appropriée.».

14. L'article 648 de ce code est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 3.2°, du nombre «366» par le nombre «345.2».

15. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 648.1, du suivant :

«**648.2.** Le gouvernement, toute municipalité et toute communauté autochtone doivent, pour l'application de l'article 194, déduire du montant

équivalant au total des amendes qu'ils ont respectivement perçues et pour lesquelles un avis prévu à l'article 365 du Code de procédure pénale a été transmis à la Société, une somme correspondant au produit obtenu en multipliant le montant fixé par règlement du gouvernement par le nombre d'avis qu'ils ont transmis à la Société, en application de l'article 365 du Code de procédure pénale. La Société fixe les modalités de versement de ces sommes.

Si le total des sommes versées à la Société en vertu du premier alinéa par le gouvernement, les municipalités et les communautés autochtones au cours d'une année s'avère inférieur aux coûts encourus par la Société pour l'application de l'article 194 au cours de la même année, la différence est reportée à l'année subséquente pour paiement. Si le total de ces sommes s'avère supérieur à ces coûts, la différence est déduite des coûts pour l'année subséquente. ».

CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

16. L'article 14 du Code de procédure pénale (L.R.Q., chapitre C-25.1) est modifié par le remplacement, au deuxième alinéa, des mots « une autre » par ce qui suit : « à l'égard d'une disposition spécifique, la ».

17. Ce code est modifié par l'insertion, après l'intitulé du chapitre XIII et avant l'article 315, de ce qui suit :

«SECTION I

«DISPOSITIONS GÉNÉRALES».

18. L'article 333 de ce code est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, de ce qui suit : « peut, selon notamment la disponibilité des programmes de travaux compensatoires » par ce qui suit : « doit, dans la mesure de la disponibilité des programmes de travaux compensatoires notamment ».

19. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 345, de ce qui suit :

« **345.1.** Lorsqu'une peine d'amende a été imposée au défendeur et que celui-ci paye une somme due, exécute des travaux compensatoires ou purge une peine d'emprisonnement pour défaut de paiement, cette somme, ce travail ou cette peine est d'abord imputé au paiement des frais de l'amende.

Lors d'une entente avec le défendeur, le percepteur doit, à l'égard des jugements dont il est chargé de l'exécution, voir à ce que les sommes qui lui sont remises et les travaux que le défendeur s'engage à exécuter servent à satisfaire le jugement le plus susceptible de faire l'objet d'une demande de délivrance d'un mandat d'emprisonnement contre le défendeur.

« **345.2.** Le percepteur remet, aux conditions déterminées par règlement, une partie des frais recouvrés conformément au présent chapitre au poursuivant

visé au paragraphe 3° de l'article 9 qui a déboursé des sommes d'argent pour mener une poursuite.

«SECTION II

«DISPOSITIONS RELATIVES À L'EMPRISONNEMENT POUR DÉFAUT DE PAIEMENT DES SOMMES DUES

«**345.3.** La présente section s'applique au recouvrement des sommes dues en application du présent code, à l'exception de celles auxquelles s'applique la section III. ».

20. L'article 363 de ce code est remplacé par ce qui suit :

«SECTION III

«DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX INFRACTIONS EN MATIÈRE DE CIRCULATION ROUTIÈRE ET DE STATIONNEMENT

«**363.** La présente section s'applique au recouvrement des sommes dues à la suite d'infractions au Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2) ou à un règlement relatif à la circulation ou au stationnement adopté par une municipalité. ».

21. L'article 364 de ce code est remplacé par le suivant :

«**364.** Lorsque le défendeur n'a pas payé la somme due à l'expiration du délai prévu à l'article 322 ou consenti en vertu des articles 327 ou 328, ou lorsqu'à l'expiration d'un tel délai, le défendeur s'est engagé à exécuter des travaux compensatoires mais n'a pas respecté cet engagement, le percepteur doit aviser la Société de l'assurance automobile du Québec de ce fait afin que celle-ci puisse conformément au Code de la sécurité routière :

1° suspendre le permis d'apprenti-conducteur, le permis probatoire ou le permis de conduire du défendeur ou, s'il n'est pas titulaire d'un de ces permis, son droit de l'obtenir ;

2° interdire de mettre ou de remettre en circulation tout véhicule routier immatriculé au nom du défendeur ;

3° interdire la mise au rancart de tout véhicule routier immatriculé au nom du défendeur ;

4° refuser d'immatriculer tout véhicule routier au nom du défendeur ;

5° lors de la cession du droit de propriété d'un véhicule routier immatriculé au nom du défendeur, refuser d'effectuer une nouvelle immatriculation au nom du cessionnaire ou ses ayants cause.

Le fait pour le percepteur de transmettre cet avis ne l'empêche pas de recourir aux autres mesures de recouvrement prévues dans le présent chapitre. ».

22. L'article 365 de ce code est modifié par la suppression, dans les quatrième et cinquième lignes, des mots « ou a purgé la peine d'emprisonnement imposée à défaut de paiement d'une somme due ».

23. L'article 366 de ce code est remplacé par le suivant :

« **366.** Quiconque tente de façon délibérée de se soustraire au paiement des sommes qu'il doit, notamment en refusant les diverses modalités de paiement qui lui sont offertes pour s'acquitter des sommes dues, en ne respectant pas les engagements qu'il prend de se présenter devant le percepteur, en refusant ou en négligeant d'exécuter des travaux compensatoires ou en se rendant insolvable, commet une infraction et est passible d'un emprisonnement n'excédant pas deux ans moins un jour.

Une poursuite prise en vertu du présent article ne peut être intentée que par le procureur général devant la Cour du Québec ou une cour municipale.

Cette poursuite se prescrit par un an depuis la date de la connaissance par le poursuivant de la perpétration de l'infraction. Toutefois, aucune poursuite ne peut être intentée s'il s'est écoulé plus de cinq ans depuis la date de la perpétration de l'infraction.

La peine imposée pour la sanction de la présente infraction ne libère pas le défendeur du paiement des sommes dues. Le paiement des sommes dues ne libère pas le défendeur de l'obligation de purger sa peine d'emprisonnement.

Le percepteur des amendes est réputé, aux fins du présent article, être une personne chargée de l'application de la loi au sens de l'article 62. ».

24. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 366, des suivants :

« **366.1.** Malgré l'article 242, une peine d'emprisonnement imposée en application de l'article 366 ne peut être purgée de façon discontinue.

« **366.2.** Une poursuite pénale en vertu de l'article 366 ne peut être intentée à l'encontre d'une personne âgée de moins de 18 ans. ».

25. L'article 367 de ce code est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 12°, du nombre « 366 » par le nombre « 345.2 ».

DISPOSITIONS DIVERSES, TRANSITOIRES ET FINALES

26. Le nombre « 366 » est remplacé par le nombre « 345.2 » dans les dispositions suivantes :

1° au deuxième alinéa de l'article 99.3 de la Loi sur l'Agence métropolitaine de transport (L.R.Q., chapitre A-7.02);

2° au deuxième alinéa de l'article 203 de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., chapitre B-1.1);

3° au troisième alinéa de l'article 61 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4);

4° au troisième alinéa des articles 29.2.1 et 29.14.1 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19);

5° au troisième alinéa des articles 10.10 et 14.12.1 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1);

6° au deuxième alinéa de l'article 223 de la Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal (L.R.Q., chapitre C-37.01);

7° au deuxième alinéa de l'article 210 de la Loi sur la Communauté métropolitaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.02);

8° au deuxième alinéa de l'article 84 de la Loi sur les cours municipales (L.R.Q., chapitre C-72.01);

9° au quatrième alinéa de l'article 133 de la Loi sur la sécurité civile (L.R.Q., chapitre S-2.3);

10° au quatrième alinéa de l'article 157 de la Loi sur la sécurité incendie (L.R.Q., chapitre S-3.4);

11° au deuxième alinéa de l'article 149 de la Loi sur les sociétés de transport en commun (L.R.Q., chapitre S-30.01);

12° au quatrième alinéa de l'article 68 de la Loi sur les véhicules hors route (L.R.Q., chapitre V-1.2).

27. Une personne dont le permis ou le droit d'en obtenir un fait l'objet d'une suspension en vertu de l'article 194 du Code de la sécurité routière le (*indiquer ici la date qui précède celle de l'entrée en vigueur du présent article*) se voit imposer de plein droit, dès le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*), les mesures prévues aux paragraphes 3°, 4° et 5° du premier alinéa de l'article 194 de ce code, tel que remplacé par l'article 7.

En outre, elle se voit imposer une interdiction de mettre ou de remettre en circulation tout véhicule routier immatriculé à son nom pourvu que la Société de l'assurance automobile du Québec lui ait envoyé un avis l'informant de cette interdiction par tout mode permettant de s'assurer de sa réception à sa dernière adresse figurant dans les dossiers de la Société de l'assurance automobile du Québec.

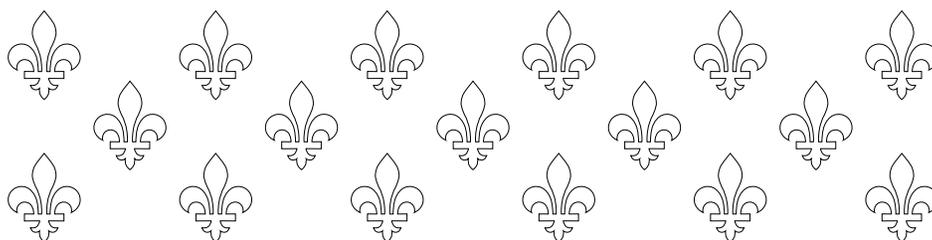
28. L'article 15 a préséance sur toute disposition d'une entente conclue avant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur du présent article*) par la Société de l'assurance automobile du Québec concernant les frais qu'elle perçoit relativement à l'application des articles 364 et 365 du Code de procédure pénale.

29. Les articles 22 et 23 ne s'appliquent pas aux sommes dues avant le (*indiquer ici la date de l'entrée en vigueur de l'article 23*) par un défendeur à l'égard duquel le percepteur a présenté une demande conformément à l'article 346 du Code de procédure pénale avant cette date.

30. Le ministre de la Sécurité publique doit, dans les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur de l'ensemble des dispositions de la présente loi, faire au gouvernement un rapport sur la mise en œuvre de la présente loi, de même que sur l'opportunité, le cas échéant, de proposer les modifications qu'il juge utiles.

Ce rapport est déposé par le ministre dans les 15 jours qui suivent devant l'Assemblée nationale ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de la reprise de ses travaux. La commission compétente de l'Assemblée étudie le rapport.

31. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-SEPTIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi n° 18

(2003, chapitre 6)

Loi modifiant la Loi sur la Fondation Jean-Charles-Bonenfant

Présenté le 28 octobre 2003

Principe adopté le 4 novembre 2003

Adopté le 4 novembre 2003

Sanctionné le 18 novembre 2003

**Éditeur officiel du Québec
2003**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur la Fondation Jean-Charles-Bonenfant afin d'accorder un droit de vote au vice-président de l'Assemblée nationale qui est membre du conseil d'administration de la Fondation.

Le projet de loi modifie également cette loi afin de prévoir que la Fondation produit des états financiers annuels qui sont vérifiés par le vérificateur général et qu'à cette fin, la Fondation est assimilée à un organisme public au sens de la Loi sur le vérificateur général.

Projet de loi n° 18

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LA FONDATION JEAN-CHARLES-BONENFANT

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

1. L'article 6 de la Loi sur la Fondation Jean-Charles-Bonenfant (L.R.Q., chapitre F-3.2) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

«Le membre du personnel désigné par le président n'a pas droit de vote.».

2. L'article 20 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

«La Fondation produit des états financiers annuels, lesquels sont vérifiés par le vérificateur général. À cette fin, la Fondation est assimilée à un organisme public au sens de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01).».

3. La présente loi entre en vigueur le 18 novembre 2003.

Règlements et autres actes

Gouvernement du Québec

Décret 1197-2003, 19 novembre 2003

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2)

Exploitations agricoles — Modification

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur les exploitations agricoles

ATTENDU QUE, en vertu des paragraphes *a, c, d à h, j, k* et *m* de l'article 31, des paragraphes 1° à 5° du premier alinéa de l'article 53.30, des paragraphes 1°, 2°, 3°, 5° et 8° de l'article 70, ainsi que des articles 109.1 et 124.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2), le gouvernement a édicté par le décret n° 695-2002 du 12 juin 2002 le Règlement sur les exploitations agricoles;

ATTENDU QUE ce règlement prévoit certaines interdictions relatives à l'implantation ou l'agrandissement de lieux d'élevage porcins;

ATTENDU QUE, en attendant de trouver une solution durable au problème de conflits sociaux existant en raison de l'évolution de la production porcine au Québec, il y a lieu de modifier ce règlement afin de maintenir les interdictions relatives à l'implantation ou l'agrandissement de lieux d'élevage porcins;

ATTENDU QUE le maintien de ces interdictions est conforme aux recommandations du rapport de la consultation publique sur le développement durable de la production porcine au Québec déposé par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) le 15 septembre 2003;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 12 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet de règlement peut être édicté sans avoir fait l'objet de la publication prévue à l'article 8 de cette loi et à l'article 124 de la Loi sur la qualité de l'environnement lorsque l'autorité qui l'édicte est d'avis que l'urgence de la situation l'impose;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 18 de la Loi sur les règlements, un règlement peut entrer en vigueur dès la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* lorsque l'autorité qui l'édicte est d'avis que l'urgence de la situation l'impose;

ATTENDU QUE, en vertu des articles 13 et 18 de cette même loi, le motif justifiant l'absence de publication préalable et une telle entrée en vigueur doit être publié avec le règlement;

ATTENDU QUE, de l'avis du gouvernement, l'urgence due à la circonstance suivante justifie l'absence de publication préalable et une telle entrée en vigueur:

— la nécessité de maintenir le plus tôt possible les interdictions relatives à l'implantation ou l'agrandissement de lieux d'élevage porcins qui, dans certains cas, se terminent le 15 décembre 2003;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement:

QUE le Règlement modifiant le Règlement sur les exploitations agricoles, annexé au présent décret, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

Règlement modifiant le Règlement sur les exploitations agricoles*

Loi sur la qualité de l'environnement
(L.R.Q., c. Q-2, a. 31, par. *c* et *d*)

1. L'article 56 du Règlement sur les exploitations agricoles est modifié par le remplacement des deuxième et troisième alinéas par les suivants:

«Les articles 45 et 46 relatifs aux zones d'activités limitées et à la production porcine, ainsi que l'article 47 relatif à la production porcine à l'extérieur des zones d'activités limitées, cesseront d'avoir effet le 15 décembre 2004.

L'article 48 relatif aux zones d'activités limitées et à la production autre que porcine cessera d'avoir effet le 15 juin 2004.»

* La seule modification au Règlement sur les exploitations agricoles, édicté par le décret n° 695-2002 du 12 juin 2002 (2002, *G.O.* 2, 3525), a été apportée par le règlement édicté par le décret n° 1330-2002 du 20 novembre 2002 (2002, *G.O.* 2, 8201).

2. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

41534

Gouvernement du Québec

Décret 1201-2003, 19 novembre 2003

Loi sur l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse (L.R.Q., c. O-5)

Office Franco-Québécois pour la Jeunesse — Protocole entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française

CONCERNANT le Protocole entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française relatif à l'Office franco-québécois pour la jeunesse, signé à Québec, le 23 mai 2003

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française ont signé, à Paris, le 9 février 1968, le Protocole relatif aux échanges entre le Québec et la France en matière d'éducation physique, de sports et d'éducation populaire pris en application de l'Entente franco-québécoise du 27 février 1965 sur un programme d'échanges et de coopération dans le domaine de l'éducation;

ATTENDU QUE ce protocole a été modifié par les avenants du 17 avril 1969, du 20 février 1986 et du 11 août 2000;

ATTENDU QUE ce protocole a créé l'Office franco-québécois pour la jeunesse qui a pour objet de développer les relations entre la jeunesse québécoise et la jeunesse française;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 2 de la Loi sur l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse (L.R.Q., c. O-5), l'Office est notamment régi par les dispositions de ce protocole, de ses modifications et de cette loi et que ces dispositions prévalent sur toute disposition inconciliable de toute autre loi applicable à l'Office;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française ont signé, à Québec, le 23 mai 2003, un protocole relatif à l'Office franco-québécois pour la jeunesse, qui remplace le protocole du 9 février 1968 et ses modifications;

ATTENDU QUE ce protocole du 23 mai 2003 constitue une entente internationale au sens de l'article 19 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., c. M-25.1.1);

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 20 de cette loi, les ententes internationales doivent, pour être valides, être signées par le ministre des Relations internationales et entérinées par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie:

QUE soit entériné le Protocole entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française relatif à l'Office franco-québécois pour la jeunesse, signé à Québec, le 23 mai 2003, dont le texte est joint au présent décret;

QUE ce protocole remplace celui qui est annexé à la Loi sur l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

PROTOCOLE

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RELATIF À

L'OFFICE FRANCO-QUÉBÉCOIS POUR LA JEUNESSE

TITRE I DÉNOMINATION ET OBJET

ARTICLE 1

L'Office franco-québécois pour la jeunesse, créé en vertu du Protocole relatif aux échanges entre le Québec et la France en matière d'éducation physique, de sports et d'éducation populaire pris en application de l'entente franco-québécoise du 27 février 1965 sur un programme d'échanges et de coopération dans le domaine de l'éducation, signé le 9 février 1968, est régi par le présent Protocole.

L'Office inscrit son action dans le cadre de la coopération franco-québécoise. Il a pour mission de développer les relations entre la jeunesse québécoise et la jeunesse française et, à cet effet, de favoriser les rencontres et les échanges de jeunes. Il peut aussi initier des activités de coopération franco-québécoise vers des pays tiers ou des organisations internationales.

L'Office a la personnalité juridique ; il jouit au Québec et en France de l'autonomie de gestion et d'administration.

TITRE II **MOYENS D'ACTION**

ARTICLE 2

L'Office est composé de deux sections, l'une québécoise, l'autre française, chacune disposant d'un fonds. Chaque section dispose de subventions gouvernementales déterminées par chacun des gouvernements afin de financer les activités approuvées par le conseil d'administration. Sous réserve des règles budgétaires applicables et selon les modalités établies par chacun des deux gouvernements, les crédits nécessaires aux activités de l'Office sont versés dans ces fonds chaque année. L'Office est habilité à recevoir toutes autres recettes et, notamment, les versements qui peuvent être effectués par les bénéficiaires des activités qu'il organise.

ARTICLE 3

L'Office intervient habituellement par voie de subventions en espèces – et, à titre exceptionnel, en nature – accordées à des personnes morales de droit public ou de droit privé. Il peut également accorder des bourses dans le cadre de programmes arrêtés par lui. Enfin, il peut conduire lui-même des activités de coopération et d'échanges et, à titre exceptionnel, créer et entretenir des installations répondant à cet objet.

Il peut jouer un rôle conseil et d'accompagnement auprès des individus et des groupes.

Il assure enfin les services nécessaires à la bonne conduite des activités.

TITRE III **CONSEIL D'ADMINISTRATION**

ARTICLE 4

L'Office est administré par un conseil d'administration composé de 8 membres québécois et de 8 membres français désignés respectivement par le gouvernement du Québec et par le gouvernement de la République française.

Chacune des Parties choisit 4 membres représentant les ministères ou organismes gouvernementaux intéressés et les 4 autres parmi des personnalités qualifiées.

Chacune des Parties désigne également 4 membres suppléants. En cas d'empêchement d'un membre d'assister à une session du conseil d'administration, un membre suppléant peut le remplacer et est alors réputé membre du conseil d'administration.

La durée des fonctions des membres est de 4 ans. Ces membres peuvent être révoqués pour motifs graves, après avis du conseil d'administration, par le gouvernement qui les a nommés. Les fonctions des membres du conseil d'administration sont gratuites ; des indemnités pour frais de déplacement et de mission leur sont attribuées.

ARTICLE 5

Le conseil d'administration siège en présence du ministre désigné par le gouvernement du Québec et du ministre désigné par le gouvernement de la République française ou de leurs représentants.

Le conseil d'administration siège alternativement au Québec, sous la présidence du ministre désigné par le gouvernement du Québec ou de son représentant, et en France, sous la présidence du ministre français ou de son représentant.

ARTICLE 6

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois chaque année et, en outre, lorsque le ministre désigné par le gouvernement du Québec et le ministre désigné par le gouvernement de la République française l'estiment, d'un commun accord, nécessaire.

ARTICLE 7

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de la mission de l'Office telle qu'elle est définie à l'article 1 du présent Protocole.

Le conseil :

— définit les grandes orientations de l'Office ainsi que la programmation et les activités annuelles qui en découlent, et veille, dans ce cadre, à ce qu'une part significative d'actions conjointes aux deux sections soit menées ;

— prend toutes mesures utiles au bon fonctionnement de l'Office ;

— approuve le budget de l'Office ;

— élabore le règlement financier et veille à son respect ;

— approuve le rapport annuel de gestion des deux secrétaires généraux, le bilan d'activités ainsi que tout rapport établi à sa demande;

— désigne, en accord avec chacun des deux gouvernements, un vérificateur public québécois et un commissaire aux comptes français chargés, dans le cadre des règles propres à l'Office, de contrôler en commun chaque année l'utilisation des crédits et de lui en rendre compte;

— donne, après examen du vérificateur public et du commissaire aux comptes et observations éventuelles des secrétaires généraux, quitus à ces derniers de leur gestion pour l'exercice en cause;

— soumet aux deux gouvernements les prévisions budgétaires de l'Office et le plan des activités pour la période qu'il juge appropriée;

— propose, le cas échéant, aux deux gouvernements, toute modification au présent Protocole qu'il juge pertinente.

ARTICLE 8

Le quorum requis pour la validité des délibérations du conseil d'administration est des 2/3 des membres. Si le quorum n'est pas atteint, les coprésidents convoquent à nouveau le conseil dans un délai de 30 jours; le conseil délibère alors sans condition de quorum.

Les délibérations sont prises à la majorité des $\frac{3}{4}$ des membres présents.

ARTICLE 9

Les secrétaires généraux, l'un Québécois, l'autre Français, constituent conjointement l'organe d'exécution du conseil d'administration de l'Office. Ils sont nommés pour 4 ans par accord des deux gouvernements.

ARTICLE 10

Les secrétaires généraux représentent l'Office. Ils préparent les sessions du conseil d'administration, lui présentent tous les rapports mentionnés à l'article 7, le projet de budget, la programmation annuelle des activités retenues dans le cadre des orientations définies pour l'Office de même qu'une prévision des participants établie par programme. Le secrétaire général québécois et le secrétaire général français dirigent, contrôlent et coordonnent l'action de leur section respective dont l'une est localisée au Québec et l'autre en France. Les secrétaires généraux sont responsables du fonctionnement de leur section.

TITRE IV DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

ARTICLE 11

Chaque section de l'Office est responsable des règles applicables à son personnel dans le respect de la législation en vigueur sur le territoire de chacune des Parties.

ARTICLE 12

Un règlement intérieur, arrêté par le conseil d'administration, détermine, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent Protocole.

ARTICLE 13

Les deux gouvernements peuvent apporter au présent Protocole toute modification dont ils prendraient l'initiative ou qui leur serait proposée par le conseil d'administration.

ARTICLE 14

Le présent Protocole entre en vigueur dès sa signature.

ARTICLE 15

Le présent Protocole remplace celui adopté le 9 février 1968 et ses modifications par les avenants du 17 avril 1969, du 20 février 1986 et du 21 janvier 2000.

Fait à Québec, le 23 mai 2003, en double exemplaire.

Pour le gouvernement
du Québec

Pour le gouvernement
de la République française

MONIQUE GAGNON-TREMBLAY,
*Vice-première ministre
et ministre des Relations
internationales et de la
Francophonie*

PIERRE-ANDRÉ WILTZER,
*Ministre délégué à la
Coopération
et à la Francophonie*

41535

Gouvernement du Québec

Décret 1203-2003, 19 novembre 2003

Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., c. D-13.1)

Tableau de chasse à l'orignal pour l'année 2003

CONCERNANT le Règlement sur le tableau de chasse à l'orignal pour l'année 2003

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *f* du premier alinéa de l'article 78 de la Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., c. D-13.1), le comité conjoint peut établir pour l'orignal le tableau de chasse maximal applicable;

ATTENDU QUE le comité conjoint a, par la résolution numéro 02-03:2.27 adoptée le 12 décembre 2002, établi la limite maximale pour les prises d'originaux dans la zone 17 à 140 originaux;

ATTENDU QUE, en vertu du troisième alinéa de l'article 78 de cette loi, le gouvernement doit, sauf pour des raisons de conservation, adopter des règlements pour donner effet aux décisions du comité conjoint relatives à l'établissement pour l'orignal du tableau de chasse maximal applicable;

ATTENDU QUE conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet de Règlement sur le tableau de chasse à l'orignal pour l'année 2003 a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 27 août 2003 avec avis qu'à l'expiration d'une période de 45 jours suivant cette publication il pourrait être édicté par le gouvernement;

ATTENDU QU'aucun commentaire n'a été formulé à son sujet depuis cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter le Règlement sur le tableau de chasse à l'orignal pour l'année 2003;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs:

QUE le Règlement sur le tableau de chasse à l'orignal pour l'année 2003, annexé au présent décret, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

Règlement sur le tableau de chasse à l'orignal pour l'année 2003

Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec (L.R.Q., c. D-13.1, a. 78, 1^{er} al., par. *f*, 2^e et 3^e al.)

1. Le tableau de chasse maximal applicable aux autochtones ou aux non-autochtones pour l'orignal dans la zone 17 déterminée par le Règlement sur les zones de pêche et de chasse édicté par le décret n° 27-90 du 10 janvier 1990 est de 140 originaux pour la période du 1^{er} août 2003 au 31 juillet 2004.

2. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

41536

Gouvernement du Québec

Décret 1212-2003, 19 novembre 2003

Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., c. D-2)

Industrie des services automobiles – Drummond et Mauricie — Modifications

CONCERNANT le Décret modifiant le Décret sur l'industrie des services automobiles des régions de Drummond et de la Mauricie

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Décret sur l'industrie des services automobiles des régions de Drummond et de la Mauricie (R.R.Q., 1981, c. D-2, r.45);

ATTENDU QUE les parties contractantes au sens de ce décret ont présenté au ministre du Travail, une demande pour que des modifications soient apportées à ce décret;

ATTENDU QUE les articles 2 et 6.1 de la Loi sur les décrets de convention collective (L.R.Q., c. D-2) autorisent le gouvernement à modifier un décret de convention collective;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) et aux articles 5 et 6.1 de la Loi sur les décrets de convention collective, un projet de décret de modification a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 28 mai 2003 et, à cette même date, dans deux journaux de langue française et un journal de langue anglaise et,

le 31 mai 2003, dans un autre journal de langue française, avec avis qu'il pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce projet de décret avec modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail :

QUE le Décret modifiant le Décret sur l'industrie des services automobiles des régions de Drummond et de la Mauricie, ci-annexé, soit édicté.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

Décret modifiant le Décret sur l'industrie des services automobiles des régions de Drummond et de la Mauricie *

Loi sur les décrets de convention collective
(L.R.Q., c. D-2, a. 2 et 6.1)

1. L'article 1.02 du Décret sur l'industrie des services automobiles des régions de Drummond et de la Mauricie est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2°, de « section locale 4298 » par « section locale 4511 ».

2. L'article 2.02 de ce décret est remplacé par le suivant :

« **2.02.** Champ d'application territorial: Le décret s'applique sur le territoire des municipalités régionales de comté suivantes incluses dans les régions administratives 04 – Mauricie et 17 – Centre du Québec :

Région 04 – Mauricie

1° Ville de Shawinigan, Ville de Trois-Rivières.

2° Municipalité régionale de comté de Les Chenaux: Batiscan, Champlain, Paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, Sainte-Anne-de-la-Pérade, Paroisse de Sainte-Genève-de-Batiscan, Saint-Luc-de-Vincennes, Paroisse de Saint-Maurice, Paroisse de Saint-Narcisse, Paroisse de Saint-Prosper, Saint-Stanislas.

3° Municipalité régionale de comté de Maskinongé: Charette, Ville de Louiseville, Maskinongé, Paroisse de Saint-Alexis-des-Monts, Sainte-Angèle-de-Prémont, Paroisse de Saint-Barnabé, Saint-Boniface, Saint-Édouard-de-Maskinongé, Paroisse de Saint-Élie, Paroisse de Saint-Étienne-des-Grès, Paroisse de Saint-Justin, Paroisse de Saint-Léon-le-Grand, Saint-Mathieu-du-Parc, Saint-Paulin, Paroisse de Saint-Sévère, Paroisse de Sainte-Ursule, Yamachiche.

4° Dans la municipalité régionale de comté de Mékinac: Village de Grandes-Piles, Paroisse de Hérouxville, Paroisse de Lac-aux-Sables, Paroisse de Saint-Adelphe, Paroisse de Saint-Séverin, Sainte-Thècle, Ville de Saint-Tite.

Région 17 – Centre du Québec

1° Dans la municipalité régionale de comté d'Arthabaska: Paroisse de Saint-Samuel.

2° Dans la municipalité régionale de comté de Bécancour: Ville de Bécancour, Lemieux, Manseau, Paroisse de Sainte-Cécile-de-Lévrard, Sainte-Marie-de-Blandford, Saint-Pierre-les-Becquets, Paroisse de Sainte-Sophie-de-Lévrard, Saint-Sylvere.

3° Dans la municipalité régionale de comté de Drummond: Ville de Drummondville, Durham-Sud, L'Avenir, Lefebvre, Paroisse et Village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil, Paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults, Saint-Charles-de-Drummond, Saint-Cyrille-de-Wendover, Paroisse de Saint-Edmond-de-Grantham, Saint-Eugène, Saint-Félix-de-Kingsey, Saint-Germain-de-Grantham, Paroisse de Saint-Joachim-de-Courval, Paroisse de Saint-Lucien, Paroisse de Saint-Majorique-de-Grantham, Ville de Saint-Nicéphore, Wickham.

4° Dans la municipalité régionale de comté de Nicolet-Yamaska: Aston-Jonction, Grand-Saint-Esprit, Ville de Nicolet, Village de Saint-Célestin, Saint-Célestin, Sainte-Eulalie, Saint-Léonard-d'Aston, Sainte-Monique, Paroisse de Sainte-Perpétue, Saint-Wenceslas. ».

3. Les articles 6.01.1 et 6.01.2 de ce décret sont abrogés.

4. L'article 8.01 de ce décret est modifié par la suppression, dans le paragraphe 6°, des mots, « du père, de la mère ».

5. L'article 9.01 de ce décret est remplacé par le suivant :

* Les dernières modifications au Décret sur l'industrie des services automobiles des régions de Drummond et de la Mauricie (R.R.Q., 1981, c. D-2, r.45) ont été apportées par le règlement édicté par le décret n° 560-2001 du 9 mai 2001 (2001, G.O. 2, 3066). Pour les modifications antérieures, voir le « Tableau des modifications et Index sommaire », Éditeur officiel du Québec, 2003, à jour au 1^{er} septembre 2003.

«**9.01.** Les taux horaires minimaux de salaire sont les suivants :

Emplois	À compter du 3 décembre 2003
1 ^o aide-commis aux pièces :	
échelon 1	8,05 \$
échelon 2	8,65 \$
échelon 3	9,30 \$
échelon 4	9,90 \$;
2 ^o apprenti :	
1 ^{re} année	8,25 \$
2 ^e année	8,80 \$
3 ^e année	9,30 \$
4 ^e année	9,80 \$;
3 ^o compagnon :	
A	15,45 \$
B	13,40 \$
C	12,40 \$;
4 ^o commis aux pièces :	
échelon 1	8,05 \$
échelon 2	8,65 \$
échelon 3	9,30 \$
échelon 4	9,90 \$
échelon 5	10,55 \$
échelon 6	11,15 \$
échelon 7	11,75 \$;
5 ^o commissionnaire :	7,55 \$;
6 ^o démonteur :	
échelon 1	8,25 \$
échelon 2	8,80 \$
échelon 3	9,55 \$;
7 ^o laveur :	7,35 \$;
8 ^o ouvrier spécialisé :	
échelon 1	8,80 \$
échelon 2	9,55 \$
échelon 3	10,30 \$;

Emplois

9^o pompiste :
10^o préposé au service :

	À compter du 3 décembre 2003
échelon 1	8,00 \$
échelon 2	8,50 \$
échelon 3	9,05 \$
échelon 4	9,55 \$
échelon 5	10,05 \$... ».

6. L'article 9.03 de ce décret est modifié par l'insertion, après le paragraphe 6^o, du suivant :

«6.1^o le nombre d'heures pour un jour férié, payées, cumulées ou remplacées par un congé compensatoire; ».

7. L'article 12.01 de ce décret est remplacé par le suivant :

«**12.01.** Le décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 2004. Par la suite, il se renouvelle automatiquement d'année en année, à moins que le groupe constituant la partie patronale ou la partie syndicale ne s'y oppose par un avis écrit transmis au ministre du Travail et à toutes les parties contractantes représentant la partie contractante patronale ou la partie contractante syndicale au cours du mois de juin 2004 ou au cours du mois de juin de toute année subséquente. ».

8. Le présent décret entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

41537

Avis

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001)

Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2004

Avis est donné par les présentes que la Commission de la santé et de la sécurité du travail a adopté le texte définitif du «Règlement sur la table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2004» qui apparaît ci-dessous.

Ce règlement a été prépublié, conformément à la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), à la page 3071 de la *Gazette officielle du Québec* du 2 juillet 2003 avec avis qu'à l'expiration d'un délai de 45 jours, la Commission de la santé et de la sécurité du travail pourrait en adopter le texte final.

En vertu de l'article 63 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, le «Règlement sur la table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2004» prend effet le 1^{er} janvier 2004.

*Le président du conseil d'administration
et chef de la direction
de la Commission de la santé
et de la sécurité du travail,*
JACQUES LAMONDE

Règlement sur la table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2004

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001, a. 63)

1. Aux fins de l'établissement de l'indemnité de remplacement du revenu à compter de la quinzième journée, le revenu brut du travailleur est pris en considération jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable de 55 000 \$ pour l'année 2004.

2. Aux fins du calcul du revenu net retenu, les situations familiales sont déterminées de la façon suivante :

1° Travailleur avec conjoint à charge :

a) Travailleur avec conjoint ;

b) Travailleur avec conjoint et 1 personne à charge ;

c) Travailleur avec conjoint et 2 personnes à charge ;

d) Travailleur avec conjoint et 3 personnes à charge ;

e) Travailleur avec conjoint et 4 personnes à charge et plus.

2° Travailleur avec conjoint non à charge :

a) Travailleur sans personne à charge ;

b) Travailleur avec 1 personne à charge ;

c) Travailleur avec 2 personnes à charge ;

d) Travailleur avec 3 personnes à charge ;

e) Travailleur avec 4 personnes à charge et plus.

3° Célibataire ou famille monoparentale :

a) Travailleur sans personne à charge ;

b) Travailleur avec 1 personne à charge ;

c) Travailleur avec 2 personnes à charge ;

d) Travailleur avec 3 personnes à charge ;

e) Travailleur avec 4 personnes à charge et plus.

3. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Célibataire ou famille monoparentale				
	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
100	88,11	88,11	88,11	88,11	88,11
200	176,22	176,22	176,22	176,22	176,22
300	264,33	264,33	264,33	264,33	264,33
400	352,44	352,44	352,44	352,44	352,44
500	440,55	440,55	440,55	440,55	440,55
600	528,66	528,66	528,66	528,66	528,66
700	616,77	616,77	616,77	616,77	616,77
800	704,88	704,88	704,88	704,88	704,88
900	792,99	792,99	792,99	792,99	792,99
1 000	881,10	881,10	881,10	881,10	881,10
1 100	969,21	969,21	969,21	969,21	969,21
1 200	1 057,32	1 057,32	1 057,32	1 057,32	1 057,32
1 300	1 145,43	1 145,43	1 145,43	1 145,43	1 145,43
1 400	1 233,54	1 233,54	1 233,54	1 233,54	1 233,54
1 500	1 321,65	1 321,65	1 321,65	1 321,65	1 321,65
1 600	1 409,76	1 409,76	1 409,76	1 409,76	1 409,76
1 700	1 497,87	1 497,87	1 497,87	1 497,87	1 497,87
1 800	1 585,98	1 585,98	1 585,98	1 585,98	1 585,98
1 900	1 674,09	1 674,09	1 674,09	1 674,09	1 674,09
2 000	1 762,20	1 762,20	1 762,20	1 762,20	1 762,20
2 100	1 850,31	1 850,31	1 850,31	1 850,31	1 850,31
2 200	1 938,42	1 938,42	1 938,42	1 938,42	1 938,42
2 300	2 026,53	2 026,53	2 026,53	2 026,53	2 026,53
2 400	2 114,64	2 114,64	2 114,64	2 114,64	2 114,64
2 500	2 202,75	2 202,75	2 202,75	2 202,75	2 202,75
2 600	2 290,86	2 290,86	2 290,86	2 290,86	2 290,86
2 700	2 378,97	2 378,97	2 378,97	2 378,97	2 378,97
2 800	2 467,08	2 467,08	2 467,08	2 467,08	2 467,08
2 900	2 555,19	2 555,19	2 555,19	2 555,19	2 555,19
3 000	2 643,30	2 643,30	2 643,30	2 643,30	2 643,30
3 100	2 731,41	2 731,41	2 731,41	2 731,41	2 731,41

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Célibataire ou famille monoparentale					Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Célibataire ou famille monoparentale				
	Nombre de personnes à charge						Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus		0	1	2	3	4 et plus
3 200	2 819,52	2 819,52	2 819,52	2 819,52	2 819,52	8 400	7 182,95	7 182,95	7 182,95	7 182,95	7 182,95
3 300	2 907,63	2 907,63	2 907,63	2 907,63	2 907,63	8 500	7 260,95	7 266,60	7 266,60	7 266,60	7 266,60
3 400	2 995,74	2 995,74	2 995,74	2 995,74	2 995,74	8 600	7 333,43	7 350,26	7 350,26	7 350,26	7 350,26
3 500	3 083,85	3 083,85	3 083,85	3 083,85	3 083,85	8 700	7 405,91	7 433,91	7 433,91	7 433,91	7 433,91
3 600	3 167,51	3 167,51	3 167,51	3 167,51	3 167,51	8 800	7 478,38	7 517,57	7 517,57	7 517,57	7 517,57
3 700	3 251,16	3 251,16	3 251,16	3 251,16	3 251,16	8 900	7 550,86	7 601,22	7 601,22	7 601,22	7 601,22
3 800	3 334,82	3 334,82	3 334,82	3 334,82	3 334,82	9 000	7 623,34	7 684,88	7 684,88	7 684,88	7 684,88
3 900	3 418,47	3 418,47	3 418,47	3 418,47	3 418,47	9 100	7 695,82	7 768,53	7 768,53	7 768,53	7 768,53
4 000	3 502,13	3 502,13	3 502,13	3 502,13	3 502,13	9 200	7 768,30	7 852,19	7 852,19	7 852,19	7 852,19
4 100	3 585,78	3 585,78	3 585,78	3 585,78	3 585,78	9 300	7 840,78	7 935,84	7 935,84	7 935,84	7 935,84
4 200	3 669,44	3 669,44	3 669,44	3 669,44	3 669,44	9 400	7 913,26	8 019,50	8 019,50	8 019,50	8 019,50
4 300	3 753,09	3 753,09	3 753,09	3 753,09	3 753,09	9 500	7 985,74	8 103,15	8 103,15	8 103,15	8 103,15
4 400	3 836,75	3 836,75	3 836,75	3 836,75	3 836,75	9 600	8 058,21	8 186,81	8 186,81	8 186,81	8 186,81
4 500	3 920,40	3 920,40	3 920,40	3 920,40	3 920,40	9 700	8 130,69	8 270,46	8 270,46	8 270,46	8 270,46
4 600	4 004,06	4 004,06	4 004,06	4 004,06	4 004,06	9 800	8 203,17	8 354,12	8 354,12	8 354,12	8 354,12
4 700	4 087,71	4 087,71	4 087,71	4 087,71	4 087,71	9 900	8 275,65	8 437,77	8 437,77	8 437,77	8 437,77
4 800	4 171,37	4 171,37	4 171,37	4 171,37	4 171,37	10 000	8 348,13	8 521,43	8 521,43	8 521,43	8 521,43
4 900	4 255,02	4 255,02	4 255,02	4 255,02	4 255,02	10 100	8 420,61	8 605,08	8 605,08	8 605,08	8 605,08
5 000	4 338,68	4 338,68	4 338,68	4 338,68	4 338,68	10 200	8 493,09	8 688,74	8 688,74	8 688,74	8 688,74
5 100	4 422,33	4 422,33	4 422,33	4 422,33	4 422,33	10 300	8 565,57	8 772,39	8 772,39	8 772,39	8 772,39
5 200	4 505,99	4 505,99	4 505,99	4 505,99	4 505,99	10 400	8 638,04	8 856,05	8 856,05	8 856,05	8 856,05
5 300	4 589,64	4 589,64	4 589,64	4 589,64	4 589,64	10 500	8 710,52	8 939,70	8 939,70	8 939,70	8 939,70
5 400	4 673,30	4 673,30	4 673,30	4 673,30	4 673,30	10 600	8 783,00	9 023,36	9 023,36	9 023,36	9 023,36
5 500	4 756,95	4 756,95	4 756,95	4 756,95	4 756,95	10 700	8 855,48	9 107,01	9 107,01	9 107,01	9 107,01
5 600	4 840,61	4 840,61	4 840,61	4 840,61	4 840,61	10 800	8 927,96	9 190,67	9 190,67	9 190,67	9 190,67
5 700	4 924,26	4 924,26	4 924,26	4 924,26	4 924,26	10 900	9 000,44	9 274,32	9 274,32	9 274,32	9 274,32
5 800	5 007,92	5 007,92	5 007,92	5 007,92	5 007,92	11 000	9 072,92	9 357,98	9 357,98	9 357,98	9 357,98
5 900	5 091,57	5 091,57	5 091,57	5 091,57	5 091,57	11 100	9 145,39	9 441,63	9 441,63	9 441,63	9 441,63
6 000	5 175,23	5 175,23	5 175,23	5 175,23	5 175,23	11 200	9 217,87	9 525,29	9 525,29	9 525,29	9 525,29
6 100	5 258,88	5 258,88	5 258,88	5 258,88	5 258,88	11 300	9 290,35	9 608,94	9 608,94	9 608,94	9 608,94
6 200	5 342,54	5 342,54	5 342,54	5 342,54	5 342,54	11 400	9 362,83	9 692,60	9 692,60	9 692,60	9 692,60
6 300	5 426,19	5 426,19	5 426,19	5 426,19	5 426,19	11 500	9 435,31	9 776,25	9 776,25	9 776,25	9 776,25
6 400	5 509,85	5 509,85	5 509,85	5 509,85	5 509,85	11 600	9 507,79	9 859,91	9 859,91	9 859,91	9 859,91
6 500	5 593,50	5 593,50	5 593,50	5 593,50	5 593,50	11 700	9 580,27	9 943,56	9 943,56	9 943,56	9 943,56
6 600	5 677,16	5 677,16	5 677,16	5 677,16	5 677,16	11 800	9 652,75	10 027,22	10 027,22	10 027,22	10 027,22
6 700	5 760,81	5 760,81	5 760,81	5 760,81	5 760,81	11 900	9 725,22	10 110,87	10 110,87	10 110,87	10 110,87
6 800	5 844,47	5 844,47	5 844,47	5 844,47	5 844,47	12 000	9 797,70	10 194,53	10 194,53	10 194,53	10 194,53
6 900	5 928,12	5 928,12	5 928,12	5 928,12	5 928,12	12 100	9 870,18	10 278,18	10 278,18	10 278,18	10 278,18
7 000	6 011,78	6 011,78	6 011,78	6 011,78	6 011,78	12 200	9 942,66	10 361,84	10 361,84	10 361,84	10 361,84
7 100	6 095,43	6 095,43	6 095,43	6 095,43	6 095,43	12 300	10 015,14	10 445,49	10 445,49	10 445,49	10 445,49
7 200	6 179,09	6 179,09	6 179,09	6 179,09	6 179,09	12 400	10 087,62	10 529,15	10 529,15	10 529,15	10 529,15
7 300	6 262,74	6 262,74	6 262,74	6 262,74	6 262,74	12 500	10 160,10	10 612,80	10 612,80	10 612,80	10 612,80
7 400	6 346,40	6 346,40	6 346,40	6 346,40	6 346,40	12 600	10 232,58	10 696,46	10 696,46	10 696,46	10 696,46
7 500	6 430,05	6 430,05	6 430,05	6 430,05	6 430,05	12 700	10 305,05	10 780,11	10 780,11	10 780,11	10 780,11
7 600	6 513,71	6 513,71	6 513,71	6 513,71	6 513,71	12 800	10 377,53	10 863,77	10 863,77	10 863,77	10 863,77
7 700	6 597,36	6 597,36	6 597,36	6 597,36	6 597,36	12 900	10 450,01	10 947,42	10 947,42	10 947,42	10 947,42
7 800	6 681,02	6 681,02	6 681,02	6 681,02	6 681,02	13 000	10 522,49	11 031,08	11 031,08	11 031,08	11 031,08
7 900	6 764,67	6 764,67	6 764,67	6 764,67	6 764,67	13 100	10 591,37	11 114,73	11 114,73	11 114,73	11 114,73
8 000	6 848,33	6 848,33	6 848,33	6 848,33	6 848,33	13 200	10 649,45	11 198,39	11 198,39	11 198,39	11 198,39
8 100	6 931,98	6 931,98	6 931,98	6 931,98	6 931,98	13 300	10 707,53	11 282,04	11 282,04	11 282,04	11 282,04
8 200	7 015,64	7 015,64	7 015,64	7 015,64	7 015,64	13 400	10 765,60	11 365,70	11 365,70	11 365,70	11 365,70
8 300	7 099,29	7 099,29	7 099,29	7 099,29	7 099,29	13 500	10 823,68	11 449,35	11 449,35	11 449,35	11 449,35

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Célibataire ou famille monoparentale					Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Célibataire ou famille monoparentale				
	Nombre de personnes à charge						Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus		0	1	2	3	4 et plus
13 600	10 881,76	11 533,01	11 533,01	11 533,01	11 533,01	18 800	13 901,85	15 545,93	15 545,93	15 545,93	15 545,93
13 700	10 939,84	11 616,66	11 616,66	11 616,66	11 616,66	18 900	13 959,93	15 618,41	15 618,41	15 618,41	15 618,41
13 800	10 997,92	11 700,32	11 700,32	11 700,32	11 700,32	19 000	14 018,01	15 690,89	15 690,89	15 690,89	15 690,89
13 900	11 056,00	11 783,97	11 783,97	11 783,97	11 783,97	19 100	14 076,09	15 763,37	15 763,37	15 763,37	15 763,37
14 000	11 114,08	11 867,63	11 867,63	11 867,63	11 867,63	19 200	14 134,17	15 835,84	15 835,84	15 835,84	15 835,84
14 100	11 172,16	11 951,28	11 951,28	11 951,28	11 951,28	19 300	14 192,25	15 908,32	15 908,32	15 908,32	15 908,32
14 200	11 230,23	12 034,94	12 034,94	12 034,94	12 034,94	19 400	14 250,33	15 980,80	15 980,80	15 980,80	15 980,80
14 300	11 288,31	12 118,59	12 118,59	12 118,59	12 118,59	19 500	14 308,40	16 053,28	16 053,28	16 053,28	16 053,28
14 400	11 346,39	12 202,25	12 202,25	12 202,25	12 202,25	19 600	14 366,48	16 125,76	16 125,76	16 125,76	16 125,76
14 500	11 404,47	12 285,90	12 285,90	12 285,90	12 285,90	19 700	14 424,56	16 198,24	16 198,24	16 198,24	16 198,24
14 600	11 462,55	12 369,56	12 369,56	12 369,56	12 369,56	19 800	14 482,64	16 270,72	16 270,72	16 270,72	16 270,72
14 700	11 520,63	12 453,21	12 453,21	12 453,21	12 453,21	19 900	14 540,72	16 343,20	16 343,20	16 343,20	16 343,20
14 800	11 578,71	12 536,87	12 536,87	12 536,87	12 536,87	20 000	14 598,80	16 415,67	16 415,67	16 415,67	16 415,67
14 900	11 636,79	12 620,52	12 620,52	12 620,52	12 620,52	20 100	14 656,88	16 488,15	16 488,15	16 488,15	16 488,15
15 000	11 694,86	12 704,18	12 704,18	12 704,18	12 704,18	20 200	14 714,96	16 560,63	16 560,63	16 560,63	16 560,63
15 100	11 752,94	12 787,83	12 787,83	12 787,83	12 787,83	20 300	14 773,03	16 633,11	16 633,11	16 633,11	16 633,11
15 200	11 811,02	12 871,49	12 871,49	12 871,49	12 871,49	20 400	14 831,11	16 705,59	16 705,59	16 705,59	16 705,59
15 300	11 869,10	12 955,14	12 955,14	12 955,14	12 955,14	20 500	14 889,19	16 778,07	16 778,07	16 778,07	16 778,07
15 400	11 927,18	13 038,80	13 038,80	13 038,80	13 038,80	20 600	14 947,27	16 850,55	16 850,55	16 850,55	16 850,55
15 500	11 985,26	13 122,45	13 122,45	13 122,45	13 122,45	20 700	15 005,35	16 923,03	16 923,03	16 923,03	16 923,03
15 600	12 043,34	13 206,11	13 206,11	13 206,11	13 206,11	20 800	15 063,43	16 995,50	16 995,50	16 995,50	16 995,50
15 700	12 101,41	13 289,76	13 289,76	13 289,76	13 289,76	20 900	15 121,51	17 067,98	17 067,98	17 067,98	17 067,98
15 800	12 159,49	13 373,41	13 373,41	13 373,41	13 373,41	21 000	15 179,59	17 140,46	17 140,46	17 140,46	17 140,46
15 900	12 217,57	13 457,06	13 457,06	13 457,06	13 457,06	21 100	15 237,66	17 212,94	17 212,94	17 212,94	17 212,94
16 000	12 275,65	13 540,71	13 540,71	13 540,71	13 540,71	21 200	15 295,74	17 285,42	17 285,42	17 285,42	17 285,42
16 100	12 333,73	13 624,36	13 624,36	13 624,36	13 624,36	21 300	15 353,82	17 357,90	17 357,90	17 357,90	17 357,90
16 200	12 391,81	13 708,01	13 708,01	13 708,01	13 708,01	21 400	15 411,90	17 430,38	17 430,38	17 430,38	17 430,38
16 300	12 449,89	13 791,66	13 791,66	13 791,66	13 791,66	21 500	15 469,98	17 502,85	17 502,85	17 502,85	17 502,85
16 400	12 507,97	13 875,31	13 875,31	13 875,31	13 875,31	21 600	15 528,06	17 575,33	17 575,33	17 575,33	17 575,33
16 500	12 566,04	13 958,96	13 958,96	13 958,96	13 958,96	21 700	15 586,14	17 647,81	17 647,81	17 647,81	17 647,81
16 600	12 624,12	14 042,61	14 042,61	14 042,61	14 042,61	21 800	15 644,21	17 720,29	17 720,29	17 720,29	17 720,29
16 700	12 682,20	14 126,26	14 126,26	14 126,26	14 126,26	21 900	15 702,29	17 792,77	17 792,77	17 792,77	17 792,77
16 800	12 740,28	14 209,91	14 209,91	14 209,91	14 209,91	22 000	15 760,37	17 865,25	17 865,25	17 865,25	17 865,25
16 900	12 798,36	14 293,56	14 293,56	14 293,56	14 293,56	22 100	15 818,45	17 937,73	17 937,73	17 937,73	17 937,73
17 000	12 856,44	14 377,21	14 377,21	14 377,21	14 377,21	22 200	15 876,53	18 010,21	18 010,21	18 010,21	18 010,21
17 100	12 914,52	14 460,86	14 460,86	14 460,86	14 460,86	22 300	15 934,61	18 082,68	18 082,68	18 082,68	18 082,68
17 200	12 972,59	14 544,51	14 544,51	14 544,51	14 544,51	22 400	15 992,69	18 155,16	18 155,16	18 155,16	18 155,16
17 300	13 030,67	14 628,16	14 628,16	14 628,16	14 628,16	22 500	16 050,77	18 227,64	18 227,64	18 227,64	18 227,64
17 400	13 088,75	14 711,81	14 711,81	14 711,81	14 711,81	22 600	16 108,84	18 300,12	18 300,12	18 300,12	18 300,12
17 500	13 146,83	14 795,46	14 795,46	14 795,46	14 795,46	22 700	16 166,92	18 372,60	18 372,60	18 372,60	18 372,60
17 600	13 204,91	14 879,11	14 879,11	14 879,11	14 879,11	22 800	16 225,00	18 445,08	18 445,08	18 445,08	18 445,08
17 700	13 262,99	14 962,76	14 962,76	14 962,76	14 962,76	22 900	16 283,08	18 517,56	18 517,56	18 517,56	18 517,56
17 800	13 321,07	15 046,41	15 046,41	15 046,41	15 046,41	23 000	16 341,16	18 590,04	18 590,04	18 590,04	18 590,04
17 900	13 379,15	15 130,06	15 130,06	15 130,06	15 130,06	23 100	16 399,24	18 662,51	18 662,51	18 662,51	18 662,51
18 000	13 437,22	15 213,71	15 213,71	15 213,71	15 213,71	23 200	16 457,32	18 734,99	18 734,99	18 734,99	18 734,99
18 100	13 495,30	15 297,36	15 297,36	15 297,36	15 297,36	23 300	16 515,40	18 807,47	18 807,47	18 807,47	18 807,47
18 200	13 553,38	15 380,91	15 380,91	15 380,91	15 380,91	23 400	16 573,47	18 879,95	18 879,95	18 879,95	18 879,95
18 300	13 611,46	15 464,56	15 464,56	15 464,56	15 464,56	23 500	16 631,55	18 952,43	18 952,43	18 952,43	18 952,43
18 400	13 669,54	15 548,21	15 548,21	15 548,21	15 548,21	23 600	16 689,63	19 024,91	19 024,91	19 024,91	19 024,91
18 500	13 727,62	15 631,76	15 631,76	15 631,76	15 631,76	23 700	16 747,71	19 097,39	19 097,39	19 097,39	19 097,39
18 600	13 785,70	15 715,41	15 715,41	15 715,41	15 715,41	23 800	16 805,79	19 169,86	19 169,86	19 169,86	19 169,86
18 700	13 843,78	15 799,06	15 799,06	15 799,06	15 799,06	23 900	16 863,87	19 242,34	19 242,34	19 242,34	19 242,34

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Célibataire ou famille monoparentale					Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Célibataire ou famille monoparentale				
	Nombre de personnes à charge						Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus		0	1	2	3	4 et plus
24 000	16 921,95	19 314,82	19 314,82	19 314,82	19 314,82	29 200	19 867,70	22 487,01	22 952,31	23 083,71	23 083,71
24 100	16 980,02	19 387,30	19 387,30	19 387,30	19 387,30	29 300	19 919,48	22 536,09	23 001,39	23 156,19	23 156,19
24 200	17 038,10	19 459,78	19 459,78	19 459,78	19 459,78	29 400	19 971,26	22 585,17	23 050,47	23 228,67	23 228,67
24 300	17 096,18	19 532,26	19 532,26	19 532,26	19 532,26	29 500	20 023,03	22 634,25	23 099,55	23 301,15	23 301,15
24 400	17 154,26	19 604,74	19 604,74	19 604,74	19 604,74	29 600	20 074,81	22 683,33	23 148,63	23 373,63	23 373,63
24 500	17 212,34	19 677,22	19 677,22	19 677,22	19 677,22	29 700	20 126,59	22 732,41	23 197,71	23 446,11	23 446,11
24 600	17 270,42	19 749,69	19 749,69	19 749,69	19 749,69	29 800	20 178,37	22 781,49	23 246,79	23 518,59	23 518,59
24 700	17 328,50	19 822,17	19 822,17	19 822,17	19 822,17	29 900	20 230,15	22 830,56	23 295,86	23 591,06	23 591,06
24 800	17 386,58	19 894,65	19 894,65	19 894,65	19 894,65	30 000	20 281,93	22 879,64	23 344,94	23 663,54	23 663,54
24 900	17 444,65	19 967,13	19 967,13	19 967,13	19 967,13	30 100	20 333,71	22 928,72	23 394,02	23 736,02	23 736,02
25 000	17 502,73	20 039,61	20 039,61	20 039,61	20 039,61	30 200	20 385,48	22 977,80	23 443,10	23 808,50	23 808,50
25 100	17 560,81	20 112,09	20 112,09	20 112,09	20 112,09	30 300	20 437,26	23 026,88	23 492,18	23 880,98	23 880,98
25 200	17 618,89	20 184,57	20 184,57	20 184,57	20 184,57	30 400	20 489,04	23 075,96	23 541,26	23 953,46	23 953,46
25 300	17 676,97	20 257,05	20 257,05	20 257,05	20 257,05	30 500	20 540,82	23 125,04	23 590,34	24 025,94	24 025,94
25 400	17 735,05	20 329,52	20 329,52	20 329,52	20 329,52	30 600	20 592,60	23 174,12	23 639,42	24 098,42	24 098,42
25 500	17 793,13	20 402,00	20 402,00	20 402,00	20 402,00	30 700	20 644,38	23 223,19	23 688,49	24 153,79	24 170,89
25 600	17 851,21	20 474,48	20 474,48	20 474,48	20 474,48	30 800	20 696,16	23 272,27	23 737,57	24 202,87	24 243,37
25 700	17 909,28	20 546,96	20 546,96	20 546,96	20 546,96	30 900	20 747,94	23 321,35	23 786,65	24 251,95	24 315,85
25 800	17 967,36	20 618,54	20 619,44	20 619,44	20 619,44	31 000	20 799,71	23 370,43	23 835,73	24 301,03	24 388,33
25 900	18 025,44	20 676,62	20 691,92	20 691,92	20 691,92	31 100	20 851,49	23 419,51	23 884,81	24 350,11	24 460,81
26 000	18 083,52	20 734,70	20 764,40	20 764,40	20 764,40	31 200	20 903,27	23 468,59	23 933,89	24 399,19	24 533,29
26 100	18 141,60	20 792,77	20 836,87	20 836,87	20 836,87	31 300	20 955,05	23 517,67	23 982,97	24 448,27	24 605,77
26 200	18 199,68	20 850,85	20 909,35	20 909,35	20 909,35	31 400	21 006,83	23 566,75	24 032,05	24 497,35	24 678,25
26 300	18 257,76	20 908,93	20 981,83	20 981,83	20 981,83	31 500	21 058,61	23 615,82	24 081,12	24 546,42	24 750,72
26 400	18 315,83	20 967,01	21 054,31	21 054,31	21 054,31	31 600	21 110,39	23 664,90	24 130,20	24 595,50	24 823,20
26 500	18 373,91	21 025,09	21 126,79	21 126,79	21 126,79	31 700	21 162,17	23 713,98	24 179,28	24 644,58	24 895,68
26 600	18 431,99	21 083,17	21 199,27	21 199,27	21 199,27	31 800	21 213,94	23 763,06	24 228,36	24 693,66	24 968,16
26 700	18 490,07	21 141,25	21 271,75	21 271,75	21 271,75	31 900	21 265,72	23 812,14	24 277,44	24 742,74	25 040,64
26 800	18 548,15	21 199,33	21 344,23	21 344,23	21 344,23	32 000	21 317,50	23 861,22	24 326,52	24 791,82	25 113,12
26 900	18 606,23	21 257,40	21 416,70	21 416,70	21 416,70	32 100	21 369,28	23 910,30	24 375,60	24 840,90	25 185,60
27 000	18 664,31	21 315,48	21 489,18	21 489,18	21 489,18	32 200	21 421,06	23 959,37	24 424,67	24 889,97	25 258,07
27 100	18 722,39	21 373,56	21 561,66	21 561,66	21 561,66	32 300	21 472,84	24 008,45	24 473,75	24 939,05	25 330,55
27 200	18 780,46	21 431,64	21 634,14	21 634,14	21 634,14	32 400	21 524,62	24 057,53	24 522,83	24 988,13	25 403,03
27 300	18 838,54	21 489,72	21 706,62	21 706,62	21 706,62	32 500	21 576,39	24 106,61	24 571,91	25 037,21	25 475,51
27 400	18 896,62	21 547,80	21 779,10	21 779,10	21 779,10	32 600	21 628,17	24 155,69	24 620,99	25 086,29	25 547,99
27 500	18 954,70	21 605,88	21 851,58	21 851,58	21 851,58	32 700	21 679,95	24 204,77	24 670,07	25 135,37	25 600,67
27 600	19 012,78	21 663,95	21 924,05	21 924,05	21 924,05	32 800	21 731,73	24 253,85	24 719,15	25 184,45	25 649,75
27 700	19 070,86	21 722,03	21 996,53	21 996,53	21 996,53	32 900	21 783,51	24 302,93	24 768,23	25 233,53	25 698,83
27 800	19 128,94	21 780,11	22 069,01	22 069,01	22 069,01	33 000	21 835,29	24 352,00	24 817,30	25 282,60	25 747,90
27 900	19 187,01	21 838,19	22 141,49	22 141,49	22 141,49	33 100	21 887,07	24 401,08	24 866,38	25 331,68	25 796,98
28 000	19 245,09	21 896,27	22 213,97	22 213,97	22 213,97	33 200	21 938,85	24 450,16	24 915,46	25 380,76	25 846,06
28 100	19 298,13	21 947,15	22 286,45	22 286,45	22 286,45	33 300	21 990,62	24 499,24	24 964,54	25 429,84	25 895,14
28 200	19 349,91	21 996,23	22 358,93	22 358,93	22 358,93	33 400	22 038,34	24 544,26	25 009,56	25 474,86	25 940,16
28 300	19 401,69	22 045,31	22 431,41	22 431,41	22 431,41	33 500	22 085,61	24 588,83	25 054,13	25 519,43	25 984,73
28 400	19 453,47	22 094,38	22 503,88	22 503,88	22 503,88	33 600	22 132,88	24 633,40	25 098,70	25 564,00	26 029,30
28 500	19 505,25	22 143,46	22 576,36	22 576,36	22 576,36	33 700	22 180,15	24 677,97	25 143,27	25 608,57	26 073,87
28 600	19 557,03	22 192,54	22 648,84	22 648,84	22 648,84	33 800	22 227,42	24 722,54	25 187,84	25 653,14	26 118,44
28 700	19 608,80	22 241,62	22 706,92	22 721,32	22 721,32	33 900	22 274,69	24 767,11	25 232,41	25 697,71	26 163,01
28 800	19 660,58	22 290,70	22 756,00	22 793,80	22 793,80	34 000	22 321,96	24 811,68	25 276,98	25 742,28	26 207,58
28 900	19 712,36	22 339,78	22 805,08	22 866,28	22 866,28	34 100	22 369,23	24 856,25	25 321,55	25 786,85	26 252,15
29 000	19 764,14	22 388,86	22 854,16	22 938,76	22 938,76	34 200	22 416,50	24 900,82	25 366,12	25 831,42	26 296,72
29 100	19 815,92	22 437,94	22 903,24	23 011,24	23 011,24	34 300	22 463,77	24 945,39	25 410,69	25 875,99	26 341,29

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Célibataire ou famille monoparentale					Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Célibataire ou famille monoparentale				
	Nombre de personnes à charge						Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus		0	1	2	3	4 et plus
34 400	22 511,04	24 989,96	25 455,26	25 920,56	26 385,86	39 600	25 088,15	27 426,67	27 891,97	28 357,27	28 822,57
34 500	22 558,31	25 034,53	25 499,83	25 965,13	26 430,43	39 700	25 139,76	27 475,57	27 940,87	28 406,17	28 871,47
34 600	22 605,58	25 079,10	25 544,40	26 009,70	26 475,00	39 800	25 191,37	27 524,48	27 989,78	28 455,08	28 920,38
34 700	22 652,85	25 123,67	25 588,97	26 054,27	26 519,57	39 900	25 242,97	27 573,39	28 038,69	28 503,99	28 969,29
34 800	22 700,12	25 168,24	25 633,54	26 098,84	26 564,14	40 000	25 294,58	27 622,30	28 087,60	28 552,90	29 018,20
34 900	22 747,39	25 212,81	25 678,11	26 143,41	26 608,71	40 100	25 346,19	27 671,20	28 136,50	28 601,80	29 067,10
35 000	22 794,66	25 257,38	25 722,68	26 187,98	26 653,28	40 200	25 397,79	27 720,11	28 185,41	28 650,71	29 116,01
35 100	22 841,93	25 301,95	25 767,25	26 232,55	26 697,85	40 300	25 449,40	27 769,02	28 234,32	28 699,62	29 164,92
35 200	22 889,20	25 346,52	25 811,82	26 277,12	26 742,42	40 400	25 501,01	27 817,92	28 283,22	28 748,52	29 213,82
35 300	22 936,47	25 391,09	25 856,39	26 321,69	26 786,99	40 500	25 552,62	27 866,83	28 332,13	28 797,43	29 262,73
35 400	22 983,74	25 435,65	25 900,95	26 366,25	26 831,55	40 600	25 604,22	27 915,74	28 381,04	28 846,34	29 311,64
35 500	23 031,01	25 480,22	25 945,52	26 410,82	26 876,12	40 700	25 655,83	27 964,65	28 429,95	28 895,25	29 360,55
35 600	23 079,54	25 526,05	25 991,35	26 456,65	26 921,95	40 800	25 711,30	28 017,41	28 482,71	28 948,01	29 413,31
35 700	23 129,51	25 573,32	26 038,62	26 503,92	26 969,22	40 900	25 766,76	28 070,18	28 535,48	29 000,78	29 466,08
35 800	23 179,48	25 620,59	26 085,89	26 551,19	27 016,49	41 000	25 822,23	28 122,95	28 588,25	29 053,55	29 518,85
35 900	23 229,45	25 667,86	26 133,16	26 598,46	27 063,76	41 100	25 877,70	28 175,71	28 641,01	29 106,31	29 571,61
36 000	23 279,42	25 715,13	26 180,43	26 645,73	27 111,03	41 200	25 933,16	28 228,48	28 693,78	29 159,08	29 624,38
36 100	23 329,39	25 762,40	26 227,70	26 693,00	27 158,30	41 300	25 988,63	28 281,25	28 746,55	29 211,85	29 677,15
36 200	23 379,36	25 809,67	26 274,97	26 740,27	27 205,57	41 400	26 044,10	28 334,01	28 799,31	29 264,61	29 729,91
36 300	23 429,33	25 856,94	26 322,24	26 787,54	27 252,84	41 500	26 099,57	28 386,78	28 852,08	29 317,38	29 782,68
36 400	23 479,30	25 904,21	26 369,51	26 834,81	27 300,11	41 600	26 155,03	28 439,55	28 904,85	29 370,15	29 835,45
36 500	23 529,27	25 951,48	26 416,78	26 882,08	27 347,38	41 700	26 210,50	28 492,32	28 957,62	29 422,92	29 888,22
36 600	23 579,24	25 998,75	26 464,05	26 929,35	27 394,65	41 800	26 265,97	28 545,08	29 010,38	29 475,68	29 940,98
36 700	23 629,20	26 046,02	26 511,32	26 976,62	27 441,92	41 900	26 321,43	28 597,85	29 063,15	29 528,45	29 993,75
36 800	23 679,17	26 093,29	26 558,59	27 023,89	27 489,19	42 000	26 376,90	28 650,62	29 115,92	29 581,22	30 046,52
36 900	23 729,14	26 140,56	26 605,86	27 071,16	27 536,46	42 100	26 432,37	28 703,38	29 168,68	29 633,98	30 099,28
37 000	23 779,11	26 187,83	26 653,13	27 118,43	27 583,73	42 200	26 487,83	28 756,15	29 221,45	29 686,75	30 152,05
37 100	23 829,08	26 235,10	26 700,40	27 165,70	27 631,00	42 300	26 543,30	28 808,92	29 274,22	29 739,52	30 204,82
37 200	23 879,05	26 282,37	26 747,67	27 212,97	27 678,27	42 400	26 598,77	28 861,68	29 326,98	29 792,28	30 257,58
37 300	23 929,02	26 329,64	26 794,94	27 260,24	27 725,54	42 500	26 654,24	28 914,45	29 379,75	29 845,05	30 310,35
37 400	23 978,99	26 376,91	26 842,21	27 307,51	27 772,81	42 600	26 709,70	28 967,22	29 432,52	29 897,82	30 363,12
37 500	24 028,96	26 424,18	26 889,48	27 354,78	27 820,08	42 700	26 765,17	29 019,99	29 485,29	29 950,59	30 415,89
37 600	24 078,93	26 471,45	26 936,75	27 402,05	27 867,35	42 800	26 820,64	29 072,75	29 538,05	30 003,35	30 468,65
37 700	24 128,90	26 518,72	26 984,02	27 449,32	27 914,62	42 900	26 876,10	29 125,52	29 590,82	30 056,12	30 521,42
37 800	24 178,87	26 565,99	27 031,29	27 496,59	27 961,89	43 000	26 931,57	29 178,29	29 643,59	30 108,89	30 574,19
37 900	24 228,84	26 613,26	27 078,56	27 543,86	28 009,16	43 100	26 987,04	29 231,05	29 696,35	30 161,65	30 626,95
38 000	24 278,81	26 660,53	27 125,83	27 591,13	28 056,43	43 200	27 042,50	29 283,82	29 749,12	30 214,42	30 679,72
38 100	24 328,78	26 707,80	27 173,10	27 638,40	28 103,70	43 300	27 097,97	29 336,59	29 801,89	30 267,19	30 732,49
38 200	24 378,75	26 755,07	27 220,37	27 685,67	28 150,97	43 400	27 153,44	29 389,35	29 854,65	30 319,95	30 785,25
38 300	24 428,72	26 802,34	27 267,64	27 732,94	28 198,24	43 500	27 208,91	29 442,12	29 907,42	30 372,72	30 838,02
38 400	24 478,69	26 849,61	27 314,91	27 780,21	28 245,51	43 600	27 264,37	29 494,89	29 960,19	30 425,49	30 890,79
38 500	24 528,66	26 896,88	27 362,18	27 827,48	28 292,78	43 700	27 319,84	29 547,66	30 012,96	30 478,26	30 943,56
38 600	24 578,63	26 944,14	27 409,44	27 874,74	28 340,04	43 800	27 375,31	29 600,42	30 065,72	30 531,02	30 996,32
38 700	24 628,60	26 991,41	27 456,71	27 922,01	28 387,31	43 900	27 430,77	29 653,19	30 118,49	30 583,79	31 049,09
38 800	24 678,57	27 038,68	27 503,98	27 969,28	28 434,58	44 000	27 486,24	29 705,96	30 171,26	30 636,56	31 101,86
38 900	24 728,54	27 085,95	27 551,25	28 016,55	28 481,85	44 100	27 541,71	29 758,72	30 224,02	30 689,32	31 154,62
39 000	24 778,51	27 133,22	27 598,52	28 063,82	28 529,12	44 200	27 597,17	29 811,49	30 276,79	30 742,09	31 207,39
39 100	24 830,11	27 182,13	27 647,43	28 112,73	28 578,03	44 300	27 652,64	29 864,26	30 329,56	30 794,86	31 260,16
39 200	24 881,72	27 231,04	27 696,34	28 161,64	28 626,94	44 400	27 708,11	29 917,02	30 382,32	30 847,62	31 312,92
39 300	24 933,33	27 279,95	27 745,25	28 210,55	28 675,85	44 500	27 763,58	29 969,79	30 435,09	30 900,39	31 365,69
39 400	24 984,94	27 328,85	27 794,15	28 259,45	28 724,75	44 600	27 819,04	30 022,56	30 487,86	30 953,16	31 418,46
39 500	25 036,54	27 377,76	27 843,06	28 308,36	28 773,66	44 700	27 874,51	30 075,33	30 540,63	31 005,93	31 471,23

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Célibataire ou famille monoparentale					Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Célibataire ou famille monoparentale				
	Nombre de personnes à charge						Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus		0	1	2	3	4 et plus
44 800	27 929,98	30 128,09	30 593,39	31 058,69	31 523,99	50 000	30 814,26	32 871,98	33 337,28	33 802,58	34 267,88
44 900	27 985,44	30 180,86	30 646,16	31 111,46	31 576,76	50 100	30 869,73	32 924,74	33 390,04	33 855,34	34 320,64
45 000	28 040,91	30 233,63	30 698,93	31 164,23	31 629,53	50 200	30 925,19	32 977,51	33 442,81	33 908,11	34 373,41
45 100	28 096,38	30 286,39	30 751,69	31 216,99	31 682,29	50 300	30 980,66	33 030,28	33 495,58	33 960,88	34 426,18
45 200	28 151,84	30 339,16	30 804,46	31 269,76	31 735,06	50 400	31 036,13	33 083,04	33 548,34	34 013,64	34 478,94
45 300	28 207,31	30 391,93	30 857,23	31 322,53	31 787,83	50 500	31 091,60	33 135,81	33 601,11	34 066,41	34 531,71
45 400	28 262,78	30 444,69	30 909,99	31 375,29	31 840,59	50 600	31 147,06	33 188,58	33 653,88	34 119,18	34 584,48
45 500	28 318,25	30 497,46	30 962,76	31 428,06	31 893,36	50 700	31 202,53	33 241,35	33 706,65	34 171,95	34 637,25
45 600	28 373,71	30 550,23	31 015,53	31 480,83	31 946,13	50 800	31 258,00	33 294,11	33 759,41	34 224,71	34 690,01
45 700	28 429,18	30 603,00	31 068,30	31 533,60	31 998,90	50 900	31 313,46	33 346,88	33 812,18	34 277,48	34 742,78
45 800	28 484,65	30 655,76	31 121,06	31 586,36	32 051,66	51 000	31 368,93	33 399,65	33 864,95	34 330,25	34 795,55
45 900	28 540,11	30 708,53	31 173,83	31 639,13	32 104,43	51 100	31 424,40	33 452,41	33 917,71	34 383,01	34 848,31
46 000	28 595,58	30 761,30	31 226,60	31 691,90	32 157,20	51 200	31 479,86	33 505,18	33 970,48	34 435,78	34 901,08
46 100	28 651,05	30 814,06	31 279,36	31 744,66	32 209,96	51 300	31 535,33	33 557,95	34 023,25	34 488,55	34 953,85
46 200	28 706,51	30 866,83	31 332,13	31 797,43	32 262,73	51 400	31 590,80	33 610,71	34 076,01	34 541,31	35 006,61
46 300	28 761,98	30 919,60	31 384,90	31 850,20	32 315,50	51 500	31 646,27	33 663,48	34 128,78	34 594,08	35 059,38
46 400	28 817,45	30 972,36	31 437,66	31 902,96	32 368,26	51 600	31 701,73	33 716,25	34 181,55	34 646,85	35 112,15
46 500	28 872,92	31 025,13	31 490,43	31 955,73	32 421,03	51 700	31 757,20	33 769,02	34 234,32	34 699,62	35 164,92
46 600	28 928,38	31 077,90	31 543,20	32 008,50	32 473,80	51 800	31 812,67	33 821,78	34 287,08	34 752,38	35 217,68
46 700	28 983,85	31 130,67	31 595,97	32 061,27	32 526,57	51 900	31 868,13	33 874,55	34 339,85	34 805,15	35 270,45
46 800	29 039,32	31 183,43	31 648,73	32 114,03	32 579,33	52 000	31 923,60	33 927,32	34 392,62	34 857,92	35 323,22
46 900	29 094,78	31 236,20	31 701,50	32 166,80	32 632,10	52 100	31 979,07	33 980,08	34 445,38	34 910,68	35 375,98
47 000	29 150,25	31 288,97	31 754,27	32 219,57	32 684,87	52 200	32 034,53	34 032,85	34 498,15	34 963,45	35 428,75
47 100	29 205,72	31 341,73	31 807,03	32 272,33	32 737,63	52 300	32 090,00	34 085,62	34 550,92	35 016,22	35 481,52
47 200	29 261,18	31 394,50	31 859,80	32 325,10	32 790,40	52 400	32 145,47	34 138,38	34 603,68	35 068,98	35 534,28
47 300	29 316,65	31 447,27	31 912,57	32 377,87	32 843,17	52 500	32 200,94	34 191,15	34 656,45	35 121,75	35 587,05
47 400	29 372,12	31 500,03	31 965,33	32 430,63	32 895,93	52 600	32 256,40	34 243,92	34 709,22	35 174,52	35 639,82
47 500	29 427,59	31 552,80	32 018,10	32 483,40	32 948,70	52 700	32 311,87	34 296,69	34 761,99	35 227,29	35 692,59
47 600	29 483,05	31 605,57	32 070,87	32 536,17	33 001,47	52 800	32 367,34	34 349,45	34 814,75	35 280,05	35 745,35
47 700	29 538,52	31 658,34	32 123,64	32 588,94	33 054,24	52 900	32 422,80	34 402,22	34 867,52	35 332,82	35 798,12
47 800	29 593,99	31 711,10	32 176,40	32 641,70	33 107,00	53 000	32 478,27	34 454,99	34 920,29	35 385,59	35 850,89
47 900	29 649,45	31 763,87	32 229,17	32 694,47	33 159,77	53 100	32 533,74	34 507,75	34 973,05	35 438,35	35 903,65
48 000	29 704,92	31 816,64	32 281,94	32 747,24	33 212,54	53 200	32 589,20	34 560,52	35 025,82	35 491,12	35 956,42
48 100	29 760,39	31 869,40	32 334,70	32 800,00	33 265,30	53 300	32 644,67	34 613,29	35 078,59	35 543,89	36 009,19
48 200	29 815,85	31 922,17	32 387,47	32 852,77	33 318,07	53 400	32 700,14	34 666,05	35 131,35	35 596,65	36 061,95
48 300	29 871,32	31 974,94	32 440,24	32 905,54	33 370,84	53 500	32 755,61	34 718,82	35 184,12	35 649,42	36 114,72
48 400	29 926,79	32 027,70	32 493,00	32 958,30	33 423,60	53 600	32 811,07	34 771,59	35 236,89	35 702,19	36 167,49
48 500	29 982,26	32 080,47	32 545,77	33 011,07	33 476,37	53 700	32 866,54	34 824,36	35 289,66	35 754,96	36 220,26
48 600	30 037,72	32 133,24	32 598,54	33 063,84	33 529,14	53 800	32 922,01	34 877,12	35 342,42	35 807,72	36 273,02
48 700	30 093,19	32 186,01	32 651,31	33 116,61	33 581,91	53 900	32 977,47	34 929,89	35 395,19	35 860,49	36 325,79
48 800	30 148,66	32 238,77	32 704,07	33 169,37	33 634,67	54 000	33 032,94	34 982,66	35 447,96	35 913,26	36 378,56
48 900	30 204,12	32 291,54	32 756,84	33 222,14	33 687,44	54 100	33 088,41	35 035,42	35 500,72	35 966,02	36 431,32
49 000	30 259,59	32 344,31	32 809,61	33 274,91	33 740,21	54 200	33 143,87	35 088,19	35 553,49	36 018,79	36 484,09
49 100	30 315,06	32 397,07	32 862,37	33 327,67	33 792,97	54 300	33 199,34	35 140,96	35 606,26	36 071,56	36 536,86
49 200	30 370,52	32 449,84	32 915,14	33 380,44	33 845,74	54 400	33 254,81	35 193,72	35 659,02	36 124,32	36 589,62
49 300	30 425,99	32 502,61	32 967,91	33 433,21	33 898,51	54 500	33 310,28	35 246,49	35 711,79	36 177,09	36 642,39
49 400	30 481,46	32 555,37	33 020,67	33 485,97	33 951,27	54 600	33 365,74	35 299,26	35 764,56	36 229,86	36 695,16
49 500	30 536,93	32 608,14	33 073,44	33 538,74	34 004,04	54 700	33 421,21	35 352,03	35 817,33	36 282,63	36 747,93
49 600	30 592,39	32 660,91	33 126,21	33 591,51	34 056,81	54 800	33 476,68	35 404,79	35 870,09	36 335,39	36 800,69
49 700	30 647,86	32 713,68	33 178,98	33 644,28	34 109,58	54 900	33 532,14	35 457,56	35 922,86	36 388,16	36 853,46
49 800	30 703,33	32 766,44	33 231,74	33 697,04	34 162,34	55 000	33 587,61	35 510,33	35 975,63	36 440,93	36 906,23
49 900	30 758,79	32 819,21	33 284,51	33 749,81	34 215,11						

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004)					Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004)				
	Travailleur avec conjoint à charge						Travailleur avec conjoint à charge				
	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)						Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus	1	2	3	4	5 et plus	
100	88,11	88,11	88,11	88,11	88,11	5 200	4 505,99	4 505,99	4 505,99	4 505,99	4 505,99
200	176,22	176,22	176,22	176,22	176,22	5 300	4 589,64	4 589,64	4 589,64	4 589,64	4 589,64
300	264,33	264,33	264,33	264,33	264,33	5 400	4 673,30	4 673,30	4 673,30	4 673,30	4 673,30
400	352,44	352,44	352,44	352,44	352,44	5 500	4 756,95	4 756,95	4 756,95	4 756,95	4 756,95
500	440,55	440,55	440,55	440,55	440,55	5 600	4 840,61	4 840,61	4 840,61	4 840,61	4 840,61
600	528,66	528,66	528,66	528,66	528,66	5 700	4 924,26	4 924,26	4 924,26	4 924,26	4 924,26
700	616,77	616,77	616,77	616,77	616,77	5 800	5 007,92	5 007,92	5 007,92	5 007,92	5 007,92
800	704,88	704,88	704,88	704,88	704,88	5 900	5 091,57	5 091,57	5 091,57	5 091,57	5 091,57
900	792,99	792,99	792,99	792,99	792,99	6 000	5 175,23	5 175,23	5 175,23	5 175,23	5 175,23
1 000	881,10	881,10	881,10	881,10	881,10	6 100	5 258,88	5 258,88	5 258,88	5 258,88	5 258,88
1 100	969,21	969,21	969,21	969,21	969,21	6 200	5 342,54	5 342,54	5 342,54	5 342,54	5 342,54
1 200	1 057,32	1 057,32	1 057,32	1 057,32	1 057,32	6 300	5 426,19	5 426,19	5 426,19	5 426,19	5 426,19
1 300	1 145,43	1 145,43	1 145,43	1 145,43	1 145,43	6 400	5 509,85	5 509,85	5 509,85	5 509,85	5 509,85
1 400	1 233,54	1 233,54	1 233,54	1 233,54	1 233,54	6 500	5 593,50	5 593,50	5 593,50	5 593,50	5 593,50
1 500	1 321,65	1 321,65	1 321,65	1 321,65	1 321,65	6 600	5 677,16	5 677,16	5 677,16	5 677,16	5 677,16
1 600	1 409,76	1 409,76	1 409,76	1 409,76	1 409,76	6 700	5 760,81	5 760,81	5 760,81	5 760,81	5 760,81
1 700	1 497,87	1 497,87	1 497,87	1 497,87	1 497,87	6 800	5 844,47	5 844,47	5 844,47	5 844,47	5 844,47
1 800	1 585,98	1 585,98	1 585,98	1 585,98	1 585,98	6 900	5 928,12	5 928,12	5 928,12	5 928,12	5 928,12
1 900	1 674,09	1 674,09	1 674,09	1 674,09	1 674,09	7 000	6 011,78	6 011,78	6 011,78	6 011,78	6 011,78
2 000	1 762,20	1 762,20	1 762,20	1 762,20	1 762,20	7 100	6 095,43	6 095,43	6 095,43	6 095,43	6 095,43
2 100	1 850,31	1 850,31	1 850,31	1 850,31	1 850,31	7 200	6 179,09	6 179,09	6 179,09	6 179,09	6 179,09
2 200	1 938,42	1 938,42	1 938,42	1 938,42	1 938,42	7 300	6 262,74	6 262,74	6 262,74	6 262,74	6 262,74
2 300	2 026,53	2 026,53	2 026,53	2 026,53	2 026,53	7 400	6 346,40	6 346,40	6 346,40	6 346,40	6 346,40
2 400	2 114,64	2 114,64	2 114,64	2 114,64	2 114,64	7 500	6 430,05	6 430,05	6 430,05	6 430,05	6 430,05
2 500	2 202,75	2 202,75	2 202,75	2 202,75	2 202,75	7 600	6 513,71	6 513,71	6 513,71	6 513,71	6 513,71
2 600	2 290,86	2 290,86	2 290,86	2 290,86	2 290,86	7 700	6 597,36	6 597,36	6 597,36	6 597,36	6 597,36
2 700	2 378,97	2 378,97	2 378,97	2 378,97	2 378,97	7 800	6 681,02	6 681,02	6 681,02	6 681,02	6 681,02
2 800	2 467,08	2 467,08	2 467,08	2 467,08	2 467,08	7 900	6 764,67	6 764,67	6 764,67	6 764,67	6 764,67
2 900	2 555,19	2 555,19	2 555,19	2 555,19	2 555,19	8 000	6 848,33	6 848,33	6 848,33	6 848,33	6 848,33
3 000	2 643,30	2 643,30	2 643,30	2 643,30	2 643,30	8 100	6 931,98	6 931,98	6 931,98	6 931,98	6 931,98
3 100	2 731,41	2 731,41	2 731,41	2 731,41	2 731,41	8 200	7 015,64	7 015,64	7 015,64	7 015,64	7 015,64
3 200	2 819,52	2 819,52	2 819,52	2 819,52	2 819,52	8 300	7 099,29	7 099,29	7 099,29	7 099,29	7 099,29
3 300	2 907,63	2 907,63	2 907,63	2 907,63	2 907,63	8 400	7 182,95	7 182,95	7 182,95	7 182,95	7 182,95
3 400	2 995,74	2 995,74	2 995,74	2 995,74	2 995,74	8 500	7 266,60	7 266,60	7 266,60	7 266,60	7 266,60
3 500	3 083,85	3 083,85	3 083,85	3 083,85	3 083,85	8 600	7 350,26	7 350,26	7 350,26	7 350,26	7 350,26
3 600	3 167,51	3 167,51	3 167,51	3 167,51	3 167,51	8 700	7 433,91	7 433,91	7 433,91	7 433,91	7 433,91
3 700	3 251,16	3 251,16	3 251,16	3 251,16	3 251,16	8 800	7 517,57	7 517,57	7 517,57	7 517,57	7 517,57
3 800	3 334,82	3 334,82	3 334,82	3 334,82	3 334,82	8 900	7 601,22	7 601,22	7 601,22	7 601,22	7 601,22
3 900	3 418,47	3 418,47	3 418,47	3 418,47	3 418,47	9 000	7 684,88	7 684,88	7 684,88	7 684,88	7 684,88
4 000	3 502,13	3 502,13	3 502,13	3 502,13	3 502,13	9 100	7 768,53	7 768,53	7 768,53	7 768,53	7 768,53
4 100	3 585,78	3 585,78	3 585,78	3 585,78	3 585,78	9 200	7 852,19	7 852,19	7 852,19	7 852,19	7 852,19
4 200	3 669,44	3 669,44	3 669,44	3 669,44	3 669,44	9 300	7 935,84	7 935,84	7 935,84	7 935,84	7 935,84
4 300	3 753,09	3 753,09	3 753,09	3 753,09	3 753,09	9 400	8 019,50	8 019,50	8 019,50	8 019,50	8 019,50
4 400	3 836,75	3 836,75	3 836,75	3 836,75	3 836,75	9 500	8 103,15	8 103,15	8 103,15	8 103,15	8 103,15
4 500	3 920,40	3 920,40	3 920,40	3 920,40	3 920,40	9 600	8 186,81	8 186,81	8 186,81	8 186,81	8 186,81
4 600	4 004,06	4 004,06	4 004,06	4 004,06	4 004,06	9 700	8 270,46	8 270,46	8 270,46	8 270,46	8 270,46
4 700	4 087,71	4 087,71	4 087,71	4 087,71	4 087,71	9 800	8 354,12	8 354,12	8 354,12	8 354,12	8 354,12
4 800	4 171,37	4 171,37	4 171,37	4 171,37	4 171,37	9 900	8 437,77	8 437,77	8 437,77	8 437,77	8 437,77
4 900	4 255,02	4 255,02	4 255,02	4 255,02	4 255,02	10 000	8 521,43	8 521,43	8 521,43	8 521,43	8 521,43
5 000	4 338,68	4 338,68	4 338,68	4 338,68	4 338,68	10 100	8 605,08	8 605,08	8 605,08	8 605,08	8 605,08
5 100	4 422,33	4 422,33	4 422,33	4 422,33	4 422,33	10 200	8 688,74	8 688,74	8 688,74	8 688,74	8 688,74

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Travailleur avec conjoint à charge					Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Travailleur avec conjoint à charge				
	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)						Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus		1	2	3	4	5 et plus
10 300	8 772,39	8 772,39	8 772,39	8 772,39	8 772,39	15 400	13 038,80	13 038,80	13 038,80	13 038,80	13 038,80
10 400	8 856,05	8 856,05	8 856,05	8 856,05	8 856,05	15 500	13 122,45	13 122,45	13 122,45	13 122,45	13 122,45
10 500	8 939,70	8 939,70	8 939,70	8 939,70	8 939,70	15 600	13 206,11	13 206,11	13 206,11	13 206,11	13 206,11
10 600	9 023,36	9 023,36	9 023,36	9 023,36	9 023,36	15 700	13 289,76	13 289,76	13 289,76	13 289,76	13 289,76
10 700	9 107,01	9 107,01	9 107,01	9 107,01	9 107,01	15 800	13 371,57	13 371,57	13 371,57	13 371,57	13 371,57
10 800	9 190,67	9 190,67	9 190,67	9 190,67	9 190,67	15 900	13 444,05	13 444,05	13 444,05	13 444,05	13 444,05
10 900	9 274,32	9 274,32	9 274,32	9 274,32	9 274,32	16 000	13 516,53	13 516,53	13 516,53	13 516,53	13 516,53
11 000	9 357,98	9 357,98	9 357,98	9 357,98	9 357,98	16 100	13 589,01	13 589,01	13 589,01	13 589,01	13 589,01
11 100	9 441,63	9 441,63	9 441,63	9 441,63	9 441,63	16 200	13 661,48	13 661,48	13 661,48	13 661,48	13 661,48
11 200	9 525,29	9 525,29	9 525,29	9 525,29	9 525,29	16 300	13 733,96	13 733,96	13 733,96	13 733,96	13 733,96
11 300	9 608,94	9 608,94	9 608,94	9 608,94	9 608,94	16 400	13 806,44	13 806,44	13 806,44	13 806,44	13 806,44
11 400	9 692,60	9 692,60	9 692,60	9 692,60	9 692,60	16 500	13 878,92	13 878,92	13 878,92	13 878,92	13 878,92
11 500	9 776,25	9 776,25	9 776,25	9 776,25	9 776,25	16 600	13 951,40	13 951,40	13 951,40	13 951,40	13 951,40
11 600	9 859,91	9 859,91	9 859,91	9 859,91	9 859,91	16 700	14 023,88	14 023,88	14 023,88	14 023,88	14 023,88
11 700	9 943,56	9 943,56	9 943,56	9 943,56	9 943,56	16 800	14 096,36	14 096,36	14 096,36	14 096,36	14 096,36
11 800	10 027,22	10 027,22	10 027,22	10 027,22	10 027,22	16 900	14 168,83	14 168,83	14 168,83	14 168,83	14 168,83
11 900	10 110,87	10 110,87	10 110,87	10 110,87	10 110,87	17 000	14 241,31	14 241,31	14 241,31	14 241,31	14 241,31
12 000	10 194,53	10 194,53	10 194,53	10 194,53	10 194,53	17 100	14 313,79	14 313,79	14 313,79	14 313,79	14 313,79
12 100	10 278,18	10 278,18	10 278,18	10 278,18	10 278,18	17 200	14 386,27	14 386,27	14 386,27	14 386,27	14 386,27
12 200	10 361,84	10 361,84	10 361,84	10 361,84	10 361,84	17 300	14 458,75	14 458,75	14 458,75	14 458,75	14 458,75
12 300	10 445,49	10 445,49	10 445,49	10 445,49	10 445,49	17 400	14 531,23	14 531,23	14 531,23	14 531,23	14 531,23
12 400	10 529,15	10 529,15	10 529,15	10 529,15	10 529,15	17 500	14 603,71	14 603,71	14 603,71	14 603,71	14 603,71
12 500	10 612,80	10 612,80	10 612,80	10 612,80	10 612,80	17 600	14 676,19	14 676,19	14 676,19	14 676,19	14 676,19
12 600	10 696,46	10 696,46	10 696,46	10 696,46	10 696,46	17 700	14 748,66	14 748,66	14 748,66	14 748,66	14 748,66
12 700	10 780,11	10 780,11	10 780,11	10 780,11	10 780,11	17 800	14 821,14	14 821,14	14 821,14	14 821,14	14 821,14
12 800	10 863,77	10 863,77	10 863,77	10 863,77	10 863,77	17 900	14 893,62	14 893,62	14 893,62	14 893,62	14 893,62
12 900	10 947,42	10 947,42	10 947,42	10 947,42	10 947,42	18 000	14 966,10	14 966,10	14 966,10	14 966,10	14 966,10
13 000	11 031,08	11 031,08	11 031,08	11 031,08	11 031,08	18 100	15 038,58	15 038,58	15 038,58	15 038,58	15 038,58
13 100	11 114,73	11 114,73	11 114,73	11 114,73	11 114,73	18 200	15 111,06	15 111,06	15 111,06	15 111,06	15 111,06
13 200	11 198,39	11 198,39	11 198,39	11 198,39	11 198,39	18 300	15 183,54	15 183,54	15 183,54	15 183,54	15 183,54
13 300	11 282,04	11 282,04	11 282,04	11 282,04	11 282,04	18 400	15 256,02	15 256,02	15 256,02	15 256,02	15 256,02
13 400	11 365,70	11 365,70	11 365,70	11 365,70	11 365,70	18 500	15 328,49	15 328,49	15 328,49	15 328,49	15 328,49
13 500	11 449,35	11 449,35	11 449,35	11 449,35	11 449,35	18 600	15 400,97	15 400,97	15 400,97	15 400,97	15 400,97
13 600	11 533,01	11 533,01	11 533,01	11 533,01	11 533,01	18 700	15 473,45	15 473,45	15 473,45	15 473,45	15 473,45
13 700	11 616,66	11 616,66	11 616,66	11 616,66	11 616,66	18 800	15 545,93	15 545,93	15 545,93	15 545,93	15 545,93
13 800	11 700,32	11 700,32	11 700,32	11 700,32	11 700,32	18 900	15 618,41	15 618,41	15 618,41	15 618,41	15 618,41
13 900	11 783,97	11 783,97	11 783,97	11 783,97	11 783,97	19 000	15 690,89	15 690,89	15 690,89	15 690,89	15 690,89
14 000	11 867,63	11 867,63	11 867,63	11 867,63	11 867,63	19 100	15 763,37	15 763,37	15 763,37	15 763,37	15 763,37
14 100	11 951,28	11 951,28	11 951,28	11 951,28	11 951,28	19 200	15 835,84	15 835,84	15 835,84	15 835,84	15 835,84
14 200	12 034,94	12 034,94	12 034,94	12 034,94	12 034,94	19 300	15 908,32	15 908,32	15 908,32	15 908,32	15 908,32
14 300	12 118,59	12 118,59	12 118,59	12 118,59	12 118,59	19 400	15 980,80	15 980,80	15 980,80	15 980,80	15 980,80
14 400	12 202,25	12 202,25	12 202,25	12 202,25	12 202,25	19 500	16 053,28	16 053,28	16 053,28	16 053,28	16 053,28
14 500	12 285,90	12 285,90	12 285,90	12 285,90	12 285,90	19 600	16 125,76	16 125,76	16 125,76	16 125,76	16 125,76
14 600	12 369,56	12 369,56	12 369,56	12 369,56	12 369,56	19 700	16 198,24	16 198,24	16 198,24	16 198,24	16 198,24
14 700	12 453,21	12 453,21	12 453,21	12 453,21	12 453,21	19 800	16 270,72	16 270,72	16 270,72	16 270,72	16 270,72
14 800	12 536,87	12 536,87	12 536,87	12 536,87	12 536,87	19 900	16 343,20	16 343,20	16 343,20	16 343,20	16 343,20
14 900	12 620,52	12 620,52	12 620,52	12 620,52	12 620,52	20 000	16 415,67	16 415,67	16 415,67	16 415,67	16 415,67
15 000	12 704,18	12 704,18	12 704,18	12 704,18	12 704,18	20 100	16 488,15	16 488,15	16 488,15	16 488,15	16 488,15
15 100	12 787,83	12 787,83	12 787,83	12 787,83	12 787,83	20 200	16 560,63	16 560,63	16 560,63	16 560,63	16 560,63
15 200	12 871,49	12 871,49	12 871,49	12 871,49	12 871,49	20 300	16 633,11	16 633,11	16 633,11	16 633,11	16 633,11
15 300	12 955,14	12 955,14	12 955,14	12 955,14	12 955,14	20 400	16 705,59	16 705,59	16 705,59	16 705,59	16 705,59

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Travailleur avec conjoint à charge					Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Travailleur avec conjoint à charge				
	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)						Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus		1	2	3	4	5 et plus
20 500	16 778,07	16 778,07	16 778,07	16 778,07	16 778,07	25 600	20 146,88	20 474,48	20 474,48	20 474,48	20 474,48
20 600	16 850,55	16 850,55	16 850,55	16 850,55	16 850,55	25 700	20 204,96	20 546,96	20 546,96	20 546,96	20 546,96
20 700	16 923,03	16 923,03	16 923,03	16 923,03	16 923,03	25 800	20 263,04	20 619,44	20 619,44	20 619,44	20 619,44
20 800	16 995,50	16 995,50	16 995,50	16 995,50	16 995,50	25 900	20 321,12	20 691,92	20 691,92	20 691,92	20 691,92
20 900	17 067,98	17 067,98	17 067,98	17 067,98	17 067,98	26 000	20 379,20	20 764,40	20 764,40	20 764,40	20 764,40
21 000	17 140,46	17 140,46	17 140,46	17 140,46	17 140,46	26 100	20 437,27	20 836,87	20 836,87	20 836,87	20 836,87
21 100	17 212,94	17 212,94	17 212,94	17 212,94	17 212,94	26 200	20 495,35	20 909,35	20 909,35	20 909,35	20 909,35
21 200	17 285,42	17 285,42	17 285,42	17 285,42	17 285,42	26 300	20 553,43	20 981,83	20 981,83	20 981,83	20 981,83
21 300	17 357,90	17 357,90	17 357,90	17 357,90	17 357,90	26 400	20 611,51	21 054,31	21 054,31	21 054,31	21 054,31
21 400	17 430,38	17 430,38	17 430,38	17 430,38	17 430,38	26 500	20 669,59	21 126,79	21 126,79	21 126,79	21 126,79
21 500	17 502,85	17 502,85	17 502,85	17 502,85	17 502,85	26 600	20 727,67	21 199,27	21 199,27	21 199,27	21 199,27
21 600	17 575,33	17 575,33	17 575,33	17 575,33	17 575,33	26 700	20 785,75	21 271,75	21 271,75	21 271,75	21 271,75
21 700	17 647,81	17 647,81	17 647,81	17 647,81	17 647,81	26 800	20 843,83	21 344,23	21 344,23	21 344,23	21 344,23
21 800	17 720,29	17 720,29	17 720,29	17 720,29	17 720,29	26 900	20 901,90	21 416,70	21 416,70	21 416,70	21 416,70
21 900	17 792,77	17 792,77	17 792,77	17 792,77	17 792,77	27 000	20 959,98	21 489,18	21 489,18	21 489,18	21 489,18
22 000	17 865,25	17 865,25	17 865,25	17 865,25	17 865,25	27 100	21 018,06	21 561,66	21 561,66	21 561,66	21 561,66
22 100	17 937,73	17 937,73	17 937,73	17 937,73	17 937,73	27 200	21 076,14	21 634,14	21 634,14	21 634,14	21 634,14
22 200	18 010,21	18 010,21	18 010,21	18 010,21	18 010,21	27 300	21 134,22	21 706,62	21 706,62	21 706,62	21 706,62
22 300	18 082,68	18 082,68	18 082,68	18 082,68	18 082,68	27 400	21 192,30	21 779,10	21 779,10	21 779,10	21 779,10
22 400	18 155,16	18 155,16	18 155,16	18 155,16	18 155,16	27 500	21 250,38	21 851,58	21 851,58	21 851,58	21 851,58
22 500	18 227,64	18 227,64	18 227,64	18 227,64	18 227,64	27 600	21 308,45	21 924,05	21 924,05	21 924,05	21 924,05
22 600	18 300,12	18 300,12	18 300,12	18 300,12	18 300,12	27 700	21 366,53	21 996,53	21 996,53	21 996,53	21 996,53
22 700	18 372,60	18 372,60	18 372,60	18 372,60	18 372,60	27 800	21 424,61	22 069,01	22 069,01	22 069,01	22 069,01
22 800	18 445,08	18 445,08	18 445,08	18 445,08	18 445,08	27 900	21 482,69	22 141,49	22 141,49	22 141,49	22 141,49
22 900	18 517,56	18 517,56	18 517,56	18 517,56	18 517,56	28 000	21 540,77	22 213,97	22 213,97	22 213,97	22 213,97
23 000	18 590,04	18 590,04	18 590,04	18 590,04	18 590,04	28 100	21 598,85	22 286,45	22 286,45	22 286,45	22 286,45
23 100	18 662,51	18 662,51	18 662,51	18 662,51	18 662,51	28 200	21 656,93	22 358,93	22 358,93	22 358,93	22 358,93
23 200	18 734,99	18 734,99	18 734,99	18 734,99	18 734,99	28 300	21 714,93	22 431,41	22 431,41	22 431,41	22 431,41
23 300	18 807,47	18 807,47	18 807,47	18 807,47	18 807,47	28 400	21 772,93	22 503,88	22 503,88	22 503,88	22 503,88
23 400	18 879,95	18 879,95	18 879,95	18 879,95	18 879,95	28 500	21 830,93	22 576,36	22 576,36	22 576,36	22 576,36
23 500	18 952,43	18 952,43	18 952,43	18 952,43	18 952,43	28 600	21 888,93	22 648,84	22 648,84	22 648,84	22 648,84
23 600	18 985,31	19 024,91	19 024,91	19 024,91	19 024,91	28 700	21 922,84	22 721,32	22 721,32	22 721,32	22 721,32
23 700	19 043,39	19 097,39	19 097,39	19 097,39	19 097,39	28 800	21 977,32	22 793,80	22 793,80	22 793,80	22 793,80
23 800	19 101,46	19 169,86	19 169,86	19 169,86	19 169,86	28 900	22 031,80	22 866,28	22 866,28	22 866,28	22 866,28
23 900	19 159,54	19 242,34	19 242,34	19 242,34	19 242,34	29 000	22 086,28	22 938,76	22 938,76	22 938,76	22 938,76
24 000	19 217,62	19 314,82	19 314,82	19 314,82	19 314,82	29 100	22 140,76	23 011,24	23 011,24	23 011,24	23 011,24
24 100	19 275,70	19 387,30	19 387,30	19 387,30	19 387,30	29 200	22 195,23	23 083,71	23 083,71	23 083,71	23 083,71
24 200	19 333,78	19 459,78	19 459,78	19 459,78	19 459,78	29 300	22 249,71	23 156,19	23 156,19	23 156,19	23 156,19
24 300	19 391,86	19 532,26	19 532,26	19 532,26	19 532,26	29 400	22 304,19	23 228,67	23 228,67	23 228,67	23 228,67
24 400	19 449,94	19 604,74	19 604,74	19 604,74	19 604,74	29 500	22 358,67	23 301,15	23 301,15	23 301,15	23 301,15
24 500	19 508,02	19 677,22	19 677,22	19 677,22	19 677,22	29 600	22 413,15	23 373,63	23 373,63	23 373,63	23 373,63
24 600	19 566,09	19 749,69	19 749,69	19 749,69	19 749,69	29 700	22 467,63	23 446,11	23 446,11	23 446,11	23 446,11
24 700	19 624,17	19 822,17	19 822,17	19 822,17	19 822,17	29 800	22 522,11	23 518,59	23 518,59	23 518,59	23 518,59
24 800	19 682,25	19 894,65	19 894,65	19 894,65	19 894,65	29 900	22 576,58	23 591,06	23 591,06	23 591,06	23 591,06
24 900	19 740,33	19 967,13	19 967,13	19 967,13	19 967,13	30 000	22 631,06	23 663,54	23 663,54	23 663,54	23 663,54
25 000	19 798,41	20 039,61	20 039,61	20 039,61	20 039,61	30 100	22 685,54	23 736,02	23 736,02	23 736,02	23 736,02
25 100	19 856,49	20 112,09	20 112,09	20 112,09	20 112,09	30 200	22 740,02	23 808,50	23 808,50	23 808,50	23 808,50
25 200	19 914,57	20 184,57	20 184,57	20 184,57	20 184,57	30 300	22 794,50	23 880,98	23 880,98	23 880,98	23 880,98
25 300	19 972,65	20 257,05	20 257,05	20 257,05	20 257,05	30 400	22 848,98	23 953,46	23 953,46	23 953,46	23 953,46
25 400	20 030,72	20 329,52	20 329,52	20 329,52	20 329,52	30 500	22 903,46	24 025,94	24 025,94	24 025,94	24 025,94
25 500	20 088,80	20 402,00	20 402,00	20 402,00	20 402,00	30 600	22 957,94	24 098,42	24 098,42	24 098,42	24 098,42

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Travailleur avec conjoint à charge					Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Travailleur avec conjoint à charge				
	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)						Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus		1	2	3	4	5 et plus
30 700	23 012,41	24 170,89	24 170,89	24 170,89	24 170,89	35 800	25 678,55	27 322,49	27 755,03	27 755,03	27 755,03
30 800	23 066,89	24 243,37	24 243,37	24 243,37	24 243,37	35 900	25 728,52	27 369,76	27 823,00	27 823,00	27 823,00
30 900	23 121,37	24 315,85	24 315,85	24 315,85	24 315,85	36 000	25 778,49	27 417,03	27 882,33	27 890,97	27 890,97
31 000	23 175,85	24 388,33	24 388,33	24 388,33	24 388,33	36 100	25 828,46	27 464,30	27 929,60	27 958,94	27 958,94
31 100	23 230,33	24 460,81	24 460,81	24 460,81	24 460,81	36 200	25 878,43	27 511,57	27 976,87	28 026,91	28 026,91
31 200	23 284,81	24 533,29	24 533,29	24 533,29	24 533,29	36 300	25 928,40	27 558,84	28 024,14	28 094,88	28 094,88
31 300	23 339,29	24 605,77	24 605,77	24 605,77	24 605,77	36 400	25 978,37	27 606,11	28 071,41	28 162,85	28 162,85
31 400	23 393,77	24 678,25	24 678,25	24 678,25	24 678,25	36 500	26 028,34	27 653,38	28 118,68	28 230,82	28 230,82
31 500	23 448,24	24 750,72	24 750,72	24 750,72	24 750,72	36 600	26 078,31	27 700,65	28 165,95	28 298,79	28 298,79
31 600	23 502,72	24 823,20	24 823,20	24 823,20	24 823,20	36 700	26 128,28	27 747,92	28 213,22	28 366,76	28 366,76
31 700	23 557,20	24 895,68	24 895,68	24 895,68	24 895,68	36 800	26 178,25	27 795,19	28 260,49	28 434,73	28 434,73
31 800	23 611,68	24 968,16	24 968,16	24 968,16	24 968,16	36 900	26 228,22	27 842,46	28 307,76	28 502,70	28 502,70
31 900	23 666,16	25 040,64	25 040,64	25 040,64	25 040,64	37 000	26 278,19	27 889,73	28 355,03	28 570,67	28 570,67
32 000	23 720,64	25 113,12	25 113,12	25 113,12	25 113,12	37 100	26 328,16	27 937,00	28 402,30	28 638,64	28 638,64
32 100	23 775,12	25 185,60	25 185,60	25 185,60	25 185,60	37 200	26 378,13	27 984,27	28 449,57	28 706,61	28 706,61
32 200	23 829,59	25 258,07	25 258,07	25 258,07	25 258,07	37 300	26 428,10	28 031,54	28 496,84	28 774,58	28 774,58
32 300	23 884,07	25 330,55	25 330,55	25 330,55	25 330,55	37 400	26 478,07	28 078,81	28 544,11	28 842,55	28 842,55
32 400	23 938,55	25 403,03	25 403,03	25 403,03	25 403,03	37 500	26 528,04	28 126,08	28 591,38	28 910,52	28 910,52
32 500	23 993,03	25 475,51	25 475,51	25 475,51	25 475,51	37 600	26 578,01	28 173,35	28 638,65	28 978,49	28 978,49
32 600	24 047,51	25 547,99	25 547,99	25 547,99	25 547,99	37 700	26 627,98	28 220,62	28 685,92	29 046,46	29 046,46
32 700	24 101,99	25 620,47	25 620,47	25 620,47	25 620,47	37 800	26 677,95	28 267,89	28 733,19	29 114,43	29 114,43
32 800	24 156,47	25 692,95	25 692,95	25 692,95	25 692,95	37 900	26 727,92	28 315,16	28 780,46	29 182,40	29 182,40
32 900	24 210,95	25 765,43	25 765,43	25 765,43	25 765,43	38 000	26 777,89	28 362,43	28 827,73	29 250,37	29 250,37
33 000	24 265,42	25 837,90	25 837,90	25 837,90	25 837,90	38 100	26 827,86	28 409,70	28 875,00	29 318,34	29 318,34
33 100	24 319,90	25 910,38	25 910,38	25 910,38	25 910,38	38 200	26 877,83	28 456,97	28 922,27	29 386,31	29 386,31
33 200	24 374,38	25 982,86	25 982,86	25 982,86	25 982,86	38 300	26 927,80	28 504,24	28 969,54	29 434,84	29 434,84
33 300	24 428,86	26 055,34	26 055,34	26 055,34	26 055,34	38 400	26 977,77	28 551,51	29 016,81	29 482,11	29 522,25
33 400	24 479,28	26 123,76	26 123,76	26 123,76	26 123,76	38 500	27 027,74	28 598,78	29 064,08	29 529,38	29 529,38
33 500	24 529,25	26 191,73	26 191,73	26 191,73	26 191,73	38 600	27 077,70	28 646,04	29 111,34	29 576,64	29 576,64
33 600	24 579,22	26 259,70	26 259,70	26 259,70	26 259,70	38 700	27 127,67	28 693,31	29 158,61	29 623,91	29 623,91
33 700	24 629,19	26 327,67	26 327,67	26 327,67	26 327,67	38 800	27 177,64	28 740,58	29 205,88	29 671,18	29 671,18
33 800	24 679,16	26 377,10	26 377,10	26 377,10	26 377,10	38 900	27 227,61	28 787,85	29 253,15	29 718,45	29 718,45
33 900	24 729,13	26 424,37	26 424,37	26 424,37	26 424,37	39 000	27 277,58	28 835,12	29 300,42	29 765,72	29 765,72
34 000	24 779,10	26 471,64	26 471,64	26 471,64	26 471,64	39 100	27 327,55	28 884,03	29 349,33	29 814,63	29 814,63
34 100	24 829,07	26 518,91	26 518,91	26 518,91	26 518,91	39 200	27 377,52	28 932,94	29 398,24	29 863,54	29 863,54
34 200	24 879,04	26 566,18	26 566,18	26 566,18	26 566,18	39 300	27 427,49	28 981,85	29 447,15	29 912,45	29 912,45
34 300	24 929,01	26 613,45	26 613,45	26 613,45	26 613,45	39 400	27 477,46	29 030,75	29 496,05	29 961,35	29 961,35
34 400	24 978,98	26 660,72	26 660,72	26 660,72	26 660,72	39 500	27 527,43	29 079,66	29 544,96	30 010,26	30 010,26
34 500	25 028,95	26 707,99	26 707,99	26 707,99	26 707,99	39 600	27 577,40	29 128,57	29 593,87	30 059,17	30 059,17
34 600	25 078,92	26 755,26	26 755,26	26 755,26	26 755,26	39 700	27 627,37	29 177,47	29 642,77	30 108,07	30 108,07
34 700	25 128,89	26 802,53	26 802,53	26 802,53	26 802,53	39 800	27 677,34	29 226,38	29 691,68	30 156,98	30 156,98
34 800	25 178,86	26 849,80	26 849,80	26 849,80	26 849,80	39 900	27 727,31	29 275,29	29 740,59	30 205,89	30 205,89
34 900	25 228,83	26 897,07	26 897,07	26 897,07	26 897,07	40 000	27 777,28	29 324,20	29 789,50	30 254,80	30 254,80
35 000	25 278,80	26 944,34	26 944,34	26 944,34	26 944,34	40 100	27 827,25	29 373,10	29 838,40	30 303,70	30 303,70
35 100	25 328,77	26 991,61	26 991,61	26 991,61	26 991,61	40 200	27 877,22	29 422,01	29 887,31	30 352,61	30 352,61
35 200	25 378,74	27 038,88	27 038,88	27 038,88	27 038,88	40 300	27 927,19	29 470,92	29 936,22	30 401,52	30 401,52
35 300	25 428,71	27 086,15	27 086,15	27 086,15	27 086,15	40 400	28 000,08	29 519,82	29 985,12	30 450,42	30 450,42
35 400	25 478,67	27 133,41	27 133,41	27 133,41	27 133,41	40 500	28 051,69	29 568,73	30 034,03	30 499,33	30 499,33
35 500	25 528,64	27 180,68	27 180,68	27 180,68	27 180,68	40 600	28 103,30	29 617,64	30 082,94	30 548,24	30 548,24
35 600	25 578,61	27 227,95	27 227,95	27 227,95	27 227,95	40 700	28 154,91	29 666,55	30 131,85	30 597,15	30 597,15
35 700	25 628,58	27 275,22	27 275,22	27 275,22	27 275,22	40 800	28 210,37	29 719,31	30 184,61	30 649,91	30 649,91

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Travailleur avec conjoint à charge					Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Travailleur avec conjoint à charge				
	Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)						Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus		1	2	3	4	5 et plus
40 900	28 265,84	29 772,08	30 237,38	30 702,68	31 167,98	46 000	31 094,66	32 463,20	32 928,50	33 393,80	33 859,10
41 000	28 321,31	29 824,85	30 290,15	30 755,45	31 220,75	46 100	31 150,12	32 515,96	32 981,26	33 446,56	33 911,86
41 100	28 376,77	29 877,61	30 342,91	30 808,21	31 273,51	46 200	31 205,59	32 568,73	33 034,03	33 499,33	33 964,63
41 200	28 432,24	29 930,38	30 395,68	30 860,98	31 326,28	46 300	31 261,06	32 621,50	33 086,80	33 552,10	34 017,40
41 300	28 487,71	29 983,15	30 448,45	30 913,75	31 379,05	46 400	31 316,52	32 674,26	33 139,56	33 604,86	34 070,16
41 400	28 543,17	30 035,91	30 501,21	30 966,51	31 431,81	46 500	31 371,99	32 727,03	33 192,33	33 657,63	34 122,93
41 500	28 598,64	30 088,68	30 553,98	31 019,28	31 484,58	46 600	31 427,46	32 779,80	33 245,10	33 710,40	34 175,70
41 600	28 654,11	30 141,45	30 606,75	31 072,05	31 537,35	46 700	31 482,93	32 832,57	33 297,87	33 763,17	34 228,47
41 700	28 709,58	30 194,22	30 659,52	31 124,82	31 590,12	46 800	31 538,39	32 885,33	33 350,63	33 815,93	34 281,23
41 800	28 765,04	30 246,98	30 712,28	31 177,58	31 642,88	46 900	31 593,86	32 938,10	33 403,40	33 868,70	34 334,00
41 900	28 820,51	30 299,75	30 765,05	31 230,35	31 695,65	47 000	31 649,33	32 990,87	33 456,17	33 921,47	34 386,77
42 000	28 875,98	30 352,52	30 817,82	31 283,12	31 748,42	47 100	31 704,79	33 043,63	33 508,93	33 974,23	34 439,53
42 100	28 931,44	30 405,28	30 870,58	31 335,88	31 801,18	47 200	31 760,26	33 096,40	33 561,70	34 027,00	34 492,30
42 200	28 986,91	30 458,05	30 923,35	31 388,65	31 853,95	47 300	31 815,73	33 149,17	33 614,47	34 079,77	34 545,07
42 300	29 042,38	30 510,82	30 976,12	31 441,42	31 906,72	47 400	31 871,19	33 201,93	33 667,23	34 132,53	34 597,83
42 400	29 097,84	30 563,58	31 028,88	31 494,18	31 959,48	47 500	31 926,66	33 254,70	33 720,00	34 185,30	34 650,60
42 500	29 153,31	30 616,35	31 081,65	31 546,95	32 012,25	47 600	31 982,13	33 307,47	33 772,77	34 238,07	34 703,37
42 600	29 208,78	30 669,12	31 134,42	31 599,72	32 065,02	47 700	32 037,60	33 360,24	33 825,54	34 290,84	34 756,14
42 700	29 264,25	30 721,89	31 187,19	31 652,49	32 117,79	47 800	32 093,06	33 413,00	33 878,30	34 343,60	34 808,90
42 800	29 319,71	30 774,65	31 239,95	31 705,25	32 170,55	47 900	32 148,53	33 465,77	33 931,07	34 396,37	34 861,67
42 900	29 375,18	30 827,42	31 292,72	31 758,02	32 223,32	48 000	32 204,00	33 518,54	33 983,84	34 449,14	34 914,44
43 000	29 430,65	30 880,19	31 345,49	31 810,79	32 276,09	48 100	32 259,46	33 571,30	34 036,60	34 501,90	34 967,20
43 100	29 486,11	30 932,95	31 398,25	31 863,55	32 328,85	48 200	32 314,93	33 624,07	34 089,37	34 554,67	35 019,97
43 200	29 541,58	30 985,72	31 451,02	31 916,32	32 381,62	48 300	32 370,40	33 676,84	34 142,14	34 607,44	35 072,74
43 300	29 597,05	31 038,49	31 503,79	31 969,09	32 434,39	48 400	32 425,86	33 729,60	34 194,90	34 660,20	35 125,50
43 400	29 652,51	31 091,25	31 556,55	32 021,85	32 487,15	48 500	32 481,33	33 782,37	34 247,67	34 712,97	35 178,27
43 500	29 707,98	31 144,02	31 609,32	32 074,62	32 539,92	48 600	32 536,80	33 835,14	34 300,44	34 765,74	35 231,04
43 600	29 763,45	31 196,79	31 662,09	32 127,39	32 592,69	48 700	32 592,27	33 887,91	34 353,21	34 818,51	35 283,81
43 700	29 818,92	31 249,56	31 714,86	32 180,16	32 645,46	48 800	32 647,73	33 940,67	34 405,97	34 871,27	35 336,57
43 800	29 874,38	31 302,32	31 767,62	32 232,92	32 698,22	48 900	32 703,20	33 993,44	34 458,74	34 924,04	35 389,34
43 900	29 929,85	31 355,09	31 820,39	32 285,69	32 750,99	49 000	32 758,67	34 046,21	34 511,51	34 976,81	35 442,11
44 000	29 985,32	31 407,86	31 873,16	32 338,46	32 803,76	49 100	32 814,13	34 098,97	34 564,27	35 029,57	35 494,87
44 100	30 040,78	31 460,62	31 925,92	32 391,22	32 856,52	49 200	32 869,60	34 151,74	34 617,04	35 082,34	35 547,64
44 200	30 096,25	31 513,39	31 978,69	32 443,99	32 909,29	49 300	32 925,07	34 204,51	34 669,81	35 135,11	35 600,41
44 300	30 151,72	31 566,16	32 031,46	32 496,76	32 962,06	49 400	32 980,53	34 257,27	34 722,57	35 187,87	35 653,17
44 400	30 207,18	31 618,92	32 084,22	32 549,52	33 014,82	49 500	33 036,00	34 310,04	34 775,34	35 240,64	35 705,94
44 500	30 262,65	31 671,69	32 136,99	32 602,29	33 067,59	49 600	33 091,47	34 362,81	34 828,11	35 293,41	35 758,71
44 600	30 318,12	31 724,46	32 189,76	32 655,06	33 120,36	49 700	33 146,94	34 415,58	34 880,88	35 346,18	35 811,48
44 700	30 373,59	31 777,23	32 242,53	32 707,83	33 173,13	49 800	33 202,40	34 468,34	34 933,64	35 398,94	35 864,24
44 800	30 429,05	31 829,99	32 295,29	32 760,59	33 225,89	49 900	33 257,87	34 521,11	34 986,41	35 451,71	35 917,01
44 900	30 484,52	31 882,76	32 348,06	32 813,36	33 278,66	50 000	33 313,34	34 573,88	35 039,18	35 504,48	35 969,78
45 000	30 539,99	31 935,53	32 400,83	32 866,13	33 331,43	50 100	33 368,80	34 626,64	35 091,94	35 557,24	36 022,54
45 100	30 595,45	31 988,29	32 453,59	32 918,89	33 384,19	50 200	33 424,27	34 679,41	35 144,71	35 610,01	36 075,31
45 200	30 650,92	32 041,06	32 506,36	32 971,66	33 436,96	50 300	33 479,74	34 732,18	35 197,48	35 662,78	36 128,08
45 300	30 706,39	32 093,83	32 559,13	33 024,43	33 489,73	50 400	33 535,20	34 784,94	35 250,24	35 715,54	36 180,84
45 400	30 761,85	32 146,59	32 611,89	33 077,19	33 542,49	50 500	33 590,67	34 837,71	35 303,01	35 768,31	36 233,61
45 500	30 817,32	32 199,36	32 664,66	33 129,96	33 595,26	50 600	33 646,14	34 890,48	35 355,78	35 821,08	36 286,38
45 600	30 872,79	32 252,13	32 717,43	33 182,73	33 648,03	50 700	33 701,61	34 943,25	35 408,55	35 873,85	36 339,15
45 700	30 928,26	32 304,90	32 770,20	33 235,50	33 700,80	50 800	33 757,07	34 996,01	35 461,31	35 926,61	36 391,91
45 800	30 983,72	32 357,66	32 822,96	33 288,26	33 753,56	50 900	33 812,54	35 048,78	35 514,08	35 979,38	36 444,68
45 900	31 039,19	32 410,43	32 875,73	33 341,03	33 806,33	51 000	33 868,01	35 101,55	35 566,85	36 032,15	36 497,45

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Travailleur avec conjoint non à charge					Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Travailleur avec conjoint non à charge				
	Nombre de personnes à charge						Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus		0	1	2	3	4 et plus
5 700	4 924,26	4 924,26	4 924,26	4 924,26	4 924,26	10 800	8 927,96	8 927,96	8 927,96	8 927,96	8 927,96
5 800	5 007,92	5 007,92	5 007,92	5 007,92	5 007,92	10 900	9 000,44	9 000,44	9 000,44	9 000,44	9 000,44
5 900	5 091,57	5 091,57	5 091,57	5 091,57	5 091,57	11 000	9 072,92	9 072,92	9 072,92	9 072,92	9 072,92
6 000	5 175,23	5 175,23	5 175,23	5 175,23	5 175,23	11 100	9 145,39	9 145,39	9 145,39	9 145,39	9 145,39
6 100	5 258,88	5 258,88	5 258,88	5 258,88	5 258,88	11 200	9 217,87	9 217,87	9 217,87	9 217,87	9 217,87
6 200	5 342,54	5 342,54	5 342,54	5 342,54	5 342,54	11 300	9 290,35	9 290,35	9 290,35	9 290,35	9 290,35
6 300	5 426,19	5 426,19	5 426,19	5 426,19	5 426,19	11 400	9 362,83	9 362,83	9 362,83	9 362,83	9 362,83
6 400	5 509,85	5 509,85	5 509,85	5 509,85	5 509,85	11 500	9 435,31	9 435,31	9 435,31	9 435,31	9 435,31
6 500	5 593,50	5 593,50	5 593,50	5 593,50	5 593,50	11 600	9 507,79	9 507,79	9 507,79	9 507,79	9 507,79
6 600	5 677,16	5 677,16	5 677,16	5 677,16	5 677,16	11 700	9 574,87	9 580,27	9 580,27	9 580,27	9 580,27
6 700	5 760,81	5 760,81	5 760,81	5 760,81	5 760,81	11 800	9 632,95	9 652,75	9 652,75	9 652,75	9 652,75
6 800	5 844,47	5 844,47	5 844,47	5 844,47	5 844,47	11 900	9 691,02	9 725,22	9 725,22	9 725,22	9 725,22
6 900	5 928,12	5 928,12	5 928,12	5 928,12	5 928,12	12 000	9 749,10	9 797,70	9 797,70	9 797,70	9 797,70
7 000	6 011,78	6 011,78	6 011,78	6 011,78	6 011,78	12 100	9 807,18	9 870,18	9 870,18	9 870,18	9 870,18
7 100	6 095,43	6 095,43	6 095,43	6 095,43	6 095,43	12 200	9 865,26	9 942,66	9 942,66	9 942,66	9 942,66
7 200	6 179,09	6 179,09	6 179,09	6 179,09	6 179,09	12 300	9 923,34	10 015,14	10 015,14	10 015,14	10 015,14
7 300	6 262,74	6 262,74	6 262,74	6 262,74	6 262,74	12 400	9 981,42	10 087,62	10 087,62	10 087,62	10 087,62
7 400	6 346,40	6 346,40	6 346,40	6 346,40	6 346,40	12 500	10 039,50	10 160,10	10 160,10	10 160,10	10 160,10
7 500	6 430,05	6 430,05	6 430,05	6 430,05	6 430,05	12 600	10 097,58	10 232,58	10 232,58	10 232,58	10 232,58
7 600	6 513,71	6 513,71	6 513,71	6 513,71	6 513,71	12 700	10 155,65	10 305,05	10 305,05	10 305,05	10 305,05
7 700	6 597,36	6 597,36	6 597,36	6 597,36	6 597,36	12 800	10 213,73	10 377,53	10 377,53	10 377,53	10 377,53
7 800	6 681,02	6 681,02	6 681,02	6 681,02	6 681,02	12 900	10 271,81	10 450,01	10 450,01	10 450,01	10 450,01
7 900	6 764,67	6 764,67	6 764,67	6 764,67	6 764,67	13 000	10 329,89	10 522,49	10 522,49	10 522,49	10 522,49
8 000	6 848,33	6 848,33	6 848,33	6 848,33	6 848,33	13 100	10 387,97	10 594,97	10 594,97	10 594,97	10 594,97
8 100	6 931,98	6 931,98	6 931,98	6 931,98	6 931,98	13 200	10 446,05	10 667,45	10 667,45	10 667,45	10 667,45
8 200	7 015,64	7 015,64	7 015,64	7 015,64	7 015,64	13 300	10 504,13	10 739,93	10 739,93	10 739,93	10 739,93
8 300	7 099,29	7 099,29	7 099,29	7 099,29	7 099,29	13 400	10 562,20	10 812,40	10 812,40	10 812,40	10 812,40
8 400	7 182,95	7 182,95	7 182,95	7 182,95	7 182,95	13 500	10 620,28	10 884,88	10 884,88	10 884,88	10 884,88
8 500	7 266,60	7 266,60	7 266,60	7 266,60	7 266,60	13 600	10 678,36	10 957,36	10 957,36	10 957,36	10 957,36
8 600	7 350,26	7 350,26	7 350,26	7 350,26	7 350,26	13 700	10 736,44	11 029,84	11 029,84	11 029,84	11 029,84
8 700	7 433,91	7 433,91	7 433,91	7 433,91	7 433,91	13 800	10 794,52	11 102,32	11 102,32	11 102,32	11 102,32
8 800	7 517,57	7 517,57	7 517,57	7 517,57	7 517,57	13 900	10 852,60	11 174,80	11 174,80	11 174,80	11 174,80
8 900	7 601,22	7 601,22	7 601,22	7 601,22	7 601,22	14 000	10 910,68	11 247,28	11 247,28	11 247,28	11 247,28
9 000	7 684,88	7 684,88	7 684,88	7 684,88	7 684,88	14 100	10 968,76	11 319,76	11 319,76	11 319,76	11 319,76
9 100	7 768,53	7 768,53	7 768,53	7 768,53	7 768,53	14 200	11 026,83	11 392,23	11 392,23	11 392,23	11 392,23
9 200	7 852,19	7 852,19	7 852,19	7 852,19	7 852,19	14 300	11 084,91	11 464,71	11 464,71	11 464,71	11 464,71
9 300	7 935,84	7 935,84	7 935,84	7 935,84	7 935,84	14 400	11 142,99	11 537,19	11 537,19	11 537,19	11 537,19
9 400	8 019,50	8 019,50	8 019,50	8 019,50	8 019,50	14 500	11 201,07	11 609,67	11 609,67	11 609,67	11 609,67
9 500	8 103,15	8 103,15	8 103,15	8 103,15	8 103,15	14 600	11 259,15	11 682,15	11 682,15	11 682,15	11 682,15
9 600	8 186,81	8 186,81	8 186,81	8 186,81	8 186,81	14 700	11 317,23	11 754,63	11 754,63	11 754,63	11 754,63
9 700	8 270,46	8 270,46	8 270,46	8 270,46	8 270,46	14 800	11 375,31	11 827,11	11 827,11	11 827,11	11 827,11
9 800	8 354,12	8 354,12	8 354,12	8 354,12	8 354,12	14 900	11 433,39	11 899,59	11 899,59	11 899,59	11 899,59
9 900	8 437,77	8 437,77	8 437,77	8 437,77	8 437,77	15 000	11 491,46	11 972,06	11 972,06	11 972,06	11 972,06
10 000	8 521,43	8 521,43	8 521,43	8 521,43	8 521,43	15 100	11 549,54	12 044,54	12 044,54	12 044,54	12 044,54
10 100	8 605,08	8 605,08	8 605,08	8 605,08	8 605,08	15 200	11 607,62	12 117,02	12 117,02	12 117,02	12 117,02
10 200	8 688,74	8 688,74	8 688,74	8 688,74	8 688,74	15 300	11 665,70	12 189,50	12 189,50	12 189,50	12 189,50
10 300	8 772,39	8 772,39	8 772,39	8 772,39	8 772,39	15 400	11 723,78	12 261,98	12 261,98	12 261,98	12 261,98
10 400	8 856,05	8 856,05	8 856,05	8 856,05	8 856,05	15 500	11 781,86	12 334,46	12 334,46	12 334,46	12 334,46
10 500	8 939,70	8 939,70	8 939,70	8 939,70	8 939,70	15 600	11 839,94	12 406,94	12 406,94	12 406,94	12 406,94
10 600	9 023,36	9 023,36	9 023,36	9 023,36	9 023,36	15 700	11 898,01	12 479,41	12 479,41	12 479,41	12 479,41
10 700	9 107,01	9 107,01	9 107,01	9 107,01	9 107,01	15 800	11 956,09	12 551,89	12 551,89	12 551,89	12 551,89

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Travailleur avec conjoint non à charge					Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Travailleur avec conjoint non à charge				
	Nombre de personnes à charge						Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus		0	1	2	3	4 et plus
15 900	12 014,17	12 624,37	12 624,37	12 624,37	12 624,37	21 000	14 976,19	15 966,46	16 320,79	16 320,79	16 320,79
16 000	12 072,25	12 696,85	12 696,85	12 696,85	12 696,85	21 100	15 034,26	16 021,83	16 393,26	16 393,26	16 393,26
16 100	12 130,33	12 769,33	12 769,33	12 769,33	12 769,33	21 200	15 092,34	16 077,21	16 465,74	16 465,74	16 465,74
16 200	12 188,41	12 841,81	12 841,81	12 841,81	12 841,81	21 300	15 150,42	16 132,59	16 538,22	16 538,22	16 538,22
16 300	12 246,49	12 914,29	12 914,29	12 914,29	12 914,29	21 400	15 208,50	16 187,97	16 610,70	16 610,70	16 610,70
16 400	12 304,57	12 986,77	12 986,77	12 986,77	12 986,77	21 500	15 266,58	16 243,35	16 683,18	16 683,18	16 683,18
16 500	12 362,64	13 059,24	13 059,24	13 059,24	13 059,24	21 600	15 324,66	16 298,73	16 755,66	16 755,66	16 755,66
16 600	12 420,72	13 131,72	13 131,72	13 131,72	13 131,72	21 700	15 382,74	16 354,11	16 819,41	16 828,14	16 828,14
16 700	12 478,80	13 204,20	13 204,20	13 204,20	13 204,20	21 800	15 440,81	16 409,48	16 874,78	16 900,61	16 900,61
16 800	12 536,88	13 276,68	13 276,68	13 276,68	13 276,68	21 900	15 498,89	16 464,86	16 930,16	16 973,09	16 973,09
16 900	12 594,96	13 349,16	13 349,16	13 349,16	13 349,16	22 000	15 556,97	16 520,24	16 985,54	17 045,57	17 045,57
17 000	12 653,04	13 421,64	13 421,64	13 421,64	13 421,64	22 100	15 615,05	16 575,62	17 040,92	17 118,05	17 118,05
17 100	12 711,12	13 494,12	13 494,12	13 494,12	13 494,12	22 200	15 673,13	16 631,00	17 096,30	17 190,53	17 190,53
17 200	12 769,19	13 566,59	13 566,59	13 566,59	13 566,59	22 300	15 731,21	16 686,38	17 151,68	17 263,01	17 263,01
17 300	12 827,27	13 639,07	13 639,07	13 639,07	13 639,07	22 400	15 789,29	16 741,76	17 207,06	17 335,49	17 335,49
17 400	12 885,35	13 711,55	13 711,55	13 711,55	13 711,55	22 500	15 847,37	16 797,14	17 262,44	17 407,97	17 407,97
17 500	12 943,43	13 784,03	13 784,03	13 784,03	13 784,03	22 600	15 905,44	16 852,51	17 317,81	17 480,44	17 480,44
17 600	13 001,51	13 856,51	13 856,51	13 856,51	13 856,51	22 700	15 963,52	16 907,89	17 373,19	17 552,92	17 552,92
17 700	13 059,59	13 928,99	13 928,99	13 928,99	13 928,99	22 800	16 021,60	16 963,27	17 428,57	17 625,40	17 625,40
17 800	13 117,67	14 001,47	14 001,47	14 001,47	14 001,47	22 900	16 079,68	17 018,65	17 483,95	17 697,88	17 697,88
17 900	13 175,75	14 073,95	14 073,95	14 073,95	14 073,95	23 000	16 137,76	17 074,03	17 539,33	17 770,36	17 770,36
18 000	13 233,82	14 146,42	14 146,42	14 146,42	14 146,42	23 100	16 195,84	17 129,41	17 594,71	17 842,84	17 842,84
18 100	13 291,90	14 218,90	14 218,90	14 218,90	14 218,90	23 200	16 253,92	17 184,79	17 650,09	17 915,32	17 915,32
18 200	13 349,98	14 291,38	14 291,38	14 291,38	14 291,38	23 300	16 312,00	17 240,17	17 705,47	17 987,80	17 987,80
18 300	13 408,06	14 363,86	14 363,86	14 363,86	14 363,86	23 400	16 370,07	17 295,54	17 760,84	18 060,27	18 060,27
18 400	13 466,14	14 436,34	14 436,34	14 436,34	14 436,34	23 500	16 428,15	17 350,92	17 816,22	18 132,75	18 132,75
18 500	13 524,22	14 508,82	14 508,82	14 508,82	14 508,82	23 600	16 486,23	17 406,30	17 871,60	18 205,23	18 205,23
18 600	13 582,30	14 581,30	14 581,30	14 581,30	14 581,30	23 700	16 544,31	17 461,68	17 926,98	18 277,71	18 277,71
18 700	13 640,38	14 653,78	14 653,78	14 653,78	14 653,78	23 800	16 602,39	17 517,06	17 982,36	18 350,19	18 350,19
18 800	13 698,45	14 726,25	14 726,25	14 726,25	14 726,25	23 900	16 660,47	17 572,44	18 037,74	18 422,67	18 422,67
18 900	13 756,53	14 798,73	14 798,73	14 798,73	14 798,73	24 000	16 718,55	17 627,82	18 093,12	18 495,15	18 495,15
19 000	13 814,61	14 858,88	14 858,88	14 858,88	14 858,88	24 100	16 776,62	17 683,19	18 148,49	18 567,62	18 567,62
19 100	13 872,69	14 914,26	14 914,26	14 914,26	14 914,26	24 200	16 834,70	17 738,57	18 203,87	18 640,10	18 640,10
19 200	13 930,77	14 969,64	15 016,17	15 016,17	15 016,17	24 300	16 892,78	17 793,95	18 259,25	18 712,58	18 712,58
19 300	13 988,85	15 025,02	15 088,65	15 088,65	15 088,65	24 400	16 950,86	17 849,33	18 314,63	18 779,93	18 779,93
19 400	14 046,93	15 080,40	15 161,13	15 161,13	15 161,13	24 500	17 008,94	17 904,71	18 370,01	18 835,31	18 835,31
19 500	14 105,00	15 135,77	15 233,60	15 233,60	15 233,60	24 600	17 067,02	17 960,09	18 425,39	18 890,69	18 890,69
19 600	14 163,08	15 191,15	15 306,08	15 306,08	15 306,08	24 700	17 125,10	18 015,47	18 480,77	18 946,07	18 946,07
19 700	14 221,16	15 246,53	15 378,56	15 378,56	15 378,56	24 800	17 183,18	18 070,85	18 536,15	19 001,45	19 001,45
19 800	14 279,24	15 301,91	15 451,04	15 451,04	15 451,04	24 900	17 241,25	18 126,22	18 591,52	19 056,82	19 056,82
19 900	14 337,32	15 357,29	15 523,52	15 523,52	15 523,52	25 000	17 299,33	18 181,60	18 646,90	19 112,20	19 112,20
20 000	14 395,40	15 412,67	15 596,00	15 596,00	15 596,00	25 100	17 357,41	18 236,98	18 702,28	19 167,58	19 167,58
20 100	14 453,48	15 468,05	15 668,48	15 668,48	15 668,48	25 200	17 415,49	18 292,36	18 757,66	19 222,96	19 222,96
20 200	14 511,56	15 523,43	15 740,96	15 740,96	15 740,96	25 300	17 473,57	18 347,74	18 813,04	19 278,34	19 278,34
20 300	14 569,63	15 578,80	15 813,43	15 813,43	15 813,43	25 400	17 531,65	18 403,12	18 868,42	19 333,72	19 333,72
20 400	14 627,71	15 634,18	15 885,91	15 885,91	15 885,91	25 500	17 589,73	18 458,50	18 923,80	19 389,10	19 389,10
20 500	14 685,79	15 689,56	15 958,39	15 958,39	15 958,39	25 600	17 647,81	18 513,88	18 979,18	19 444,48	19 444,48
20 600	14 743,87	15 744,94	16 030,87	16 030,87	16 030,87	25 700	17 705,88	18 569,25	19 034,55	19 499,85	19 499,85
20 700	14 801,95	15 800,32	16 103,35	16 103,35	16 103,35	25 800	17 763,96	18 624,63	19 089,93	19 555,23	19 555,23
20 800	14 860,03	15 855,70	16 175,83	16 175,83	16 175,83	25 900	17 822,04	18 680,01	19 145,31	19 610,61	19 610,61
20 900	14 918,11	15 911,08	16 248,31	16 248,31	16 248,31	26 000	17 880,12	18 735,39	19 200,69	19 665,99	19 665,99

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Travailleur avec conjoint non à charge					Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Travailleur avec conjoint non à charge				
	Nombre de personnes à charge						Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus		0	1	2	3	4 et plus
26 100	17 938,20	18 790,77	19 256,07	19 721,37	20 017,20	31 200	20 785,73	21 500,60	21 965,90	22 431,20	22 896,50
26 200	17 996,28	18 846,15	19 311,45	19 776,75	20 089,68	31 300	20 840,21	21 552,38	22 017,68	22 482,98	22 948,28
26 300	18 054,36	18 901,53	19 366,83	19 832,13	20 162,16	31 400	20 894,69	21 604,16	22 069,46	22 534,76	23 000,06
26 400	18 112,43	18 956,90	19 422,20	19 887,50	20 234,63	31 500	20 949,17	21 655,94	22 121,24	22 586,54	23 051,84
26 500	18 170,51	19 012,28	19 477,58	19 942,88	20 307,11	31 600	21 003,65	21 707,72	22 173,02	22 638,32	23 103,62
26 600	18 228,59	19 067,66	19 532,96	19 998,26	20 379,59	31 700	21 058,13	21 759,50	22 224,80	22 690,10	23 155,40
26 700	18 286,67	19 123,04	19 588,34	20 053,64	20 452,07	31 800	21 112,60	21 811,27	22 276,57	22 741,87	23 207,17
26 800	18 344,75	19 178,42	19 643,72	20 109,02	20 524,55	31 900	21 167,08	21 863,05	22 328,35	22 793,65	23 258,95
26 900	18 402,83	19 233,80	19 699,10	20 164,40	20 597,03	32 000	21 221,56	21 914,83	22 380,13	22 845,43	23 310,73
27 000	18 460,91	19 289,18	19 754,48	20 219,78	20 669,51	32 100	21 276,04	21 966,61	22 431,91	22 897,21	23 362,51
27 100	18 518,99	19 344,56	19 809,86	20 275,16	20 740,46	32 200	21 330,52	22 018,39	22 483,69	22 948,99	23 414,29
27 200	18 577,06	19 399,93	19 865,23	20 330,53	20 795,83	32 300	21 385,00	22 070,17	22 535,47	23 000,77	23 466,07
27 300	18 635,14	19 455,31	19 920,61	20 385,91	20 851,21	32 400	21 439,48	22 121,95	22 587,25	23 052,55	23 517,85
27 400	18 693,22	19 510,69	19 975,99	20 441,29	20 906,59	32 500	21 493,95	22 173,72	22 639,02	23 104,32	23 569,62
27 500	18 751,30	19 566,07	20 031,37	20 496,67	20 961,97	32 600	21 548,43	22 225,50	22 690,80	23 156,10	23 621,40
27 600	18 809,38	19 621,45	20 086,75	20 552,05	21 017,35	32 700	21 602,91	22 277,28	22 742,58	23 207,88	23 673,18
27 700	18 867,46	19 676,83	20 142,13	20 607,43	21 072,73	32 800	21 657,39	22 329,06	22 794,36	23 259,66	23 724,96
27 800	18 925,54	19 732,21	20 197,51	20 662,81	21 128,11	32 900	21 711,87	22 380,84	22 846,14	23 311,44	23 776,74
27 900	18 983,61	19 787,58	20 252,88	20 718,18	21 183,48	33 000	21 766,35	22 432,62	22 897,92	23 363,22	23 828,52
28 000	19 041,69	19 842,96	20 308,26	20 773,56	21 238,86	33 100	21 820,83	22 484,40	22 949,70	23 415,00	23 880,30
28 100	19 096,89	19 895,46	20 360,76	20 826,06	21 291,36	33 200	21 875,31	22 536,18	23 001,48	23 466,78	23 932,08
28 200	19 151,37	19 947,24	20 412,54	20 877,84	21 343,14	33 300	21 929,78	22 587,95	23 053,25	23 518,55	23 983,85
28 300	19 205,85	19 999,02	20 464,32	20 929,62	21 394,92	33 400	21 980,20	22 635,67	23 100,97	23 566,27	24 031,57
28 400	19 260,33	20 050,80	20 516,10	20 981,40	21 446,70	33 500	22 030,17	22 682,94	23 148,24	23 613,54	24 078,84
28 500	19 314,81	20 102,58	20 567,88	21 033,18	21 498,48	33 600	22 080,14	22 730,21	23 195,51	23 660,81	24 126,11
28 600	19 369,29	20 154,36	20 619,66	21 084,96	21 550,26	33 700	22 130,11	22 777,48	23 242,78	23 708,08	24 173,38
28 700	19 423,76	20 206,13	20 671,43	21 136,73	21 602,03	33 800	22 180,08	22 824,75	23 290,05	23 755,35	24 220,65
28 800	19 478,24	20 257,91	20 723,21	21 188,51	21 653,81	33 900	22 230,05	22 872,02	23 337,32	23 802,62	24 267,92
28 900	19 532,72	20 309,69	20 774,99	21 240,29	21 705,59	34 000	22 280,02	22 919,29	23 384,59	23 849,89	24 315,19
29 000	19 587,20	20 361,47	20 826,77	21 292,07	21 757,37	34 100	22 329,99	22 966,56	23 431,86	23 897,16	24 362,46
29 100	19 641,68	20 413,25	20 878,55	21 343,85	21 809,15	34 200	22 379,96	23 013,83	23 479,13	23 944,43	24 409,73
29 200	19 696,16	20 465,03	20 930,33	21 395,63	21 860,93	34 300	22 429,93	23 061,10	23 526,40	23 991,70	24 457,00
29 300	19 750,64	20 516,81	20 982,11	21 447,41	21 912,71	34 400	22 479,90	23 108,37	23 573,67	24 038,97	24 504,27
29 400	19 805,12	20 568,59	21 033,89	21 499,19	21 964,49	34 500	22 529,87	23 155,64	23 620,94	24 086,24	24 551,54
29 500	19 859,59	20 620,36	21 085,66	21 550,96	22 016,26	34 600	22 579,84	23 202,91	23 668,21	24 133,51	24 598,81
29 600	19 914,07	20 672,14	21 137,44	21 602,74	22 068,04	34 700	22 629,81	23 250,18	23 715,48	24 180,78	24 646,08
29 700	19 968,55	20 723,92	21 189,22	21 654,52	22 119,82	34 800	22 679,78	23 297,45	23 762,75	24 228,05	24 693,35
29 800	20 023,03	20 775,70	21 241,00	21 706,30	22 171,60	34 900	22 729,75	23 344,72	23 810,02	24 275,32	24 740,62
29 900	20 077,51	20 827,48	21 292,78	21 758,08	22 223,38	35 000	22 779,72	23 391,99	23 857,29	24 322,59	24 787,89
30 000	20 131,99	20 879,26	21 344,56	21 809,86	22 275,16	35 100	22 829,69	23 439,26	23 904,56	24 369,86	24 835,16
30 100	20 186,47	20 931,04	21 396,34	21 861,64	22 326,94	35 200	22 879,66	23 486,53	23 951,83	24 417,13	24 882,43
30 200	20 240,94	20 982,81	21 448,11	21 913,41	22 378,71	35 300	22 929,63	23 533,80	23 999,10	24 464,40	24 929,70
30 300	20 295,42	21 034,59	21 499,89	21 965,19	22 430,49	35 400	22 979,60	23 581,07	24 046,37	24 511,67	24 976,97
30 400	20 349,90	21 086,37	21 551,67	22 016,97	22 482,27	35 500	23 029,57	23 628,34	24 093,64	24 558,94	25 024,24
30 500	20 404,38	21 138,15	21 603,45	22 068,75	22 534,05	35 600	23 079,54	23 675,61	24 140,91	24 606,21	25 071,51
30 600	20 458,86	21 189,93	21 655,23	22 120,53	22 585,83	35 700	23 129,51	23 722,88	24 188,18	24 653,48	25 118,78
30 700	20 513,34	21 241,71	21 707,01	22 172,31	22 637,61	35 800	23 179,48	23 770,15	24 235,45	24 700,75	25 166,05
30 800	20 567,82	21 293,49	21 758,79	22 224,09	22 689,39	35 900	23 229,45	23 817,42	24 282,72	24 748,02	25 213,32
30 900	20 622,30	21 345,27	21 810,57	22 275,87	22 741,17	36 000	23 279,42	23 864,69	24 329,99	24 795,29	25 260,59
31 000	20 676,77	21 397,04	21 862,34	22 327,64	22 792,94	36 100	23 329,39	23 911,96	24 377,26	24 842,56	25 307,86
31 100	20 731,25	21 448,82	21 914,12	22 379,42	22 844,72	36 200	23 379,36	23 959,23	24 424,53	24 889,83	25 355,13

Revenu brut annuel						Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Travailleur avec conjoint non à charge						Revenu brut annuel						Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Travailleur avec conjoint non à charge					
						Nombre de personnes à charge												Nombre de personnes à charge					
						0	1	2	3	4 et plus							0	1	2	3	4 et plus		
36 300	23 429,33	24 006,50	24 471,80	24 937,10	25 402,40	41 400	26 044,10	26 548,10	27 013,40	27 478,70	27 944,00												
36 400	23 479,30	24 053,77	24 519,07	24 984,37	25 449,67	41 500	26 099,57	26 603,57	27 068,87	27 534,17	27 999,47												
36 500	23 529,27	24 101,04	24 566,34	25 031,64	25 496,94	41 600	26 155,03	26 659,03	27 124,33	27 589,63	28 054,93												
36 600	23 579,24	24 148,31	24 613,61	25 078,91	25 544,21	41 700	26 210,50	26 714,50	27 179,80	27 645,10	28 110,40												
36 700	23 629,20	24 195,57	24 660,87	25 126,17	25 591,47	41 800	26 265,97	26 769,97	27 235,27	27 700,57	28 165,87												
36 800	23 679,17	24 242,84	24 708,14	25 173,44	25 638,74	41 900	26 321,43	26 825,43	27 290,73	27 756,03	28 221,33												
36 900	23 729,14	24 290,11	24 755,41	25 220,71	25 686,01	42 000	26 376,90	26 880,90	27 346,20	27 811,50	28 276,80												
37 000	23 779,11	24 337,38	24 802,68	25 267,98	25 733,28	42 100	26 432,37	26 936,37	27 401,67	27 866,97	28 332,27												
37 100	23 829,08	24 384,65	24 849,95	25 315,25	25 780,55	42 200	26 487,83	26 991,83	27 457,13	27 922,43	28 387,73												
37 200	23 879,05	24 431,92	24 897,22	25 362,52	25 827,82	42 300	26 543,30	27 047,30	27 512,60	27 977,90	28 443,20												
37 300	23 929,02	24 479,19	24 944,49	25 409,79	25 875,09	42 400	26 598,77	27 102,77	27 568,07	28 033,37	28 498,67												
37 400	23 978,99	24 526,46	24 991,76	25 457,06	25 922,36	42 500	26 654,24	27 158,24	27 623,54	28 088,84	28 554,14												
37 500	24 028,96	24 573,73	25 039,03	25 504,33	25 969,63	42 600	26 709,70	27 213,70	27 679,00	28 144,30	28 609,60												
37 600	24 078,93	24 621,00	25 086,30	25 551,60	26 016,90	42 700	26 765,17	27 269,17	27 734,47	28 199,77	28 665,07												
37 700	24 128,90	24 668,27	25 133,57	25 598,87	26 064,17	42 800	26 820,64	27 324,64	27 789,94	28 255,24	28 720,54												
37 800	24 178,87	24 715,54	25 180,84	25 646,14	26 111,44	42 900	26 876,10	27 380,10	27 845,40	28 310,70	28 776,00												
37 900	24 228,84	24 762,81	25 228,11	25 693,41	26 158,71	43 000	26 931,57	27 435,57	27 900,87	28 366,17	28 831,47												
38 000	24 278,81	24 810,08	25 275,38	25 740,68	26 205,98	43 100	26 987,04	27 491,04	27 956,34	28 421,64	28 886,94												
38 100	24 328,78	24 857,35	25 322,65	25 787,95	26 253,25	43 200	27 042,50	27 546,50	28 011,80	28 477,10	28 942,40												
38 200	24 378,75	24 904,62	25 369,92	25 835,22	26 300,52	43 300	27 097,97	27 601,97	28 067,27	28 532,57	28 997,87												
38 300	24 428,72	24 951,89	25 417,19	25 882,49	26 347,79	43 400	27 153,44	27 657,44	28 122,74	28 588,04	29 053,34												
38 400	24 478,69	24 999,16	25 464,46	25 929,76	26 395,06	43 500	27 208,91	27 712,91	28 178,21	28 643,51	29 108,81												
38 500	24 528,66	25 046,43	25 511,73	25 977,03	26 442,33	43 600	27 264,37	27 768,37	28 233,67	28 698,97	29 164,27												
38 600	24 578,63	25 093,70	25 559,00	26 024,30	26 489,60	43 700	27 319,84	27 823,84	28 289,14	28 754,44	29 219,74												
38 700	24 628,60	25 140,97	25 606,27	26 071,57	26 536,87	43 800	27 375,31	27 879,31	28 344,61	28 809,91	29 275,21												
38 800	24 678,57	25 188,24	25 653,54	26 118,84	26 584,14	43 900	27 430,77	27 934,77	28 400,07	28 865,37	29 330,67												
38 900	24 728,54	25 235,51	25 700,81	26 166,11	26 631,41	44 000	27 486,24	27 990,24	28 455,54	28 920,84	29 386,14												
39 000	24 778,51	25 282,78	25 748,08	26 213,38	26 678,68	44 100	27 541,71	28 045,71	28 511,01	28 976,31	29 441,61												
39 100	24 830,11	25 334,11	25 799,41	26 264,71	26 730,01	44 200	27 597,17	28 101,17	28 566,47	29 031,77	29 497,07												
39 200	24 881,72	25 385,72	25 851,02	26 316,32	26 781,62	44 300	27 652,64	28 156,64	28 621,94	29 087,24	29 552,54												
39 300	24 933,33	25 437,33	25 902,63	26 367,93	26 833,23	44 400	27 708,11	28 212,11	28 677,41	29 142,71	29 608,01												
39 400	24 984,94	25 488,94	25 954,24	26 419,54	26 884,84	44 500	27 763,58	28 267,58	28 732,88	29 198,18	29 663,48												
39 500	25 036,54	25 540,54	26 005,84	26 471,14	26 936,44	44 600	27 819,04	28 323,04	28 788,34	29 253,64	29 718,94												
39 600	25 088,15	25 592,15	26 057,45	26 522,75	26 988,05	44 700	27 874,51	28 378,51	28 843,81	29 309,11	29 774,41												
39 700	25 139,76	25 643,76	26 109,06	26 574,36	27 039,66	44 800	27 929,98	28 433,98	28 899,28	29 364,58	29 829,88												
39 800	25 191,37	25 695,37	26 160,67	26 625,97	27 091,27	44 900	27 985,44	28 489,44	28 954,74	29 420,04	29 885,34												
39 900	25 242,97	25 746,97	26 212,27	26 677,57	27 142,87	45 000	28 040,91	28 544,91	29 010,21	29 475,51	29 940,81												
40 000	25 294,58	25 798,58	26 263,88	26 729,18	27 194,48	45 100	28 096,38	28 600,38	29 065,68	29 530,98	29 996,28												
40 100	25 346,19	25 850,19	26 315,49	26 780,79	27 246,09	45 200	28 151,84	28 655,84	29 121,14	29 586,44	30 051,74												
40 200	25 397,79	25 901,79	26 367,09	26 832,39	27 297,69	45 300	28 207,31	28 711,31	29 176,61	29 641,91	30 107,21												
40 300	25 449,40	25 953,40	26 418,70	26 884,00	27 349,30	45 400	28 262,78	28 766,78	29 232,08	29 697,38	30 162,68												
40 400	25 501,01	26 005,01	26 470,31	26 935,61	27 400,91	45 500	28 318,25	28 822,25	29 287,55	29 752,85	30 218,15												
40 500	25 552,62	26 056,62	26 521,92	26 987,22	27 452,52	45 600	28 373,71	28 877,71	29 343,01	29 808,31	30 273,61												
40 600	25 604,22	26 108,22	26 573,52	27 038,82	27 504,12	45 700	28 429,18	28 933,18	29 398,48	29 863,78	30 329,08												
40 700	25 655,83	26 159,83	26 625,13	27 090,43	27 555,73	45 800	28 484,65	28 988,65	29 453,95	29 919,25	30 384,55												
40 800	25 711,30	26 215,30	26 680,60	27 145,90	27 611,20	45 900	28 540,11	29 044,11	29 509,41	29 974,71	30 440,01												
40 900	25 766,76	26 270,76	26 736,06	27 201,36	27 666,66	46 000	28 595,58	29 099,58	29 564,88	30 030,18	30 495,48												
41 000	25 822,23	26 326,23	26 791,53	27 256,83	27 722,13	46 100	28 651,05	29 155,05	29 620,35	30 085,65	30 550,95												
41 100	25 877,70	26 381,70	26 847,00	27 312,30	27 777,60	46 200	28 706,51	29 210,51	29 675,81	30 141,11	30 606,41												
41 200	25 933,16	26 437,16	26 902,46	27 367,76	27 833,06	46 300	28 761,98	29 265,98	29 731,28	30 196,58	30 661,88												
41 300	25 988,63	26 492,63	26 957,93	27 423,23	27 888,53	46 400	28 817,45	29 321,45	29 786,75	30 252,05	30 717,35												

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Travailleur avec conjoint non à charge					Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 2004) Travailleur avec conjoint non à charge				
	Nombre de personnes à charge						Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus		0	1	2	3	4 et plus
46 500	28 872,92	29 376,92	29 842,22	30 307,52	30 772,82	51 600	31 701,73	32 205,73	32 671,03	33 136,33	33 601,63
46 600	28 928,38	29 432,38	29 897,68	30 362,98	30 828,28	51 700	31 757,20	32 261,20	32 726,50	33 191,80	33 657,10
46 700	28 983,85	29 487,85	29 953,15	30 418,45	30 883,75	51 800	31 812,67	32 316,67	32 781,97	33 247,27	33 712,57
46 800	29 039,32	29 543,32	30 008,62	30 473,92	30 939,22	51 900	31 868,13	32 372,13	32 837,43	33 302,73	33 768,03
46 900	29 094,78	29 598,78	30 064,08	30 529,38	30 994,68	52 000	31 923,60	32 427,60	32 892,90	33 358,20	33 823,50
47 000	29 150,25	29 654,25	30 119,55	30 584,85	31 050,15	52 100	31 979,07	32 483,07	32 948,37	33 413,67	33 878,97
47 100	29 205,72	29 709,72	30 175,02	30 640,32	31 105,62	52 200	32 034,53	32 538,53	33 003,83	33 469,13	33 934,43
47 200	29 261,18	29 765,18	30 230,48	30 695,78	31 161,08	52 300	32 090,00	32 594,00	33 059,30	33 524,60	33 989,90
47 300	29 316,65	29 820,65	30 285,95	30 751,25	31 216,55	52 400	32 145,47	32 649,47	33 114,77	33 580,07	34 045,37
47 400	29 372,12	29 876,12	30 341,42	30 806,72	31 272,02	52 500	32 200,94	32 704,94	33 170,24	33 635,54	34 100,84
47 500	29 427,59	29 931,59	30 396,89	30 862,19	31 327,49	52 600	32 256,40	32 760,40	33 225,70	33 691,00	34 156,30
47 600	29 483,05	29 987,05	30 452,35	30 917,65	31 382,95	52 700	32 311,87	32 815,87	33 281,17	33 746,47	34 211,77
47 700	29 538,52	30 042,52	30 507,82	30 973,12	31 438,42	52 800	32 367,34	32 871,34	33 336,64	33 801,94	34 267,24
47 800	29 593,99	30 097,99	30 563,29	31 028,59	31 493,89	52 900	32 422,80	32 926,80	33 392,10	33 857,40	34 322,70
47 900	29 649,45	30 153,45	30 618,75	31 084,05	31 549,35	53 000	32 478,27	32 982,27	33 447,57	33 912,87	34 378,17
48 000	29 704,92	30 208,92	30 674,22	31 139,52	31 604,82	53 100	32 533,74	33 037,74	33 503,04	33 968,34	34 433,64
48 100	29 760,39	30 264,39	30 729,69	31 194,99	31 660,29	53 200	32 589,20	33 093,20	33 558,50	34 023,80	34 489,10
48 200	29 815,85	30 319,85	30 785,15	31 250,45	31 715,75	53 300	32 644,67	33 148,67	33 613,97	34 079,27	34 544,57
48 300	29 871,32	30 375,32	30 840,62	31 305,92	31 771,22	53 400	32 700,14	33 204,14	33 669,44	34 134,74	34 600,04
48 400	29 926,79	30 430,79	30 896,09	31 361,39	31 826,69	53 500	32 755,61	33 259,61	33 724,91	34 190,21	34 655,51
48 500	29 982,26	30 486,26	30 951,56	31 416,86	31 882,16	53 600	32 811,07	33 315,07	33 780,37	34 245,67	34 710,97
48 600	30 037,72	30 541,72	31 007,02	31 472,32	31 937,62	53 700	32 866,54	33 370,54	33 835,84	34 301,14	34 766,44
48 700	30 093,19	30 597,19	31 062,49	31 527,79	31 993,09	53 800	32 922,01	33 426,01	33 891,31	34 356,61	34 821,91
48 800	30 148,66	30 652,66	31 117,96	31 583,26	32 048,56	53 900	32 977,47	33 481,47	33 946,77	34 412,07	34 877,37
48 900	30 204,12	30 708,12	31 173,42	31 638,72	32 104,02	54 000	33 032,94	33 536,94	34 002,24	34 467,54	34 932,84
49 000	30 259,59	30 763,59	31 228,89	31 694,19	32 159,49	54 100	33 088,41	33 592,41	34 057,71	34 523,01	34 988,31
49 100	30 315,06	30 819,06	31 284,36	31 749,66	32 214,96	54 200	33 143,87	33 647,87	34 113,17	34 578,47	35 043,77
49 200	30 370,52	30 874,52	31 339,82	31 805,12	32 270,42	54 300	33 199,34	33 703,34	34 168,64	34 633,94	35 099,24
49 300	30 425,99	30 929,99	31 395,29	31 860,59	32 325,89	54 400	33 254,81	33 758,81	34 224,11	34 689,41	35 154,71
49 400	30 481,46	30 985,46	31 450,76	31 916,06	32 381,36	54 500	33 310,28	33 814,28	34 279,58	34 744,88	35 210,18
49 500	30 536,93	31 040,93	31 506,23	31 971,53	32 436,83	54 600	33 365,74	33 869,74	34 335,04	34 800,34	35 265,64
49 600	30 592,39	31 096,39	31 561,69	32 026,99	32 492,29	54 700	33 421,21	33 925,21	34 390,51	34 855,81	35 321,11
49 700	30 647,86	31 151,86	31 617,16	32 082,46	32 547,76	54 800	33 476,68	33 980,68	34 445,98	34 911,28	35 376,58
49 800	30 703,33	31 207,33	31 672,63	32 137,93	32 603,23	54 900	33 532,14	34 036,14	34 501,44	34 966,74	35 432,04
49 900	30 758,79	31 262,79	31 728,09	32 193,39	32 658,69	55 000	33 587,61	34 091,61	34 556,91	35 022,21	35 487,51
50 000	30 814,26	31 318,26	31 783,56	32 248,86	32 714,16						
50 100	30 869,73	31 373,73	31 839,03	32 304,33	32 769,63						
50 200	30 925,19	31 429,19	31 894,49	32 359,79	32 825,09						
50 300	30 980,66	31 484,66	31 949,96	32 415,26	32 880,56						
50 400	31 036,13	31 540,13	32 005,43	32 470,73	32 936,03						
50 500	31 091,60	31 595,60	32 060,90	32 526,20	32 991,50						
50 600	31 147,06	31 651,06	32 116,36	32 581,66	33 046,96						
50 700	31 202,53	31 706,53	32 171,83	32 637,13	33 102,43						
50 800	31 258,00	31 762,00	32 227,30	32 692,60	33 157,90						
50 900	31 313,46	31 817,46	32 282,76	32 748,06	33 213,36						
51 000	31 368,93	31 872,93	32 338,23	32 803,53	33 268,83						
51 100	31 424,40	31 928,40	32 393,70	32 859,00	33 324,30						
51 200	31 479,86	31 983,86	32 449,16	32 914,46	33 379,76						
51 300	31 535,33	32 039,33	32 504,63	32 969,93	33 435,23						
51 400	31 590,80	32 094,80	32 560,10	33 025,40	33 490,70						
51 500	31 646,27	32 150,27	32 615,57	33 080,87	33 546,17						

41477

Avis

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001)

Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2004

Avis est donné par les présentes que la Commission de la santé et de la sécurité du travail a adopté le texte définitif du « Règlement sur la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2004 » qui apparaît ci-dessous.

Ce règlement a été prépublié, conformément à la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), à la page 3089 de la *Gazette officielle du Québec* du 2 juillet 2003 avec avis qu'à l'expiration d'un délai de 45 jours, la Commission de la santé et de la sécurité du travail pourrait en adopter le texte final.

En vertu de l'article 50 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, le «Règlement sur la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2004» prend effet le 1^{er} janvier 2004.

*Le président du conseil d'administration
et chef de la direction
de la Commission de la santé
et de la sécurité du travail,*
JACQUES LAMONDE

Règlement sur la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2004

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles
(L.R.Q., c. A-3.001, a. 50)

1. La table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2004 est la suivante :

Tranche	Limite inférieure		Limite supérieure
1. de	15 225 \$	à moins de	16 000 \$
2. “	16 000 \$	“	18 000 \$
3. “	18 000 \$	“	21 000 \$
4. “	21 000 \$	“	24 000 \$
5. “	24 000 \$	“	27 000 \$
6. “	27 000 \$	“	30 000 \$
7. “	30 000 \$	“	33 000 \$
8. “	33 000 \$	“	36 000 \$
9. “	36 000 \$	“	39 000 \$
10. “	39 000 \$	“	42 000 \$

Tranche	Limite inférieure		Limite supérieure
11. “	42 000 \$	“	45 000 \$
12. “	45 000 \$	“	48 000 \$
13. “	48 000 \$	“	51 000 \$
14. “	51 000 \$	“	54 000 \$
15. “	54 000 \$	“	55 000 \$
16.	55 000 \$	et plus	

2. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

41476

Avis d'approbation

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

Diététistes

— Attestations acceptées par l'Ordre professionnel aux fins de la délivrance du permis

Prenez avis que le Bureau de l'Ordre professionnel des diététistes du Québec a adopté, conformément au paragraphe *n* de l'article 94 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), le Règlement sur les attestations acceptées par l'Ordre professionnel des diététistes du Québec aux fins de la délivrance du permis et que, conformément à l'article 95.2 du Code des professions, ce règlement a été approuvé, sans modification, par l'Office des professions du Québec le 20 novembre 2003.

Conformément à l'article 17 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) ainsi qu'à l'article 2 du règlement, ce dernier entrera en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

*Le président de l'Office des
professions du Québec,*
GAÉTAN LEMOYNE

Règlement sur les attestations acceptées par l'Ordre professionnel des diététistes du Québec aux fins de la délivrance du permis

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 94, par. n)

1. L'attestation délivrée à la suite de la réussite d'un programme d'études qui mène à l'obtention d'un diplôme visé à l'article 1.06 du Règlement sur les diplômes délivrés par les établissements d'enseignement désignés qui donnent droit aux permis et aux certificats de spécialistes des ordres professionnels, édicté par le décret numéro 1139-83 du 1^{er} juin 1983, tient lieu de diplôme reconnu valide aux fins de la délivrance d'un permis par le Bureau de l'Ordre professionnel des diététistes du Québec.

Cette attestation, qui doit être signée par la personne responsable à la direction du programme universitaire, doit confirmer que l'étudiant inscrit au programme d'études a satisfait à toutes les exigences de celui-ci, incluant les stages, et qu'il a droit au diplôme mentionné au premier alinéa.

2. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

41562

A.M., 2003-024F

Arrêté du ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs et du ministre délégué à la Forêt, à la Faune et aux Parcs en date du 20 novembre 2003

Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune
(L.R.Q., c. C-61.1)

CONCERNANT la zone d'exploitation contrôlée Des Anses

LE MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES, DE LA FAUNE ET DES PARCS ET LE MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA FORÊT, À LA FAUNE ET AUX PARCS,

VU l'établissement de la zone d'exploitation contrôlée des Anses en vertu de l'article 81.2 de la Loi sur la conservation de la faune (L.R.Q., c. C-61) par l'édition du Règlement sur la zone d'exploitation contrôlée Des Anses (R.R.Q., 1981, c. C-61, r.105);

VU le remplacement de la Loi sur la conservation de la faune par la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1);

VU l'article 186 de cette loi, lequel prévoit qu'une disposition d'un règlement, d'un arrêté en conseil ou d'un décret adopté par le gouvernement en vertu de la Loi sur la conservation de la faune, continue d'être en vigueur en autant qu'elle est compatible avec la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune;

VU l'article 184 de cette loi, lequel prévoit que les dispositions de la Loi sur la conservation de la faune sont remplacées par les dispositions correspondantes de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune;

VU l'article 104 de cette loi, lequel prévoit que le ministre peut établir sur les terres du domaine de l'État des zones d'exploitation contrôlée à des fins d'aménagement, d'exploitation ou de conservation de la faune ou d'une espèce faunique et accessoirement à des fins de pratique d'activités récréatives;

VU l'article 191.1 de cette loi, lequel prévoit que les règlements adoptés par le gouvernement en vertu de l'article 104 de cette loi, avant le 1^{er} janvier 1987, continuent d'être en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient, à compter du 17 juin 1998, remplacés ou abrogés par un arrêté du ministre;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de modifier les limites territoriales de la zone d'exploitation contrôlée Des Anses;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de remplacer le Règlement sur la zone d'exploitation contrôlée Des Anses (R.R.Q., 1981, c. C-61, r.105);

ARRÊTENT ce qui suit :

Le territoire dont le plan apparaît en annexe au présent arrêté est établi en zone d'exploitation contrôlée à des fins de chasse et de pêche, désignée sous le nom de « Zone d'exploitation contrôlée Des Anses »;

Le présent arrêté remplace le Règlement sur la zone d'exploitation contrôlée Des Anses (R.R.Q., 1981, c. C-61, r.105);

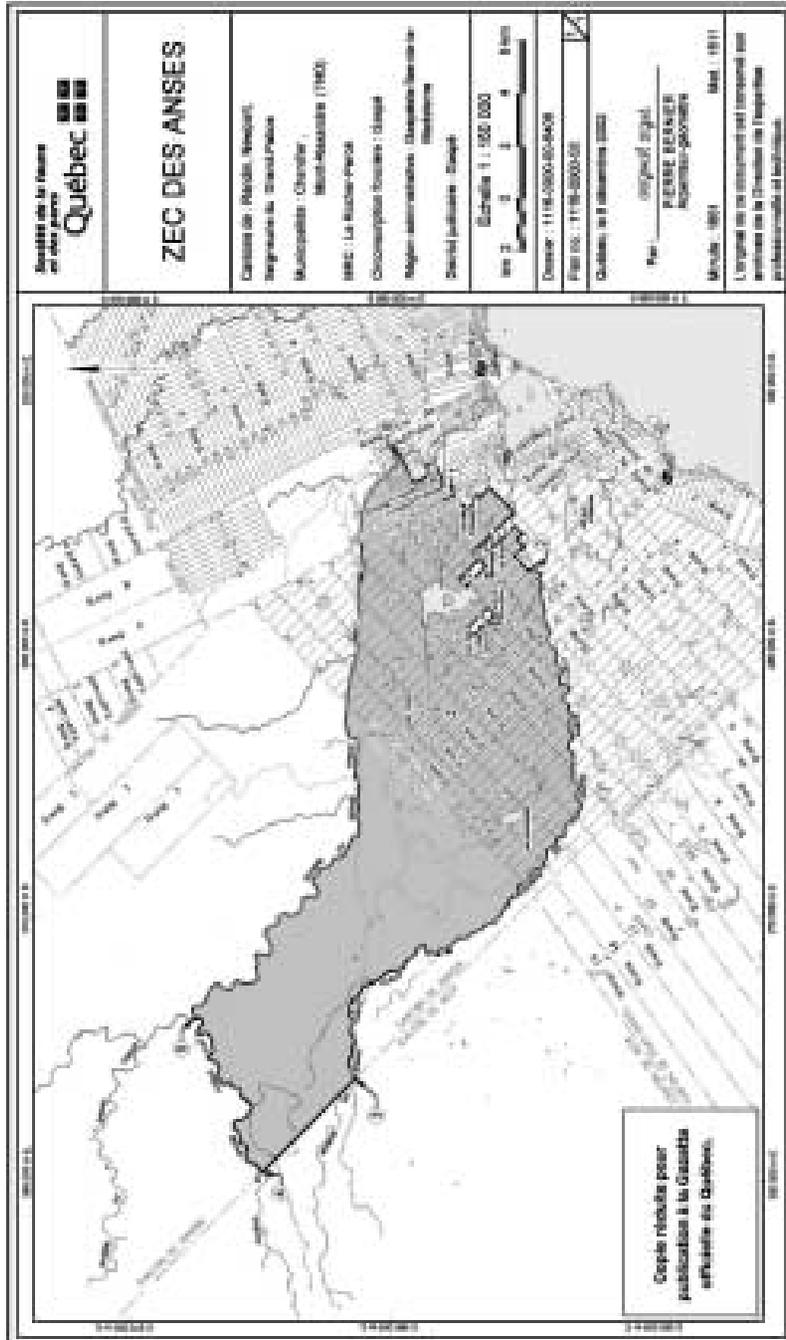
Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Québec, le 20 novembre 2003

*Le ministre des Ressources
naturelles, de la Faune
et des Parcs,*
SAM HAMAD

*Le ministre délégué
à la Forêt, à la Faune
et aux Parcs,*
PIERRE CORBEIL

ANNEXE



Projets de règlement

Projet de règlement

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26)

Diététistes

— Activités professionnelles qui peuvent être exercées par des personnes autres que des diététistes

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le «Règlement sur les activités professionnelles qui peuvent être exercées par des personnes autres que des diététistes», adopté par le Bureau de l'Ordre professionnel des diététistes du Québec, pourra être soumis au gouvernement qui pourra l'approuver, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Selon l'Ordre professionnel des diététistes du Québec, l'adoption de ce règlement est rendue nécessaire en raison des nouvelles activités professionnelles qui ont été réservées aux diététistes dans le domaine de la santé, à la suite de l'entrée en vigueur de la Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé (2002, c. 33). Plus particulièrement, ce règlement :

1^o détermine, parmi les activités professionnelles que peuvent exercer les diététistes, celles qui peuvent l'être par un étudiant en diététique dans le cadre de sa formation et par un candidat à l'exercice de la profession en vue d'obtenir une équivalence de diplôme ou de formation ;

2^o précise les conditions et les modalités suivant lesquelles ces activités professionnelles peuvent être exercées par ces personnes.

Selon l'Ordre, ce règlement n'a aucun impact sur les entreprises, y compris les PME.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur Jean-Philippe Legault, directeur général et secrétaire de l'Ordre professionnel des diététistes du Québec, 1425, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 703, Montréal (Québec) H3G 1T7, numéro de téléphone : (514) 393-3733 ou 1 888 393-8528; numéro de télécopieur : (514) 393-3582.

Toute personne ayant des commentaires à formuler est priée de les transmettre, avant l'expiration de ce délai, au président de l'Office des professions du Québec, 800, place D'Youville, 10^e étage, Québec (Québec) G1R 5Z3. Ces commentaires seront communiqués par l'Office au ministre responsable de l'application des lois professionnelles ; ils pourront également l'être à l'ordre professionnel qui a adopté le règlement ainsi qu'aux personnes, ministères et organismes intéressés.

*Le président de l'Office des
professions du Québec,*
GAÉTAN LEMOYNE

Règlement sur les activités professionnelles qui peuvent être exercées par des personnes autres que des diététistes

Code des professions
(L.R.Q., c. C-26, a. 94, par. h)

1. Un étudiant inscrit au programme d'études qui mène à l'obtention d'un diplôme donnant ouverture à un permis délivré par l'Ordre professionnel des diététistes du Québec peut exercer, parmi les activités professionnelles que peuvent exercer les diététistes, celles qui sont requises aux fins de compléter ce programme, à condition qu'il les exerce sous la supervision d'un diététiste qui est disponible en vue d'une intervention dans un court délai.

2. Un candidat visé à l'article 8 du Règlement sur les normes d'équivalence de diplôme et de formation aux fins de la délivrance d'un permis de l'Ordre professionnel des diététistes du Québec, approuvé par le décret numéro 222-96 du 21 février 1996, peut exercer, parmi les activités professionnelles que peuvent exercer les diététistes, celles qui sont requises aux fins de compléter la formation qui lui permettrait de bénéficier d'une équivalence de diplôme ou de formation, à condition qu'il les exerce sous la supervision d'un diététiste qui est disponible en vue d'une intervention dans un court délai.

3. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Projet de règlement

Loi sur l'aide juridique
(L.R.Q., c. A-14)

Notaires

— Conditions d'exercice, mode de règlement des différends et tarif des honoraires

Avis est donné par les présentes, conformément à l'article 10 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le «Règlement ratifiant l'entente entre le ministre de la Justice et la Chambre des notaires du Québec intervenue le 11 octobre 2003 sur les conditions d'exercice, le mode de règlement des différends et le tarif des honoraires des notaires pour les services rendus dans le cadre de la Loi sur l'aide juridique», dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Cette entente a été négociée conformément au premier alinéa de l'article 81 de la Loi sur l'aide juridique (L.R.Q., c. A-14).

Ce projet de règlement vise à mettre en œuvre de nouveaux tarifs convenus entre la Chambre des notaires du Québec et le ministre de la Justice concernant les honoraires professionnels pour des services de nature notariale rendus dans le cadre de la Loi sur l'aide juridique. L'ensemble du contenu du règlement a aussi été actualisé, l'ancien règlement ayant cours depuis 1978.

Le projet de règlement a des incidences sur les notaires de pratique privée qui acceptent de fournir leurs services professionnels dans le cadre du régime d'aide juridique. En effet, l'entente établit les honoraires qui leur seraient payables ainsi que certaines conditions d'exercice des mandats qui leur sont attribués dans le cadre de ce régime.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à madame Johanne Lévesque, 1200, route de l'Église, 8^e étage, Sainte-Foy (Québec) G1V 4M1, au numéro de téléphone: (418) 646-7656 (poste 20041), numéro de télécopieur: (418) 646-3899.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce projet de règlement est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 45 jours à compter de la présente publication, au ministre de la justice, 1200, route de l'Église, 9^e étage, Sainte-Foy (Québec) G1V 4M1.

Le ministre de la Justice,
MARC BELLEMARE

Règlement ratifiant l'entente entre le ministre de la Justice et la Chambre des notaires du Québec intervenue le 11 octobre 2003 sur les conditions d'exercice, le mode de règlement des différends et le tarif des honoraires des notaires pour les services rendus dans le cadre de la Loi sur l'aide juridique

Loi sur l'aide juridique
(L.R.Q., c. A-14, a. 81)

1. Est ratifiée l'entente ci-annexée, intervenue le 11 octobre 2003 entre le ministre de la Justice et la Chambre des notaires du Québec sur les conditions d'exercice, le mode de règlement des différends et le tarif des honoraires des notaires applicable aux fins de la Loi sur l'aide juridique, qui remplace l'entente intervenue le 15 avril 1977.

2. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

ENTENTE

ENTRE

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

ET

LA CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC

ATTENDU QUE l'article 81 de la Loi sur l'aide juridique prévoit que :

«**81.** Le ministre négocie avec les organismes habilités à représenter les notaires, les avocats, les huissiers ou les sténographes, les tarifs des honoraires applicables aux fins de la présente loi ainsi qu'une procédure de règlement des différends et les matières qui peuvent en être l'objet.

Malgré toute loi générale ou spéciale, le gouvernement peut adopter des règlements pour ratifier une entente visée au premier alinéa ou, à défaut d'une telle entente, pour établir de tels tarifs aux fins de la présente loi. Ces règlements peuvent en outre prévoir quelle personne peut déterminer les honoraires applicables à un service non tarifé. Ils peuvent de plus prévoir une procédure de règlement des différends et les matières qui peuvent en être l'objet.

Un tarif établi suivant les dispositions du présent article peut fixer, dans la mesure qui y est prévue, des honoraires forfaitaires pour l'ensemble des services juridiques fournis dans le cadre d'un même mandat. Il peut également prévoir le niveau maximal des honoraires pouvant être versés en vertu de la présente loi à un même professionnel au cours d'une période que le tarif indique et au-delà duquel les honoraires versés à ce professionnel sont réduits, pour chaque mandat, dans la proportion que le tarif indique. Les dispositions du tarif relatives au niveau maximal des honoraires pouvant être versés à un même professionnel peuvent varier selon la catégorie de professionnels à laquelle elles s'appliquent.

La Commission et les centres sont liés par tout règlement visé au deuxième alinéa. ».

ATTENDU QU'une entente est intervenue pour remplacer le Tarif d'honoraires des notaires aux fins de la Loi sur l'aide juridique, édicté par le décret 2254-78 du 12 juillet 1978;

LES PARTIES DÉCLARENT ET CONVIENNENT QUE le texte ci-annexé constitue l'entente sur les conditions d'exercice, le mode de règlement des différends et le tarif des honoraires des notaires dans le cadre du régime d'aide juridique.

EN FOI DE QUOI les parties ont signé à Québec ce 11^e jour d'octobre 2003.

DENIS MARSOLAIS,
*président de la Chambre
des notaires du Québec*

MARC BELLEMARE,
ministre de la Justice

ENTENTE INTERVENUE ENTRE LE MINISTRE DE LA JUSTICE ET LA CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE, LE MODE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LE TARIF DES HONORAIRES DES NOTAIRES POUR LES SERVICES RENDUS DANS LE CADRE DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE

CHAPITRE I

OBJET ET CHAMP D'APPLICATION DE L'ENTENTE

1. La présente entente a pour objet la détermination des conditions d'exercice, du mode de règlement des différends et des honoraires applicables aux services professionnels rendus par les notaires dans le cadre du régime d'aide juridique.

2. Elle régit tout notaire qui accepte de rendre, conformément à la Loi sur l'aide juridique (L.R.Q., c. A-14), des services professionnels à un bénéficiaire, à l'exception du notaire qui est à l'emploi d'un centre d'aide juridique.

CHAPITRE II

CONDITIONS D'EXERCICE

SECTION I

LE LIBRE CHOIX DU NOTAIRE

3. Une personne financièrement admissible à l'aide juridique peut consulter un notaire exerçant en cabinet privé avant de soumettre une demande d'aide en vertu de l'article 62 de la Loi sur l'aide juridique.

4. Une demande d'aide juridique peut être soumise par le notaire lui-même pour le compte d'une personne en faveur de laquelle une attestation conditionnelle d'admissibilité peut être émise en vertu de la loi. En pareil cas, la demande est verbale.

5. Un organisme d'aide juridique doit, selon les critères établis par la loi, répartir équitablement entre les notaires les mandats pour lesquels des bénéficiaires désirent bénéficier de services juridiques dispensés par un notaire inscrit au régime d'aide juridique, sans avoir fait de choix particulier.

6. Lors d'une substitution de notaire à laquelle s'applique l'article 81 du Règlement d'application de la Loi sur l'aide juridique, le centre d'aide juridique doit aviser, par écrit, le notaire au dossier que le bénéficiaire a requis une substitution de notaire et l'informer du nom du nouveau notaire.

Le premier alinéa s'applique également lorsque l'un des notaires concernés est à l'emploi d'un organisme d'aide juridique.

7. Le notaire qui rend un service juridique à une personne qui, pour ce service, devient bénéficiaire de l'aide juridique, conserve son mandat sous réserve des dispositions de la loi.

En pareil cas, l'organisme d'aide juridique qui décerne l'attestation d'admissibilité doit en aviser le notaire et requérir son acceptation de continuer le mandat aux conditions établies par la Loi sur l'aide juridique et les règlements pris en application de cette loi.

SECTION II

LES LIBERTÉS PROFESSIONNELLES

8. Le régime d'aide juridique doit respecter les libertés professionnelles du notaire; tout particulièrement, le régime reconnaît l'autonomie professionnelle du notaire et sauvegarde le caractère personnel et privilégié de sa relation avec le bénéficiaire.

9. Le notaire conserve, dans le cadre du régime d'aide juridique, son autonomie professionnelle. Il est de son ressort de décider des services qu'il doit rendre, dans le cadre du mandat d'aide juridique, en recherchant le meilleur intérêt du bénéficiaire.

Le notaire se conforme au mandat qu'il reçoit d'un organisme d'aide juridique pour le compte du bénéficiaire; les conditions de ce mandat ont pour objet l'identification du service d'aide juridique que requiert le bénéficiaire.

10. L'organisme d'aide juridique s'abstient d'intervenir dans l'exercice du mandat du notaire; il peut toutefois s'assurer de son exécution.

11. Le notaire peut refuser un mandat d'aide juridique.

12. Le notaire peut selon les normes d'exercice reconnues, mettre fin à tout mandat; en pareil cas, il en avise par écrit l'organisme d'aide juridique et le bénéficiaire.

13. Le notaire rend compte au bénéficiaire de l'exercice de son mandat et fait rapport, auprès de l'organisme d'aide juridique dont il a reçu le mandat, des services professionnels qu'il a rendus.

Dans ses communications avec la Commission des services juridiques ou un organisme d'aide juridique, le notaire doit respecter le secret professionnel.

SECTION III

HONORAIRES APPLICABLES ET MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

14. Tout service juridique, rendu conformément aux dispositions de la Loi sur l'aide juridique et de la présente entente par le notaire ou, dans la mesure prévue à l'article 52 de cette loi, par un stagiaire agissant sous sa supervision, est rémunéré selon le tarif qui apparaît à l'annexe I.

Un service professionnel relatif à l'exercice d'un droit découlant d'une loi ou d'un règlement pour lequel la présente entente ne prévoit pas les honoraires payables ou le paiement d'une considération spéciale, fait l'objet d'une rémunération. En pareil cas, l'organisme d'aide juridique apprécie le relevé d'honoraires du notaire et fixe le montant de la rémunération. Cette décision peut faire l'objet d'un différend qui peut être réglé selon le mode de règlement prévu à la section IV.

15. Le notaire fait parvenir son relevé d'honoraires et de débours à l'organisme d'aide juridique qui lui a confié le mandat dans les trois ans qui suivent la fin de son mandat. Ce délai est de rigueur. Le paiement est effectué dans les 30 jours de sa réception.

Dans les cas déterminés par règlement, le relevé d'honoraires est transmis à la Commission des services juridiques et acquitté par elle dans le même délai.

Lorsqu'il y a eu remplacement de notaire en vertu de l'article 81.1 du Règlement d'application de la Loi sur l'aide juridique, le relevé d'honoraires est transmis par le notaire à qui le mandat a été confié et le paiement des honoraires et débours est effectué comme s'il n'y avait pas eu remplacement.

16. Tout montant dû et non acquitté sur un relevé d'honoraires, complété conformément à la Loi et à la présente entente, porte intérêt, 30 jours après sa réception par l'organisme d'aide juridique ou, le cas échéant, par la Commission.

Cet intérêt est calculé sur une base annuelle et est égal au taux d'escompte de la Banque du Canada en vigueur les 1^{er} avril et 1^{er} octobre de chaque année, augmenté de un et demi pour cent (1,5%). Le taux ainsi fixé a cours durant les six (6) mois suivants.

17. Un relevé d'honoraires est complet lorsqu'il identifie les services rendus selon la nomenclature et les termes de l'annexe ou le mandat convenu, le cas échéant.

18. Les débours comprennent notamment les frais de signification par huissier ou par courrier recommandé ou certifié.

19. Le notaire ne reçoit aucune indemnité de déplacement, ni remboursement de ses frais de stationnement pour un parcours à l'intérieur d'un rayon de 25 km de son étude.

Le notaire a droit à l'indemnité maximale pour frais de transport fixée par le Conseil du trésor dans sa Directive sur les frais remboursables lors d'un déplacement et autres frais inhérents, pour l'utilisation d'un véhicule personnel :

1° Selon la distance effectivement parcourue, s'il s'agit d'un déplacement excédant un rayon de 25 km de son étude et effectué dans les limites de la circonscription foncière où se situe cette étude ;

2° Selon la distance effectivement parcourue, jusqu'à concurrence de 200 km, s'il s'agit d'un déplacement excédant un rayon de 25 km de son étude et effectué hors des limites de la circonscription foncière où se situe cette étude;

3° Selon la distance effectivement parcourue par le notaire s'il s'agit d'un déplacement effectué, avec l'autorisation du directeur général du centre d'aide juridique, hors des limites de la circonscription foncière où se situe son étude, lorsque la nature ou la complexité de l'affaire exige que le mandat soit confié à ce notaire.

Le notaire qui, suivant les dispositions du présent article, a droit à une indemnité a également droit au remboursement des frais de stationnement qu'il a supportés.

L'indemnité de déplacement et les frais de stationnement ne peuvent toutefois excéder les frais réels de transport que le notaire a effectivement supportés.

20. Le notaire qui représente un bénéficiaire auquel l'aide juridique est suspendue ou retirée ou un bénéficiaire qui cesse d'être admissible à cette aide, est rémunéré selon les dispositions de la présente entente pour les services rendus avant la réception d'un avis de l'organisme d'aide juridique, transmis par voie postale ou par voie de télécommunication, l'informant de la cessation des services juridiques et des motifs de la décision.

Le premier alinéa s'applique également lorsque le bénéficiaire renonce, en cours de mandat, à l'aide juridique.

21. Un organisme d'aide juridique qui refuse d'acquitter un relevé d'honoraires doit, dans les 30 jours de sa réception, en aviser par écrit le notaire en indiquant les motifs de son refus.

Le premier alinéa s'applique également à la Commission dans les cas où elle assume le paiement des honoraires.

22. Un refus de paiement d'honoraires doit porter sur la non-conformité des honoraires réclamés en vertu des dispositions de la loi et de la présente entente.

SECTION IV **MODE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS**

23. Un différend s'entend de toute mésentente concernant l'interprétation ou l'application de la présente entente, y compris toute mésentente sur un relevé d'honoraires.

24. Un différend est soumis par un notaire au moyen d'un avis adressé au centre régional ou, selon le cas, à la Commission. L'avis doit contenir un exposé sommaire des faits et du correctif requis.

Un différend concernant une contestation d'honoraires doit être soumis dans les six mois de la réception d'un avis de refus de paiement ou de réclamation en remboursement.

25. Sur réception d'un avis de différend, le centre régional ou la Commission, selon le cas, donne par écrit sa réponse.

Si la réponse ne satisfait pas le notaire, ou si aucune réponse ne lui est transmise dans les 30 jours de la soumission de l'avis de différend, le notaire peut soumettre le différend à l'arbitrage par l'envoi d'une lettre adressée au juge en chef de la Cour du Québec, dans les six mois de la réception de la réponse obtenue ou de l'expiration du délai de 30 jours de la soumission de l'avis de différend, selon le cas. Une copie de cette lettre est expédiée par le notaire au centre régional ou à la Commission, selon le cas.

26. Tout différend soumis à l'arbitrage en vertu de la présente entente, est décidé par un arbitre désigné par le juge en chef, ou le cas échéant, le juge en chef associé de la Cour du Québec parmi les juges de cette Cour.

27. L'arbitre a compétence, à l'exclusion de tout tribunal, pour décider d'un différend au sens de la présente entente. Il peut maintenir, modifier ou rescinder la décision qui fait l'objet d'un différend et selon les termes de sa sentence, ordonner un paiement ou un remboursement, fixer une compensation, rétablir un droit, ou rendre toute autre ordonnance qu'il juge équitable dans les circonstances. Toutefois, l'arbitre ne peut modifier les dispositions de la présente entente.

La décision de l'arbitre est finale et lie les parties.

28. En tout temps, l'arbitre peut rendre une décision intérimaire.

29. Les frais relatifs à la prise de débats devant l'arbitre sont assumés, s'il en est, par le centre régional ou la Commission, selon le cas.

30. L'arbitre transmet sa décision au centre régional, à la Commission, au notaire et à la Chambre des notaires.

SECTION V PORTÉE ET DURÉE DE L'ENTENTE

31. La présente entente entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Elle s'applique aux mandats délivrés à compter du 1^{er} avril 2002.

L'entente prend fin le 31 mars 2005. Malgré son expiration, elle continuera de s'appliquer jusqu'à son remplacement.

ANNEXE I (article 14)

CHAPITRE I RÈGLES GÉNÉRALES D'APPLICATION

T1. Les services mentionnés aux présentes sont l'objet d'un forfait. Les honoraires fixés englobent tout ce qui est nécessaire à l'exécution du mandat reçu. Aucune autre rémunération ne peut être versée à un notaire par un centre ou par la Commission, selon le cas, à moins que le présent tarif n'en dispose autrement.

T2. Pour chaque copie ou extrait d'actes et de pièces annexées fournis par le notaire, à la demande d'un tiers dans le cadre de l'aide juridique, à l'exception des copies ou extraits déjà autrement compris dans la rémunération en vertu de la présente entente.....40 \$

Ces honoraires comprennent notamment la rémunération pour la signature et l'expédition de la copie.

T3. Pour le remboursement de ses frais de photocopie, de télécopie, de messagerie et timbre-poste, le notaire reçoit un montant fixe de 10 \$.

CHAPITRE II ACTES RELATIFS À UN BIEN MEUBLE OU IMMEUBLE

T4. Pour la préparation et la réception de tout acte de nature mobilière ou immobilière.....225 \$ par acte

Ces honoraires comprennent outre les honoraires de l'acte lui-même, les honoraires pour tout ce qui est nécessaire pour parfaire l'exécution du mandat reçu. Ils comprennent notamment les honoraires pour la comparaison, la préparation de l'avis d'adresse, la vérification et l'ajustement de taxes, les transports d'assurances, les vacations, les pièces annexées et le certificat qu'elles comportent, l'assumption d'une obligation antérieure, les copies nécessaires, ainsi que les honoraires pour l'inclusion dans l'acte des clauses usuelles de garantie pour le paiement du solde de prix de vente ou accomplissement des obligations d'une ou des parties.

T5. Pour toute convention d'indivision relative à tout acte de nature mobilière ou immobilière.....225 \$ par acte

T6. Examen des titres complet.....225 \$ par acte

L'examen des titres complet comprend ce qui est requis à cet égard par les usages et les règles de l'art. Les honoraires relatifs à l'examen des titres complet ne peuvent être facturés qu'une seule fois par transaction, que celle-ci implique un seul acte ou plusieurs.

Si le notaire ne fait qu'un examen sommaire des titres ou n'effectue qu'une recherche à vue au bureau de la publicité des droits.....80 \$

CHAPITRE III ACTES DE SERVITUDE

T7. Pour la préparation et la réception de tout acte de servitude.....225 \$

Ces honoraires comprennent notamment les honoraires pour la désignation du fonds servant, du fonds dominant et de l'assiette de la servitude, les interventions nécessaires, la mention des titres de créances ainsi que 2 copies.

CHAPITRE IV QUITTANCES ET MAINLEVÉES

T8. Pour toute quittance, mainlevée d'hypothèque et autres actes emportant radiation :.....150 \$

Ces honoraires comprennent notamment toute vérification des montants ou des comptes, toute vacation au bureau de la publicité des droits ainsi que 2 copies.

CHAPITRE V**CONTRATS DE MARIAGE, D'UNION CIVILE ET DE CONJOINTS DE FAIT**

T9. Pour tout contrat de mariage ou d'union civile.....175 \$

Les honoraires comprennent notamment la préparation et la rédaction du contrat (incluant les donations entre vifs ou à cause de mort). Deux ou trois copies, la préparation de l'avis d'inscription au registre des droits personnels et réels mobiliers en trois exemplaires, la signature et l'envoi de cet avis, ainsi que la réception de l'avis et son annexion à la minute du contrat.

T10. Pour tout contrat de conjoints de fait.....275 \$

CHAPITRE VI**TESTAMENTS**

T11. Pour la préparation et la réception :

- a) tout testament.....125 \$
b) tout testament entre conjoints.....240 \$

Ces honoraires comprennent notamment une copie au testateur mais ne comprennent pas les déboursés d'inscription au Registre des dispositions testamentaires et des mandats.

CHAPITRE VII**PROCURATIONS, MANDATS ET CONSENTEMENTS**

T12. Pour toute procuration, autorisation, concours et consentement par acte séparé, ainsi que pour leur révocation.....100 \$

T13. Pour toute préparation d'un mandat donné en cas d'incapacité.....135 \$

Ces honoraires comprennent notamment les envois, correspondance et autres vacations, ainsi que les copies nécessaires.

CHAPITRE VIII**INVENTAIRE**

T14. Pour tout inventaire (article 1326 du Code civil du Québec) dans le cas d'une Curatelle.....225 \$

CHAPITRE IX**RÈGLEMENT D'UNE SUCCESSION**

T15. Règlement d'une succession :

1. Pour la rédaction de l'état de l'actif et du passif de la succession (établissement de la dévolution).....225 \$

2. Pour la renonciation à la succession.....225 \$

3. Pour la déclaration de transmission :

- Immobilière.....340 \$
- Mobilière.....225 \$

4. Ensemble des services pour la désignation du liquidateur.....225 \$

Ces honoraires comprennent la désignation, l'avis de désignation et la publication de cet avis.

5. Pour l'avis de clôture de la succession90 \$

6. Demande de recherche testamentaire.....45 \$

Ces honoraires comprennent la production d'un certificat de recherche à l'un des registres des testaments.

41533

Décisions

Décision 7943, 24 novembre 2003

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche
(L.R.Q., c. M-35.1)

Producteurs de chèvres

— Contribution

— Modification

Veillez prendre note que la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a, par sa décision 7943 du 24 novembre 2003, approuvé le Règlement modifiant le Règlement sur la contribution à l'administration du Plan conjoint des producteurs de chèvres, tel que pris par les producteurs visés par le Plan conjoint des producteurs de chèvres du Québec lors d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin et tenue le 2 octobre 2003 et dont le texte suit.

Veillez de plus noter que ce règlement est soustrait de l'application des sections III et IV de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) en vertu de l'article 203 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (L.R.Q., c. M-35.1).

Le secrétaire,

M^e CLAUDE RÉGNIER

Règlement modifiant le Règlement sur la contribution à l'administration du plan conjoint des producteurs de chèvres*

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche
(L.R.Q., c. M-35.1, a. 123, par. 1^o)

1. Le Règlement sur la contribution à l'administration du Plan conjoint des producteurs de chèvres est modifié, à l'article 1, par le remplacement du paragraphe 1^o par les suivants :

« 1^o 45 \$ par année par entreprise inscrite dans les catégories lait ou boucherie ;

1.1^o 10 \$ par année par entreprise inscrite dans la catégorie mohair ; ».

2. Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

41564

Décision

Loi sur les élections scolaires

(L.R.Q., c. E-2.3)

Directeur général des élections

— Électeurs de la Commission scolaire des patriotes

Décision du Directeur général des élections en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 30.8 de la Loi sur les élections scolaires relativement à des électeurs de la Commission scolaire des patriotes

ATTENDU QU'une élection scolaire générale doit avoir lieu le 16 novembre 2003 dans les commissions scolaires du Québec ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 39 de la Loi sur les élections scolaires (L.R.Q., c. E-2.3), le Directeur général des élections a transmis, à partir de la liste électorale permanente, au président d'élection de chaque commission scolaire la liste électorale scolaire contenant, par secteur, la liste des électeurs domiciliés sur le territoire visé par l'élection ;

ATTENDU QUE des électeurs domiciliés sur le territoire de deux circonscriptions électorales de la Commission scolaire des Patriotes, soit les circonscriptions n° 5 et n° 6, ont été erronément inscrits sur la liste électorale de la Commission scolaire Marie-Victorin ;

ATTENDU QU'un scrutin sera tenu dans les circonscriptions électorales n° 5 et n° 6 de la Commission scolaire des Patriotes ;

ATTENDU QUE la Loi sur les élections scolaires prévoit que l'électeur exerce son droit de vote sur le territoire de la commission scolaire de son domicile ;

ATTENDU QUE les électeurs des circonscriptions électorales de la Commission scolaire des Patriotes où un scrutin aura lieu ne pourront exercer leur droit de vote ;

* Le Règlement sur la contribution à l'administration du Plan conjoint des producteurs de chèvres (2001, G.O. 2, 7330) n'a pas été modifié depuis son approbation par la décision 7385 du 12 octobre 2001.

ATTENDU QUE la période de révision prévue par la Loi sur les élections scolaires est terminée depuis le 30 octobre 2003;

ATTENDU QUE l'article 30.8 de la Loi sur les élections scolaires permet au Directeur général des élections d'adapter une disposition de la loi lorsqu'il constate que, par suite d'une circonstance exceptionnelle ou d'une erreur, celle-ci ne concorde pas avec les exigences de la situation;

ATTENDU QUE le Directeur général des élections a informé préalablement le ministre de l'Éducation de la décision qu'il entend prendre;

Le Directeur général des élections, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 30.8 de la Loi sur les élections scolaires, décide d'adapter la Loi sur les élections scolaires afin d'autoriser le président d'élection de la Commission scolaire des Patriotes à prendre les mesures suivantes :

1. Le président d'élection de la Commission scolaire des Patriotes produit, à partir des informations transmises par le Directeur général des élections, un relevé de changements de la liste électorale de la circonscription n^o 5 et un relevé de changements de la liste électorale de la circonscription n^o 6, sur lesquels sont indiqués les noms des électeurs qui étaient erronément inscrits sur la liste électorale de la Commission scolaire Marie-Victorin;

2. Ces relevés de changements sont intégrés à la liste électorale de la circonscription n^o 5 et à la liste électorale de la circonscription n^o 6 et transmis à tous les candidats desdites circonscriptions;

3. Le président d'élection de la Commission scolaire des Patriotes doit prendre les moyens nécessaires pour informer les électeurs concernés de l'endroit où ils pourront exercer leur droit de vote.

La présente décision prend effet le 7 novembre 2003.

*Le directeur général des élections et
président de la Commission de
la représentation électorale,*
MARCEL BLANCHET

41531

Décision

Loi sur les élections scolaires
(L.R.Q., c. E-2.3)

Directeur général des élections — Inscription d'électeurs sur la liste électorale

Décision du Directeur général des élections en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 30.8 de la Loi sur les élections scolaires relativement à l'inscription d'électeurs sur la liste électorale pour le scrutin du 16 novembre 2003

ATTENDU QU'une élection scolaire générale doit avoir lieu le 16 novembre 2003 dans les commissions scolaires du Québec;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 39 de la Loi sur les élections scolaires (L.R.Q., c. E-2.3), le Directeur général des élections a transmis, à partir de la liste électorale permanente, au président d'élection de chaque commission scolaire la liste électorale scolaire contenant, par secteur, la liste des électeurs domiciliés sur le territoire visé par l'élection;

ATTENDU QUE des erreurs se sont produites dans la description du territoire de commissions scolaires;

ATTENDU QUE suite à ces erreurs, des électeurs sont inscrits dans une circonscription différente de celle dans laquelle ils auraient droit d'être inscrits;

ATTENDU QUE la Loi sur les élections scolaires prévoit que l'électeur exerce son droit de vote sur le territoire de la circonscription de son domicile;

ATTENDU QUE la période de révision prévue par la Loi sur les élections scolaires est terminée depuis le 30 octobre 2003;

ATTENDU QUE des électeurs seront dans l'impossibilité d'exercer leur droit de vote ou auront la possibilité de voter dans une circonscription électorale qui n'est pas celle de leur domicile si des correctifs ne sont pas apportés;

ATTENDU QUE l'article 30.8 de la Loi sur les élections scolaires permet au Directeur général des élections d'adapter une disposition de la loi lorsqu'il constate que, par suite d'une circonstance exceptionnelle ou d'une erreur, celle-ci ne concorde pas avec les exigences de la situation;

ATTENDU QUE le Directeur général des élections a informé préalablement le ministre de l'Éducation de la décision qu'il entend prendre;

Le Directeur général des élections, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 30.8 de la Loi sur les élections scolaires, décide d'adapter la Loi sur les élections scolaires afin d'autoriser les présidents d'élection des commissions scolaires où sont survenues des erreurs dans la description du territoire à prendre les mesures suivantes au plus tard le vendredi 14 novembre 2003 :

1. Erreurs sur les listes électorales de circonscriptions de la même commission scolaire

a) Lorsqu'il constate que des électeurs sont inscrits sur la liste électorale d'une circonscription qui n'est pas celle de leur domicile, le président d'élection de la commission scolaire produit un relevé de changements de la liste électorale pour la circonscription concernée si un scrutin doit être tenu dans celle-ci, afin que les électeurs soient inscrits sur la liste électorale de la circonscription de leur domicile;

b) Le président d'élection produit un relevé de changements de la liste électorale où étaient erronément inscrits les électeurs si un scrutin doit être tenu dans la circonscription concernée et indique à la liste électorale que ces électeurs ne peuvent voter;

c) Ces relevés de changements sont intégrés à la liste électorale des circonscriptions concernées et transmis à tous les candidats desdites circonscriptions;

d) Le président d'élection doit prendre les moyens nécessaires pour informer les électeurs concernés des changements apportés à leur inscription.

2. Erreurs sur les listes électorales de circonscriptions de commissions scolaires différentes

a) Lorsqu'il constate que des électeurs sont inscrits sur la liste électorale d'une circonscription d'une autre commission scolaire qui n'est pas celle de leur domicile, le président d'élection de la commission scolaire où devraient être inscrits ces électeurs produit, à partir des informations transmises par le Directeur général des élections, un relevé de changements de la liste électorale pour la circonscription concernée afin que les électeurs soient inscrits sur la liste électorale de la circonscription de leur domicile;

Il informe le président d'élection de la commission scolaire où étaient erronément inscrits les électeurs de ces changements;

b) Le président d'élection de la commission scolaire où étaient erronément inscrits les électeurs produit un relevé de changements de la liste électorale de la circonscription concernée si un scrutin doit être tenu dans celle-ci et indique à la liste électorale que ces électeurs ne peuvent exercer leur droit de vote;

c) Ces relevés de changements sont intégrés à la liste électorale des circonscriptions concernées et transmis à tous les candidats desdites circonscriptions;

d) Le président d'élection visé au paragraphe *a* doit prendre les moyens nécessaires pour informer les électeurs concernés des changements apportés à leur inscription.

La présente décision prend effet le 11 novembre 2003.

*Le directeur général des élections et
président de la Commission de
la représentation électorale,
MARCEL BLANCHET*

41530

Décrets administratifs

Gouvernement du Québec

Décret 1172-2003, 12 novembre 2003

CONCERNANT l'exercice des fonctions du ministre des Transports

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE, conformément à l'article 11 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18), les pouvoirs, devoirs et attributions du ministre des Transports soient conférés temporairement, du 18 novembre 2003 au 6 janvier 2004, à madame Julie Boulet, membre du Conseil exécutif.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

41509

Gouvernement du Québec

Décret 1173-2003, 12 novembre 2003

CONCERNANT la nomination de M^e Claude Simard comme sous-ministre associé par intérim au ministère de la Justice

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE M^e Claude Simard, substitut en chef du procureur général pour l'Est-du-Québec, soit nommé sous-ministre associé par intérim au ministère de la Justice, à compter du 17 novembre 2003 ;

QU'à ce titre, M^e Claude Simard reçoive une rémunération additionnelle mensuelle de 550 \$.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

41510

Gouvernement du Québec

Décret 1174-2003, 12 novembre 2003

CONCERNANT la nomination de madame Céline Olivier comme sous-ministre adjointe au ministère des Relations internationales

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE madame Céline Olivier, directrice générale par intérim Europe, Afrique et Moyen-Orient au ministère des Relations internationales, cadre classe 3, soit nommée sous-ministre adjointe à ce ministère, administratrice d'État II, au salaire annuel de 108 960 \$, à compter du 17 novembre 2003 ;

QUE le décret numéro 801-91 du 12 juin 1991 concernant les Règles sur la classification, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des administrateurs d'État II et des sous-ministres associés et adjoints engagés à contrat s'applique à madame Céline Olivier, compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

41511

Gouvernement du Québec

Décret 1175-2003, 12 novembre 2003

CONCERNANT l'engagement à contrat de monsieur Michel Beaudoin comme sous-ministre associé au ministère de la Sécurité publique

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE monsieur Michel Beaudoin, adjoint au directeur du Service de police de la Ville de Montréal et responsable des affaires corporatives, soit engagé à contrat pour agir à titre de sous-ministre associé du ministère de la Sécurité publique, pour un mandat de trois ans à compter du 17 novembre 2003, aux conditions annexées.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

Contrat d'engagement de monsieur Michel Beaudoin comme sous-ministre associé au ministère de la Sécurité publique

Aux fins de rendre explicites les considérations et conditions de l'engagement fait en vertu de l'article 57 de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1)

1. OBJET

Conformément à l'article 57 de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1), le gouvernement du Québec engage à contrat monsieur Michel Beaudoin, qui accepte d'agir à titre exclusif et à temps plein, comme sous-ministre associé au ministère de la Sécurité publique, ci-après appelé le ministère.

Sous l'autorité du sous-ministre du ministère et en conformité avec les lois et les règlements qui s'appliquent, il exerce tout mandat que lui confie le sous-ministre.

Monsieur Beaudoin exerce ses fonctions au bureau du ministère à Québec.

2. DURÉE

Le présent engagement commence le 17 novembre 2003 pour se terminer le 16 novembre 2006, sous réserve des dispositions de l'article 5.

3. RÉMUNÉRATION

La rémunération de monsieur Beaudoin comprend le salaire et la contribution de l'employeur aux régimes de retraite et d'assurances.

3.1 Salaire

À compter de la date de son engagement, monsieur Beaudoin reçoit un salaire versé sur la base annuelle de 90 700 \$.

Ce salaire correspond à celui devant être octroyé à monsieur Beaudoin pour occuper le poste visé par les présentes, duquel a été déduit l'équivalent de la moitié de la rente de retraite qu'il reçoit actuellement pour ses années de services dans le secteur public québécois.

Le salaire de monsieur Beaudoin sera révisé selon la politique applicable aux sous-ministres associés et adjoints engagés à contrat et arrêtée par le gouvernement.

3.2 Régime de retraite

Monsieur Beaudoin participe au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) adopté par le décret numéro 960-2003 du 17 septembre 2003 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées. Monsieur Beaudoin participe également au régime de prestations supplémentaires adopté par le décret numéro 961-2003 du 17 septembre 2003 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées, en tant qu'employé qui n'est pas visé par l'annexe I de ce décret.

4. AUTRES DISPOSITIONS

4.1 Vacances

À compter de la date de son entrée en fonction, monsieur Beaudoin a droit à des vacances annuelles payées de vingt jours ouvrables, le nombre de jours étant calculé en proportion du temps qu'il a été en fonction au cours de l'année financière.

Le report de vacances annuelles en tout ou en partie, lorsqu'il est impossible de les prendre au cours de l'année, doit être autorisé par le sous-ministre du ministère.

4.2 Statut d'emploi

En aucun temps, le présent contrat ne pourra être invoqué à titre de travail temporaire dans la fonction publique du Québec en vue d'y acquérir le statut d'employé permanent.

4.3 Droits d'auteur

Le gouvernement est propriétaire des droits d'auteur sur les rapports à être éventuellement fournis et sur les documents produits. Monsieur Beaudoin renonce en faveur du gouvernement à tous les droits d'auteur sur les résultats de son travail.

4.4 Autres conditions de travail

Le décret numéro 801-91 du 12 juin 1991 concernant les Règles sur la classification, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des administrateurs d'État II et des sous-ministres associés et adjoints engagés à contrat s'applique à monsieur Beaudoin, compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées. Dans le cas où les dispositions du décret numéro 801-91 du 12 juin 1991 sont inconciliables avec les dispositions contenues au présent décret, ces dernières s'appliqueront.

4.5 Allocation de séjour

À compter de la date de son entrée en fonction jusqu'au 17 mai 2004 ou jusqu'à son déménagement, s'il survient au cours de cette période, monsieur Beaudoin reçoit une allocation mensuelle de 920 \$ pour ses frais de séjour à Québec.

5. TERMINAISON

Le présent engagement prend fin à la date stipulée à l'article 2, sous réserve toutefois des dispositions qui suivent :

5.1 Démission

Monsieur Beaudoin peut démissionner de son poste de sous-ministre associé au ministère, sans pénalité, après avoir donné un avis écrit de trois mois.

Copie de l'avis de démission doit être transmise au secrétaire général associé aux Emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif.

5.2 Suspension

Le sous-ministre du ministère peut, pour cause, suspendre de ses fonctions monsieur Beaudoin.

5.3 Destitution

Monsieur Beaudoin consent également à ce que le gouvernement révoque en tout temps le présent engagement, sans préavis ni indemnité, pour raisons de malversation, maladministration, faute lourde ou motif de même gravité, la preuve étant à la charge du gouvernement.

5.4 Résiliation

Le présent engagement peut être résilié en tout temps par le gouvernement sous réserve d'un préavis de trois mois. En ce cas, le gouvernement versera à monsieur Beaudoin les montants qui lui sont dus pour la période au cours de laquelle il a travaillé et, le cas échéant, une allocation de départ aux conditions et suivant les modalités déterminées à l'article 10 des Politiques relatives à la gestion des titulaires d'un emploi supérieur nommés à la prérogative du gouvernement édictées par le décret numéro 1488-96 du 4 décembre 1996 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

6. RENOUELEMENT

Tel que prévu à l'article 2, le mandat de monsieur Beaudoin se termine le 16 novembre 2006. Dans le cas où le premier ministre a l'intention de recommander au gouvernement le renouvellement de son mandat à titre de sous-ministre associé au ministère, il l'en avisera au plus tard six mois avant l'échéance du présent mandat.

7. ALLOCATION DE TRANSITION

À la fin de son mandat de sous-ministre associé au ministère, monsieur Beaudoin recevra, le cas échéant, une allocation de transition aux conditions et suivant les modalités déterminées à l'article 13 des Politiques relatives à la gestion des titulaires d'un emploi supérieur nommés à la prérogative du gouvernement édictées par le décret numéro 1488-96 du 4 décembre 1996 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

8. Toute entente verbale non incluse au présent document est nulle.

9. SIGNATURES

MICHEL BEAUDOIN

GÉRARD BIBEAU,
secrétaire général associé

41512

Gouvernement du Québec

Décret 1176-2003, 12 novembre 2003

CONCERNANT monsieur Alain Bolduc, secrétaire général associé au ministère du Conseil exécutif

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE les conditions d'emploi de monsieur Alain Bolduc pour agir à titre de secrétaire général associé au ministère du Conseil exécutif, annexées au décret numéro 1093-2003 du 22 octobre 2003, soient modifiées par le remplacement du dernier mot du troisième alinéa de l'article 1 par le mot « Montréal » ;

QUE le présent décret ait effet depuis le 27 octobre 2003.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

41513

Gouvernement du Québec

Décret 1177-2003, 12 novembre 2003

CONCERNANT la nomination de monsieur Marc-André Fortier comme membre et président du conseil d'administration, président et directeur général de la Société immobilière du Québec

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 4 de la Loi sur la Société immobilière du Québec (L.R.Q., c. S-17.1) prévoit que les affaires de la Société sont administrées par un conseil d'administration composé notamment du président de la Société nommé par le gouvernement pour une période d'au plus cinq ans;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 6 de cette loi prévoit que le gouvernement nomme, parmi les membres du conseil d'administration, un président du conseil;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 10 de cette loi prévoit notamment que le président de la Société est d'office directeur général de cette Société et qu'il exerce ses fonctions à temps plein;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 10 de cette loi prévoit que la rémunération du président de la Société et les autres conditions d'exercice de ses fonctions sont établies par un contrat qui le lie à la Société et que ce contrat n'a d'effet que s'il est ratifié par le gouvernement;

ATTENDU QUE monsieur Daniel Gilbert a été nommé membre et président du conseil d'administration, président et directeur général de la Société immobilière du Québec par le décret numéro 587-2002 du 22 mai 2002, qu'il a été nommé à d'autres fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor:

QUE monsieur Marc-André Fortier, président-directeur général de la Société Parc-Auto du Québec, soit nommé membre et président du conseil d'administration, président et directeur général de la Société immobilière du Québec, pour un mandat de deux ans à compter du 17 novembre 2003, aux conditions annexées, en remplacement de monsieur Daniel Gilbert.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

Contrat entre la Société immobilière du Québec et monsieur Marc-André Fortier fixant sa rémunération et les autres conditions d'exercice de ses fonctions comme membre et président du conseil d'administration, président et directeur général de la Société immobilière du Québec

Aux fins de rendre explicites les considérations et conditions de la nomination faite en vertu de la Loi sur la Société immobilière du Québec (L.R.Q., c. S-17.1)

1. OBJET

Le gouvernement du Québec nomme monsieur Marc-André Fortier, qui accepte d'agir à titre exclusif et à temps plein, comme membre et président du conseil d'administration, président et directeur général de la Société immobilière du Québec, ci-après appelée la Société.

À titre de président, monsieur Fortier est chargé de l'administration des affaires de la Société dans le cadre des lois et des règlements ainsi que des règlements et politiques adoptés par la Société pour la conduite de ses affaires.

Monsieur Fortier remplit ses fonctions au siège de la Société à Québec.

2. DURÉE

Le présent engagement commence le 17 novembre 2003 pour se terminer le 16 novembre 2005, sous réserve des dispositions de l'article 5.

3. RÉMUNÉRATION

La rémunération de monsieur Fortier comprend le salaire et la contribution de l'employeur aux régimes de retraite et d'assurances.

3.1 Salaire

À compter de la date de son engagement, monsieur Fortier reçoit un salaire versé sur la base annuelle de 165 294 \$.

Ce salaire sera révisé selon la politique applicable aux dirigeants d'organismes et arrêtée par le gouvernement.

3.2 Régimes d'assurance

Monsieur Fortier participe aux régimes d'assurance collective du personnel d'encadrement des secteurs public et parapublic du Québec.

Si une invalidité donnant droit à l'assurance-salaire survient au cours du mandat, les prestations prévues par les régimes d'assurance-salaire de courte et de longue durée sont payables et l'exonération des cotisations aux régimes d'assurance et de retraite s'applique tant que dure la période d'invalidité, et ce, même si le mandat se termine pendant cette période.

3.3 Régime de retraite

Monsieur Fortier participe au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) et au régime de prestations supplémentaires adoptés par les décrets numéros 960-2003 et 961-2003 du 17 septembre 2003 compte tenu des modifications qui leur ont été ou qui pourront leur être apportées.

4. AUTRES DISPOSITIONS

4.1 Frais de représentation

La Société remboursera à monsieur Fortier, sur présentation de pièces justificatives, les dépenses occasionnées par l'exercice de ses fonctions, conformément aux règles et barèmes adoptés par la Société.

4.2 Frais de voyage et de séjour

Pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, monsieur Fortier sera remboursé conformément aux règles et barèmes adoptés par la Société.

4.3 Cercle de gens d'affaires

La Société paiera les frais d'adhésion et les cotisations annuelles de monsieur Fortier à un cercle de gens d'affaires de son choix.

Le certificat d'action détenu par monsieur Fortier comme membre de ce cercle de gens d'affaires appartient à la Société. À la fin du présent engagement, monsieur Fortier rachètera l'action de la Société selon des modalités à déterminer avec celle-ci ou remettra sa démission comme membre de ce cercle de gens d'affaires.

4.4 Vacances

À compter de la date de son entrée en fonction, monsieur Fortier a droit à des vacances annuelles payées de vingt-cinq jours ouvrables, le nombre de jours étant calculé en proportion du temps qu'il a été en fonction au cours de l'année financière.

Le report de vacances annuelles en tout ou en partie, lorsqu'il est impossible de les prendre au cours de l'année, doit être autorisé par le secrétaire général associé aux Emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif.

4.5 Allocation d'automobile

Une allocation mensuelle d'automobile de 610 \$ est versée à monsieur Fortier en lieu de tout remboursement de frais de déplacement à l'intérieur d'un rayon de seize kilomètres du lieu habituel de travail.

5. TERMINAISON

Le présent engagement prend fin à la date stipulée à l'article 2, sous réserve toutefois des dispositions qui suivent :

5.1 Démission

Monsieur Fortier peut démissionner de son poste de membre et président du conseil d'administration, président et directeur général de la Société, sans pénalité, après avoir donné un avis écrit de trois mois.

Copie de l'avis de démission doit être transmise au secrétaire général associé aux Emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif.

5.2 Destitution

Monsieur Fortier consent également à ce que le gouvernement révoque en tout temps le présent engagement, sans préavis ni indemnité, pour raisons de malversation, maladministration, faute lourde ou motif de même gravité, la preuve étant à la charge du gouvernement.

5.3 Résiliation

Le présent engagement peut être résilié en tout temps par le gouvernement sous réserve d'un préavis de trois mois. En ce cas, le gouvernement versera à monsieur Fortier les montants qui lui sont dus pour la période au cours de laquelle il a travaillé et, le cas échéant, une allocation de départ aux conditions et suivant les modalités déterminées à l'article 10 des Politiques relatives à la gestion des titulaires d'un emploi supérieur nommés à la prérogative du gouvernement édictées par le décret numéro 1488-96 du 4 décembre 1996 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

5.4 Échéance

À la fin de son mandat, monsieur Fortier demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau.

6. RENOUVELLEMENT

Tel que prévu à l'article 2, le mandat de monsieur Fortier se termine le 16 novembre 2005. Dans le cas où le ministre responsable a l'intention de recommander au gouvernement le renouvellement de son mandat à titre de membre et président du conseil d'administration, président et directeur général de la Société, il l'en avisera au plus tard quatre mois avant l'échéance du présent mandat.

7. ALLOCATION DE TRANSITION

À la fin de son mandat de membre et président du conseil d'administration, président et directeur général de la Société, monsieur Fortier recevra, le cas échéant, une allocation de transition aux conditions et suivant les modalités déterminées à l'article 13 des Politiques relatives à la gestion des titulaires d'un emploi supérieur nommés à la prérogative du gouvernement édictées par le décret numéro 1488-96 du 4 décembre 1996 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

8. Toute entente verbale non incluse au présent document est nulle.

9. SIGNATURES

MARC-ANDRÉ FORTIER

GÉRARD BIBEAU,
secrétaire général associé

41514

Gouvernement du Québec

Décret 1178-2003, 12 novembre 2003

CONCERNANT la nomination d'un membre du Comité de retraite du régime de retraite du personnel d'encadrement

ATTENDU QU'en vertu de l'article 163 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L. R. Q., c. R-10), deux comités de retraite sont constitués au sein de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 173.1 de cette loi, le Comité de retraite du régime de retraite du personnel d'encadrement se compose du président de la Commission et d'au moins quatre autres membres nommés par le gouvernement pour une période n'excédant pas deux ans et que la moitié des membres, sauf le président, représentent les employés visés par le régime de retraite du personnel d'encadrement;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 173.1 de cette loi, le gouvernement peut déterminer, par règlement et après consultation des associations représentant les employés visés par le régime de retraite du personnel d'encadrement, la composition du Comité et la manière de nommer les membres;

ATTENDU QUE le gouvernement a édicté le Règlement sur la composition du Comité de retraite du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes à l'égard des employés de niveau non syndicable par le décret numéro 194-97 du 19 février 1997 et ses modifications subséquentes;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 1 de ce règlement, le Comité se compose du président de la Commission et de quatorze autres membres nommés par le gouvernement pour une période n'excédant pas deux ans et de la façon indiquée par ce règlement;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 1° de l'article 1 de ce règlement, une personne représentant les employés qui participent au régime de retraite du personnel d'encadrement, du secteur de la fonction publique, est choisie après consultation des associations représentant ces employés;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 173.4 de cette loi, l'article 167 de cette loi s'applique à ce comité compte tenu des adaptations nécessaires;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 167 de cette loi, les membres du Comité, sauf le président et, le cas échéant, le vice-président de la Commission, ont notamment droit, selon les normes fixées par le gouvernement, au remboursement des frais justifiables faits par eux dans l'exercice de leurs fonctions;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 201-2002 du 6 mars 2002, monsieur André Matte était nommé de nouveau, conformément au paragraphe 1° de l'article 1 du Règlement sur la composition du Comité de retraite du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics à l'égard des employés de niveau non syndicable, membre du Comité de retraite du régime de retraite du personnel d'encadrement, qu'il a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE la consultation requise a été effectuée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor:

QUE la personne suivante soit nommée membre du Comité de retraite du régime de retraite du personnel d'encadrement, à titre de personne représentant les employés qui participent à ce régime du secteur de la fonction publique, pour un mandat de deux ans à compter des présentes :

— monsieur Marc Lyrette, vice-président exécutif et directeur général de l' Association des cadres du gouvernement du Québec, en remplacement de monsieur André Matte ;

QUE monsieur Lyrette soit remboursé des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions conformément aux règles applicables aux professionnels à l'emploi du gouvernement du Québec, si son employeur ne rembourse pas lesdits frais.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

41515

Gouvernement du Québec

Décret 1179-2003, 12 novembre 2003

CONCERNANT une entente entre la municipalité régionale de comté de Papineau et le gouvernement du Canada relativement au versement d'une subvention dans le cadre du programme Initiatives régionales stratégiques

ATTENDU QUE la municipalité régionale de comté de Papineau a l'intention de conclure une entente avec le gouvernement du Canada relativement au versement par ce gouvernement à la municipalité régionale de comté d'une subvention maximale de 23 250 \$ dans le cadre du programme Initiatives régionales stratégiques, et ce, pour l'élaboration d'un plan de développement intégré de la rivière de la Petite-Nation ;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ou un organisme scolaire ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux ou avec un organisme public fédéral ;

ATTENDU QUE la municipalité régionale de comté de Papineau est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi ;

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre à la municipalité régionale de comté de Papineau de conclure cette entente avec le gouvernement du Canada ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones :

QUE la municipalité régionale de comté de Papineau soit autorisée à conclure une entente avec le gouvernement du Canada relativement au versement d'une subvention maximale de 23 250 \$ à la municipalité régionale de comté dans le cadre du programme Initiatives régionales stratégiques pour l'élaboration d'un plan de développement intégré de la rivière de la Petite-Nation, dont le texte sera substantiellement conforme à celui joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

41516

Gouvernement du Québec

Décret 1180-2003, 12 novembre 2003

CONCERNANT une entente relative à l'attribution d'une subvention du gouvernement du Canada à la Ville d'Alma relativement à l'acquisition d'équipement pour l'aéroport d'Alma dans le cadre du Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires (PAIA)

ATTENDU QUE la Ville d'Alma a l'intention de conclure une entente avec le gouvernement du Canada par laquelle celui-ci versera à la ville une contribution financière maximale de 317 179 \$ relativement à l'acquisition d'équipement pour l'aéroport d'Alma ;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30), sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ou un organisme scolaire ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux ou avec un organisme public fédéral ;

ATTENDU QUE la Ville d'Alma est un organisme municipal au sens de l'article 3.6.2 de cette loi ;

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre à la Ville d'Alma de conclure cette entente avec le gouvernement du Canada ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir, du ministre des Transports et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones :

QUE la Ville d'Alma soit autorisée à conclure une entente avec le gouvernement du Canada par laquelle celui-ci versera à la ville une contribution financière maximale de 317 179 \$ relativement à l'acquisition d'équipement pour l'aéroport d'Alma dans le cadre du Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires (PAIA) et dont le texte sera substantiellement conforme à celui joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

41517

Gouvernement du Québec

Décret 1181-2003, 12 novembre 2003

CONCERNANT l'approbation du Plan d'investissements universitaires pour la période du 1^{er} juin 2002 au 31 mai 2007

ATTENDU QU'en vertu de l'article 2 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., c. I-17) le ministre de l'Éducation est autorisé à préparer chaque année avec tout établissement universitaire du Québec tout plan d'investissements universitaires pour les cinq années suivantes, divisé en tranches annuelles ;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 4 de cette loi, ce plan doit indiquer en détail l'objet et le montant des investissements pour la première année et contenir un état des investissements prévus pour les années subséquentes et être approuvé par le gouvernement ;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver le Plan d'investissements universitaires pour la période allant du 1^{er} juin 2002 au 31 mai 2007, tel qu'il figure aux annexes A, B et C de la recommandation ministérielle du présent décret ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Éducation :

QUE le Plan d'investissements universitaires pour la période allant du 1^{er} juin 2002 au 31 mai 2007 annexé à la recommandation ministérielle du présent décret soit approuvé, conformément à l'article 4 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., c. I-17).

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

41518

Gouvernement du Québec

Décret 1182-2003, 12 novembre 2003

CONCERNANT l'exercice de fonctions judiciaires par monsieur Roch Lefrançois, juge retraité de la Cour du Québec

ATTENDU QU'en vertu de l'article 93 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16), le gouvernement peut, à la demande du juge en chef, pour le temps qu'il détermine et s'il l'estime conforme aux intérêts de la justice, autoriser un juge à la retraite à exercer les fonctions judiciaires que le juge en chef lui assigne ;

ATTENDU QUE monsieur Roch Lefrançois, nommé juge à la Cour des sessions de la paix par l'arrêté en conseil numéro 906 du 4 mars 1970, a atteint l'âge de la retraite le 17 janvier 2000 ;

ATTENDU QUE le juge en chef a demandé qu'un juge à la retraite soit autorisé à exercer des fonctions judiciaires conformément à l'article 93 de la Loi sur les tribunaux judiciaires ;

ATTENDU QU'il est conforme aux intérêts de la justice d'autoriser monsieur Roch Lefrançois à exercer des fonctions judiciaires à compter du 17 novembre 2003 jusqu'au 30 juin 2004 ;

ATTENDU QU'un juge à la retraite autorisé par le gouvernement à exercer les fonctions judiciaires que le juge en chef lui assigne a droit de recevoir pour chaque journée de travail un traitement égal au traitement annuel d'un juge de la Cour du Québec, divisé par le nombre de jours ouvrables dans une année, conformément à l'article 118 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16) ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QU'en vertu de l'article 93 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16), monsieur Roch Lefrançois, juge retraité de la Cour du Québec, soit autorisé, à compter du 17 novembre 2003 jusqu'au 30 juin 2004, à exercer les fonctions judiciaires que lui assignera le juge en chef de la Cour du Québec;

QU'en vertu de l'article 118 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16), monsieur le juge Roch Lefrançois reçoive pour chaque journée de travail un traitement égal au traitement annuel d'un juge de la Cour du Québec, divisé par le nombre de jours ouvrables dans une année.

Le greffier du Conseil exécutif,

ANDRÉ DICAIRE

41519

Gouvernement du Québec

Décret 1183-2003, 12 novembre 2003

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation québécoise qui participera à la réunion thématique de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des pays ayant le français en partage (CONFEJES) consacrée à l'emploi des jeunes qui se tiendra à Kigali (Rwanda), les 28 et 29 novembre 2003

ATTENDU QUE se tiendra à Kigali, au Rwanda, les 28 et 29 novembre 2003, la réunion thématique de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des pays ayant le français en partage (CONFEJES) consacrée à l'emploi des jeunes;

ATTENDU QU'il convient de constituer une délégation officielle pour y représenter le Québec qui est membre de la CONFEJES depuis sa création en 1969;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 34 de la Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., c. M-25.1.1), toute délégation officielle du Québec à une conférence ou réunion internationale est constituée et mandatée par le gouvernement et les personnes qui prennent position au nom de celui-ci doivent recevoir un mandat exprès à cet effet;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie:

QUE monsieur David Whissell, adjoint parlementaire du premier ministre, dirige la délégation du Québec à la réunion de la CONFEJES consacrée à l'emploi des jeunes qui se tiendra à Kigali (Rwanda), les 28 et 29 novembre 2003;

QUE la délégation québécoise soit composée, outre de l'adjoint parlementaire du premier ministre, de:

— monsieur Simon Chabot, secrétaire associé au Secrétariat à la jeunesse;

— madame Julie Bissonnette, agente de recherche au Secrétariat à la jeunesse;

— madame Isabelle Jean, attachée politique au cabinet du premier ministre;

QUE la délégation québécoise à la réunion thématique de la CONFEJES consacrée à l'emploi des jeunes ait pleins pouvoirs pour faire valoir les intérêts du Québec, conformément à la décision du Conseil des ministres.

Le greffier du Conseil exécutif,

ANDRÉ DICAIRE

41520

Gouvernement du Québec

Décret 1184-2003, 12 novembre 2003

CONCERNANT la nomination de deux membres du conseil d'administration de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 7 de la Loi sur l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (L.R.Q., c. O-5.1), les affaires de l'Office sont administrées par un conseil d'administration composé de onze membres, dont un président-directeur général, nommés par le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du second alinéa de cet article, de trois à cinq membres sont issus du personnel de la fonction publique choisis parmi les ministères et organismes liés aux activités de l'Office et au moins deux sont âgés entre 18 et 30 ans;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 8 de cette loi, la durée du mandat des membres du conseil d'administration, autres que le président-directeur général de l'Office, est d'au plus quatre ans;

ATTENDU QUE monsieur Gabriel Polisois a été nommé membre du conseil d'administration de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse par le décret numéro 1089-2000 du 13 septembre 2000, qu'il a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE madame Claudia Sanchez a été nommée membre du conseil d'administration de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse par le décret numéro 1426-2001 du 28 novembre 2001, que son mandat viendra à échéance le 27 novembre 2003 et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie :

QUE la personne suivante soit nommée membre du conseil d'administration de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse, pour un mandat de quatre ans à compter des présentes :

— madame Régine Lavoie, directrice Amérique latine et Antilles, ministère des Relations internationales, en remplacement de monsieur Gabriel Polisois;

QUE la personne suivante soit nommée membre du conseil d'administration de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse, pour un mandat de quatre ans à compter du 28 novembre 2003 :

— madame Catherine Gosselin, étudiante, en remplacement de madame Claudia Sanchez.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

41521

Gouvernement du Québec

Décret 1185-2003, 12 novembre 2003

CONCERNANT une modification à l'accord Canada-Québec de contribution dans le cadre du programme ÉnerGuide pour les maisons (EGM)

ATTENDU QUE l'Agence de l'efficacité énergétique a été instituée par l'article 1 de la Loi sur l'Agence de l'efficacité énergétique (L.R.Q., c. A-7.001);

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 16 de cette loi, l'Agence a pour mission, dans une perspective de développement durable, d'assurer la promotion de l'efficacité énergétique pour toutes les formes d'énergie, dans tous les secteurs d'activités, au bénéfice de l'ensemble des régions du Québec;

ATTENDU QUE, en vertu des paragraphes 2^o et 6^o de l'article 17 de cette loi, l'Agence peut notamment, dans la poursuite de sa mission, informer et sensibiliser les consommateurs d'énergie aux avantages de l'efficacité énergétique par tous les moyens appropriés ainsi que concevoir et administrer des programmes d'efficacité énergétique;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 22 de cette loi, l'Agence peut, conformément à la loi, conclure une entente avec un autre gouvernement ou l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada ont conclu un accord Canada-Québec de contribution dans le cadre du programme ÉnerGuide pour les maisons (EGM);

ATTENDU QUE cet accord de contribution a été approuvé par le gouvernement en vertu du décret numéro 490-2003 du 31 mars 2003;

ATTENDU QUE l'article 4.1.2 de cet accord prévoit une modification formelle annuelle concernant la somme que paiera l'Office de l'efficacité énergétique à l'Agence de l'efficacité énergétique;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier cet accord conformément à cet article;

ATTENDU QUE cet accord de contribution constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 3.8 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et signées par le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et aux Affaires autochtones :

QUE la modification à l'accord Canada-Québec de contribution dans le cadre du programme ÉnerGuide pour les maisons (EGM), dont le texte sera substantiellement conforme au texte joint à la recommandation ministérielle du présent décret, soit approuvée.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

41522

Gouvernement du Québec

Décret 1188-2003, 12 novembre 2003

CONCERNANT la nomination de monsieur George Arsenault comme vice-président par intérim de la Société de la faune et des parcs du Québec

ATTENDU QUE l'article 1 de la Loi sur la Société de la faune et des parcs du Québec (L.R.Q., c. S-11.012) institue la Société de la faune et des parcs du Québec ;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 16 de cette loi, le gouvernement peut nommer des vice-présidents de la Société, au nombre maximum de trois, pour une période d'au plus cinq ans et que ceux-ci exercent leur fonction à temps plein ;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 16 de cette loi, le gouvernement détermine la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des vice-présidents de la Société ;

ATTENDU QUE monsieur Éric Yves Harvey a été nommé vice-président de la Société de la faune et des parcs du Québec par le décret numéro 1031-99 du 8 septembre 1999, qu'il prend sa retraite et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs et du ministre délégué aux Forêts, à la Faune et aux Parcs :

QUE monsieur George Arsenault, adjoint à la présidente-directrice générale de la Société de la faune et des parcs du Québec, administrateur d'État II, soit nommé vice-président par intérim de cette Société, aux mêmes classement et salaire annuel, à compter du 17 novembre 2003.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

41523

Gouvernement du Québec

Décret 1189-2003, 12 novembre 2003

CONCERNANT l'acquisition par expropriation de certains immeubles, avec les biens meubles accessoires, pour la construction ou la reconstruction d'une partie de la route 185, située en la Ville de Rivière-du-Loup et en la Municipalité de la paroisse de Saint-Antonin (D 2003 68029)

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 12 de la Loi sur la voirie (L.R.Q., c. V-9), le ministre peut louer, échanger et acquérir de gré à gré ou par expropriation tout bien au bénéfice du domaine de l'État ;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., c. E-24), toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée par le gouvernement aux conditions qu'il détermine ;

ATTENDU QUE pour réaliser les travaux ci-après mentionnés, il y a lieu que la ministre déléguée aux Transports soit autorisée à acquérir par expropriation les immeubles, avec les biens meubles accessoires de ceux-ci, décrits ci-après ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre déléguée aux Transports :

QUE la ministre déléguée aux Transports soit autorisée à acquérir par expropriation les immeubles, avec les biens meubles accessoires de ceux-ci, pour réaliser les travaux suivants, à savoir :

1) Construction ou reconstruction d'une partie de la route 185, située en la Ville de Rivière-du-Loup et en la Municipalité de la paroisse de Saint-Antonin, dans la circonscription électorale de Rivière-du-Loup, selon le plan AA20-3373-9707 (projet 20-3373-9707) des archives du ministère des Transports ;

QUE les dépenses inhérentes soient payées par le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

41524

Gouvernement du Québec

Décret 1190-2003, 12 novembre 2003

CONCERNANT la cession d'une fabrique à glace en faveur de Usine à glace de Grande Rivière inc.

ATTENDU QUE le gouvernement a autorisé, par le décret numéro 1519-87 du 30 septembre 1987, la cession du lot 621-7 et du lot de grève et en eau profonde faisant partie du domaine hydrique de l'État, soit le lot 1-1-2 du Bloc 1 du cadastre de la Municipalité de Grande-Rivière, circonscription foncière de Gaspé, avec la fabrique à glace qui y est construite, à Usine à glace de Grande-Rivière Enr., une société formée par Les Crustacés de Gaspé Ltée et Poisson Salé Gaspésien Ltée, pour la somme de 3 000 \$, payable comptant, et à certaines conditions ;

ATTENDU QUE l'acte de cession qui devait être signé en exécution de ce décret n'a jamais été complété et que, depuis 1987, Usine à glace de Grande-Rivière Enr. et par la suite Poisson Salé Gaspésien Ltée ont exploité la fabrique à glace et en ont assumé tous les coûts ;

ATTENDU QUE la vente de la fabrique à glace à Usine à glace de Grande-Rivière Enr. ne peut se réaliser, puisque l'entreprise Les Crustacés de Gaspé Ltée n'est plus intéressée à cette acquisition ;

ATTENDU QUE Poisson Salé Gaspésien Ltée a formé avec La Corporation des pêches de Ste-Thérèse (1987) inc. une nouvelle compagnie, soit Usine à glace de Grande Rivière inc., dans le but de procéder à l'acquisition de cette fabrique ;

ATTENDU QUE, pour favoriser le maintien des services de froid aux entreprises de pêche et aux entreprises de transformation de produits marins localisées à Grande-Rivière et à Sainte-Thérèse-de-Gaspé, il est opportun que le gouvernement cède à Usine à glace de Grande Rivière inc. tous ses droits, titres et prétentions dans le lot 621-7 et le lot de grève et en eau profonde faisant partie du domaine hydrique de l'État, soit le lot 1-1-2 du Bloc 1 du cadastre de la Municipalité de Grande-Rivière, circonscription foncière de Gaspé, avec la fabrique à glace dessus construite, circonstances et dépendances ainsi que le remblai ;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 13 de la Loi sur le ministère de l'Environnement (L.R.Q., c. M-15.2.1), le ministre de l'Environnement a autorité sur le domaine hydrique de l'État et assure la gestion de l'eau en tant que richesse naturelle ;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 2 de la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R-13), le gouvernement peut, dans les cas non prévus dans un règlement, autoriser, aux conditions qu'il détermine dans chaque cas, l'aliénation, l'échange, la location ou l'occupation des rives et du lit des fleuves, rivières et lacs faisant partie du domaine de l'État ;

ATTENDU QUE le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a déclaré immeuble excédentaire le lot 621-7 du cadastre de la Municipalité de Grande-Rivière, circonscription foncière de Gaspé, avec la fabrique à glace de Grande-Rivière qui y est construite ;

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 11.4 de la Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., c. M-28), le ministre des Transports peut disposer des immeubles acquis par d'autres ministères qui ne peuvent en disposer eux-mêmes lorsqu'ils ne sont plus requis ;

ATTENDU QUE ce pouvoir de disposer des immeubles du domaine de l'État est assujéti au Règlement sur les conditions de disposition des immeubles excédentaires des ministères et des organismes publics édicté par le décret numéro 294-98 du 18 mars 1998 ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Transports et du ministre de l'Environnement :

QUE le gouvernement cède à Usine à glace de Grande Rivière inc. pour la somme de 3 000 \$, payable comptant, le lot 621-7 et le lot de grève et en eau profonde faisant partie du domaine hydrique de l'État, soit le lot 1-1-2 du Bloc 1 du cadastre de la Municipalité de Grande-Rivière, circonscription foncière de Gaspé, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances ainsi que le remblai;

QUE la cession soit faite aux risques et périls de l'acquéreur et sans aucune garantie en ce qui a trait à la qualité ou à la composition du remblai érigé sur le lot de grève et en eau profonde, le tout confirmé par une clause d'exonération de responsabilité à cet effet;

QUE le ministre des Transports et le ministre de l'Environnement soient autorisés à signer l'acte de cession à intervenir;

Que le présent décret remplace le décret numéro 1519-87 du 30 septembre 1987.

Le greffier du Conseil exécutif,
André Dicaire

41525

Gouvernement du Québec

Décret 1191-2003, 12 novembre 2003

CONCERNANT la nomination de monsieur Daniel Gilbert comme membre et président du conseil d'administration et directeur général de la Régie du bâtiment du Québec

ATTENDU QUE l'article 87 de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c. B-1.1) institue la Régie du bâtiment du Québec;

ATTENDU QUE l'article 90 de cette loi prévoit que la Régie est administrée par un conseil d'administration de cinq membres dont notamment un président;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 91 de cette loi prévoit que les membres du conseil sont nommés par le gouvernement pour au plus cinq ans;

ATTENDU QUE l'article 94 de cette loi prévoit que le président veille à l'exécution des décisions du conseil, est responsable de l'administration et de la direction de la Régie dans le cadre de ses règlements et de ses politiques et qu'il est d'office directeur général de la Régie;

ATTENDU QUE l'article 95 de cette loi prévoit notamment que le président exerce ses fonctions à plein temps;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 96 de cette loi prévoit que le gouvernement fixe la rémunération et les autres conditions de travail des membres du conseil à plein temps;

ATTENDU QUE M^e Alcide Fournier a été nommé membre et président du conseil d'administration et directeur général de la Régie du bâtiment du Québec par le décret numéro 1337-98 du 14 octobre 1998, que son mandat expirera le 4 janvier 2004 et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail:

QUE monsieur Daniel Gilbert, membre et président du conseil d'administration, président et directeur général de la Société immobilière du Québec, soit nommé membre et président du conseil d'administration et directeur général de la Régie du bâtiment du Québec, pour un mandat de cinq ans à compter du 5 janvier 2004, aux conditions annexées, en remplacement de M^e Alcide Fournier.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

Conditions d'emploi de monsieur Daniel Gilbert comme membre et président du conseil d'administration et directeur général de la Régie du bâtiment du Québec

Aux fins de rendre explicites les considérations et conditions de la nomination faite en vertu de la Loi sur le bâtiment du Québec (L.R.Q., c. B-1.1)

I. OBJET

Le gouvernement du Québec nomme monsieur Daniel Gilbert, qui accepte d'agir à titre exclusif et à temps plein, comme membre et président du conseil d'administration et directeur général de la Régie du bâtiment du Québec, ci-après appelée la Régie.

À titre de président, monsieur Gilbert est chargé de l'administration des affaires de la Régie dans le cadre des lois et des règlements ainsi que des règlements et politiques adoptés par la Régie pour la conduite de ses affaires.

Monsieur Gilbert exerce, à l'égard du personnel de la Régie, les pouvoirs que la Loi sur la fonction publique attribue à un dirigeant d'organisme.

Monsieur Gilbert remplit ses fonctions au siège de la Régie à Montréal.

2. DURÉE

Le présent engagement commence le 5 janvier 2004 pour se terminer le 4 janvier 2009, sous réserve des dispositions de l'article 5.

3. RÉMUNÉRATION

La rémunération de monsieur Gilbert comprend le salaire et la contribution de l'employeur aux régimes de retraite et d'assurances.

3.1 Salaire

À compter de la date de son engagement, monsieur Gilbert reçoit un salaire versé sur la base annuelle de 165 294 \$.

Ce salaire sera révisé selon la politique applicable aux dirigeants d'organismes du niveau 7 et arrêtée par le gouvernement.

3.2 Régimes d'assurance

Monsieur Gilbert participe aux régimes d'assurance collective du personnel d'encadrement des secteurs public et parapublic du Québec.

Si une invalidité donnant droit à l'assurance-salaire survient au cours du mandat, les prestations prévues par les régimes d'assurance-salaire de courte et de longue durée sont payables et l'exonération des cotisations aux régimes d'assurance et de retraite s'applique tant que dure la période d'invalidité, et ce, même si le mandat se termine pendant cette période.

3.3 Régime de retraite

Monsieur Gilbert continue de participer au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) et au régime de prestations supplémentaires adoptés par les décrets numéros 960-2003 et 961-2003 du 17 septembre 2003 compte tenu des modifications qui leur ont été ou qui pourront leur être apportées.

4. AUTRES DISPOSITIONS

4.1 Frais de représentation

La Régie remboursera à monsieur Gilbert, sur présentation de pièces justificatives, les dépenses occasionnées par l'exercice de ses fonctions jusqu'à concurrence d'un montant annuel de 3 450 \$ conformément aux règles applicables aux dirigeants d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret numéro 1308-80 du 28 avril 1980 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées. Ce montant pourra être ajusté de temps à autre par le gouvernement.

4.2 Frais de voyage et de séjour

Pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, monsieur Gilbert sera remboursé conformément aux règles applicables aux dirigeants d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées. De plus, les voyages à l'extérieur du Québec sont régis par la Directive du Conseil du trésor concernant les frais de déplacement à l'extérieur du Québec.

4.3 Vacances

À compter de la date de son entrée en fonction, monsieur Gilbert a droit à des vacances annuelles payées de vingt-cinq jours ouvrables, le nombre de jours étant calculé en proportion du temps qu'il a été en fonction au cours de l'année financière.

Le report de vacances annuelles en tout ou en partie, lorsqu'il est impossible de les prendre au cours de l'année, doit être autorisé par le secrétaire général associé aux Emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif.

4.4 Allocation d'automobile

Une allocation mensuelle d'automobile de 610 \$ est versée à monsieur Gilbert en lieu de tout remboursement de frais de déplacement à l'intérieur d'un rayon de seize kilomètres du lieu habituel de travail.

4.5 Allocation de séjour

Pour la durée du présent mandat, monsieur Gilbert reçoit une allocation mensuelle de 920 \$ pour ses frais de séjour à Montréal.

5. TERMINAISON

Le présent engagement prend fin à la date stipulée à l'article 2, sous réserve toutefois des dispositions qui suivent :

5.1 Démission

Monsieur Gilbert peut démissionner de son poste de membre et président du conseil d'administration et directeur général de la Régie, sans pénalité, après avoir donné un avis écrit de trois mois.

Copie de l'avis de démission doit être transmise au secrétaire général associé aux Emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif.

5.2 Destitution

Monsieur Gilbert consent également à ce que le gouvernement révoque en tout temps le présent engagement, sans préavis ni indemnité, pour raisons de malversation, maladministration, faute lourde ou motif de même gravité, la preuve étant à la charge du gouvernement.

5.3 Échéance

À la fin de son mandat, monsieur Gilbert demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau.

6. RENOUVELLEMENT

Tel que prévu à l'article 2, le mandat de monsieur Gilbert se termine le 4 janvier 2009. Dans le cas où le ministre responsable a l'intention de recommander au gouvernement le renouvellement de son mandat à titre de membre et président du conseil d'administration et directeur général de la Régie, il l'en avisera au plus tard six mois avant l'échéance du présent mandat.

7. ALLOCATION DE TRANSITION

À la fin de son mandat de membre et président du conseil d'administration et directeur général de la Régie, monsieur Gilbert recevra, le cas échéant, une allocation de transition aux conditions et suivant les modalités déterminées à l'article 13 des Politiques relatives à la gestion des titulaires d'un emploi supérieur nommés à la prérogative du gouvernement édictées par le décret numéro 1488-96 du 4 décembre 1996 compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

Pour les fins du calcul de l'allocation de transition, la période de service de l'article 13 de ces Politiques inclut la période faite à titre de membre et président du conseil d'administration, président et directeur général de la Société immobilière du Québec.

8. Toute entente verbale non incluse au présent document est nulle.

9. SIGNATURES

DANIEL GILBERT

GÉRARD BIBEAU,
secrétaire général associé

41526

Gouvernement du Québec

Décret 1202-2003, 19 novembre 2003

CONCERNANT la nomination de membres québécois au conseil d'administration de l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse

ATTENDU QUE l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse a été créé par le protocole reproduit en annexe de la Loi sur l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse (L.R.Q., c. O-5);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 2 de cette loi, l'Office est notamment régi par les dispositions dudit protocole, de ses modifications et de cette loi;

ATTENDU QUE le protocole, reproduit en annexe de cette loi, a été modifié le 23 mai 2003 et entériné par le décret numéro 1201-2003 du 19 novembre 2003;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 4 de ce protocole modifié, l'Office est administré par un conseil d'administration composé de huit membres québécois et de huit membres français désignés respectivement par le gouvernement du Québec et par le gouvernement de la République française;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 4 de ce protocole, le gouvernement du Québec choisit quatre membres représentant les ministères ou organismes gouvernementaux intéressés et les quatre autres parmi des personnalités qualifiées;

ATTENDU QU'en vertu du troisième alinéa de l'article 4 de ce protocole, chacune des parties désigne également quatre membres suppléants ;

ATTENDU QU'en vertu du quatrième alinéa de l'article 4 de ce protocole, la durée des fonctions des membres du conseil d'administration de l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse est de quatre ans ;

ATTENDU QUE madame Claire-Andrée Cauchy a été nommée de nouveau membre titulaire du conseil d'administration de l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse par le décret numéro 12-2003 du 15 janvier 2003, qu'elle a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement ;

ATTENDU QU'un poste de membre suppléant du conseil d'administration de l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse est actuellement vacant et qu'il y a lieu de le pourvoir ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie :

QUE madame Julie Cusson, directrice de la recherche au Conseil du patronat du Québec, soit nommée membre du conseil d'administration de l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse, pour un mandat de quatre ans à compter des présentes, en remplacement de madame Claire-Andrée Cauchy ;

QUE monsieur Frédéric Harvey, enseignant à la Polyvalente Jonquière, soit nommé membre suppléant du conseil d'administration de l'Office Franco-Québécois pour la Jeunesse, pour un mandat de quatre ans à compter des présentes.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

41546

Erratum

Décision 7879, 6 août 2003

Loi sur la mise en marché des produits agricoles,
alimentaires et de la pêche
(L.R.Q., c. M-35.1)

Producteurs de volailles

— Ventes aux consommateurs

— Modification

Gazette officielle du Québec, Partie 2, 20 août 2003,
135^e année, n° 34, page 3840.

À la note de bas de page de la page 3841, la référence
au Règlement sur les ventes faites aux consommateurs par
les producteurs de volailles doit se lire (1999, *G.O.* 2, 355)
au lieu de (1999, *G.O.* 2, 399)

41563

Index des textes réglementaires

Abréviations : **A** : Abrogé, **N** : Nouveau, **M** : Modifié

Règlements — Lois	Page	Commentaires
Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2004 (L.R.Q., c. A-3.001)	5131	N
Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2004 (L.R.Q., c. A-3.001)	5148	N
Accord Canada-Québec de contribution dans le cadre du programme ÉnerGuide pour les maisons (EGM) — Modification	5174	M
Acquisition par expropriation de certains immeubles, avec les biens meubles accessoires, pour la construction ou la reconstruction d'une partie de la route 185, située en la Ville de Rivière-du-Loup et en la Municipalité de la paroisse de Saint-Antonin (D 2003 68029)	5175	N
Agence métropolitaine de transport, Loi sur l'..., modifiée	5109	
Aide juridique, Loi sur l'... — Notaires — Conditions d'exercice, mode de règlement des différends et tarif des honoraires	5154	Projet
Bâtiment, Loi sur le..., modifiée	5109	
Charte de la Ville de Montréal, modifiée	5109	
Cités et villes, Loi sur les..., modifiée	5109	
Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant la perception des amendes, Loi modifiant le...	5109	
Code de la sécurité routière, modifié	5109	
Code de procédure pénale, modifié	5109	
Code des professions — Diététistes — Activités professionnelles qui peuvent être exercées par des personnes autres que des diététistes	5153	Projet
Code des professions — Diététistes — Attestations acceptées par l'Ordre professionnel aux fins de la délivrance du permis	5149	N
Code municipal du Québec, modifié	5109	
Comité de retraite du régime de retraite du personnel d'encadrement — Nomination d'un membre	5170	N
Communauté métropolitaine de Montréal, Loi sur la..., modifiée	5109	

Communauté métropolitaine de Québec, Loi sur la..., modifiée (2003, P.L. 6)	5109	
Conseil d'administration de l'Office Franco-Québécois pour la jeunesse — Nomination de membres québécois	5179	N
Conservation et la mise en valeur de la faune, Loi sur la... — Zone d'exploitation contrôlée Des Anses	5150	N
(L.R.Q., c. C-61.1)		
Cour du Québec — Exercice de fonctions judiciaires par monsieur Roch Lefrançois, juge retraité	5172	N
Cours municipales, Loi sur les..., modifiée	5109	
(2003, P.L. 6)		
Décrets de convention collective, Loi sur les... — Services automobiles — Régions de Drummond et de la Mauricie	5129	M
(L.R.Q., c. D-2)		
Diététistes — Activités professionnelles qui peuvent être exercées par des personnes autres que des diététistes	5153	Projet
(Code des professions, L.R.Q., c. C-26)		
Diététistes — Attestations acceptées par l'Ordre professionnel aux fins de la délivrance du permis	5149	N
(Code des professions, L.R.Q., c. C-26)		
Directeur général des élections — Décision en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 30.8 relativement à des électeurs de la Commission scolaire des Patriotes	5161	Décision
(Loi sur les élections scolaires, L.R.Q., c. E-2.3)		
Directeur général des élections — Décision en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 30.8 relativement à l'inscription d'électeurs sur la liste électorale pour le scrutin du 16 novembre 2003	5162	Décision
(Loi sur les élections scolaires, L.R.Q., c. E-2.3)		
Droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec, Loi sur les... — Tableau de chasse à l'orignal pour l'année 2003	5129	N
(L.R.Q., c. D-13.1)		
Élections scolaires, Loi sur les... — Directeur général des élections — Décision en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 30.8 relativement à des électeurs de la Commission scolaire des Patriotes	5161	Décision
(L.R.Q., c. E-2.3)		
Élections scolaires, Loi sur les... — Directeur général des élections — Décision en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 30.8 relativement à l'inscription d'électeurs sur la liste électorale pour le scrutin du 16 novembre 2003	5162	Décision
(L.R.Q., c. E-2.3)		
Entente entre la municipalité régionale de comté de Papineau et le gouvernement du Canada relativement au versement d'une subvention dans le cadre du programme Initiatives régionales stratégiques	5171	N
Entente relative à l'attribution d'une subvention du gouvernement du Canada à la Ville d'Alma relativement à l'acquisition d'équipement pour l'aéroport d'Alma dans le cadre du Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires (PAIA)	5171	N

Exercice des fonctions du ministre des Transports	5165	N
Exploitations agricoles	5125	M
(Loi sur la qualité de l'environnement, L.R.Q., c. Q-2)		
Fondation Jean-Charles-Bonenfant, Loi modifiant la Loi sur la... ..	5121	
(2003, P.L. 18)		
Liste des projets de loi sanctionnés (18 novembre 2003)	5107	
Ministère de la Justice — Nomination de M ^e Claude Simard comme sous-ministre associé par intérim	5165	N
Ministère de la Sécurité publique — Engagement à contrat de monsieur Michel Beaudoin comme sous-ministre associé	5165	N
Ministère des Relations internationales — Nomination de madame Céline Olivier comme sous-ministre adjointe	5165	N
Ministère du Conseil exécutif — Monsieur Alain Bolduc, secrétaire général associé	5167	N
Mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche, Loi sur la... — Producteurs de chèvres — Contribution	5161	Décision
(L.R.Q., c. M-35.1)		
Mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche, Loi sur la... — Producteurs de volailles — Vente aux consommateurs	5181	Erratum
(L.R.Q., c. M-35.1)		
Notaires — Conditions d'exercice, mode de règlement des différends et tarif des honoraires	5154	Projet
(Loi sur l'aide juridique, L.R.Q., c. A-14)		
Office Franco-Québécois pour la jeunesse, Loi sur l'... — Protocole entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française relatif à l'Office franco-québécois pour la jeunesse, signé à Québec, le 23 mai 2003	5126	N
(L.R.Q., c. M-25.1.1)		
Office Québec-Amériques pour la jeunesse — Nomination de deux membres du conseil d'administration	5173	N
Plan d'investissements universitaires pour la période du 1 ^{er} juin 2002 au 31 mai 2007 — Approbation	5172	N
Protocole entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française relatif à l'Office franco-québécois pour la jeunesse, signé à Québec, le 23 mai 2003	5126	N
(Loi sur l'Office Franco-Québécois pour la jeunesse, L.R.Q., c. O-5)		
Producteurs de chèvres — Contribution	5161	Décision
(Loi sur les produits agricoles, alimentaires et de la pêche, L.R.Q., c. M-35.1)		
Producteurs de volailles — Vente aux consommateurs	5181	Erratum
(Loi sur les produits agricoles, alimentaires et de la pêche, L.R.Q., c. M-35.1)		
Qualité de l'environnement, Loi sur la... — Exploitations agricoles	5125	M
(L.R.Q., c. Q-2)		
Régie du bâtiment du Québec — Nomination de monsieur Daniel Gilbert comme membre et président du conseil d'administration et directeur général	5177	N

Réunion thématique de la Conférence des ministres de la jeunesse et des Sports des pays ayant le français en partage (CONFEJES) consacrée à l'emploi des jeunes qui se tiendra à Kigali (Rwanda), les 28 et 29 novembre 2003 — Composition et mandat de la délégation québécoise	5173	N
Sécurité civile, Loi sur la..., modifiée	5109	
(2003, P.L. 6)		
Sécurité incendie, Loi sur la..., modifiée	5109	
(2003, P.L. 6)		
Services automobiles — Régions de Drummond et de la Mauricie	5129	M
(Loi sur les décrets de convention collective, L.R.Q., c. D-2)		
Société de la faune et des parcs du Québec — Nomination de monsieur George Arsenaault comme vice-président par intérim	5175	N
Société immobilière du Québec — Nomination de monsieur Marc-André Fortier comme membre et président du conseil d'administration, président et directeur général	5168	N
Sociétés de transport en commun, Loi sur les..., modifiée	5109	
(2003, P.L. 6)		
Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 2004	5131	N
(Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, L.R.Q., c. A-3.001)		
Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 2004	5148	N
(Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, L.R.Q., c. A-3.001)		
Tableau de chasse à l'original pour l'année 2003	5129	N
(Loi sur les droits de chasse et de pêche dans les territoires de la Baie James et du Nouveau-Québec, L.R.Q., c. D-13.1)		
Usine à glace de Grande-Rivière inc. — Cession d'une fabrique à glace	5176	N
Véhicules hors route, Loi sur les..., modifiée	5109	
(2003, P.L. 6)		
Zone d'exploitation contrôlée Des Anses	5150	N
(Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, L.R.Q., c. C-61.1)		